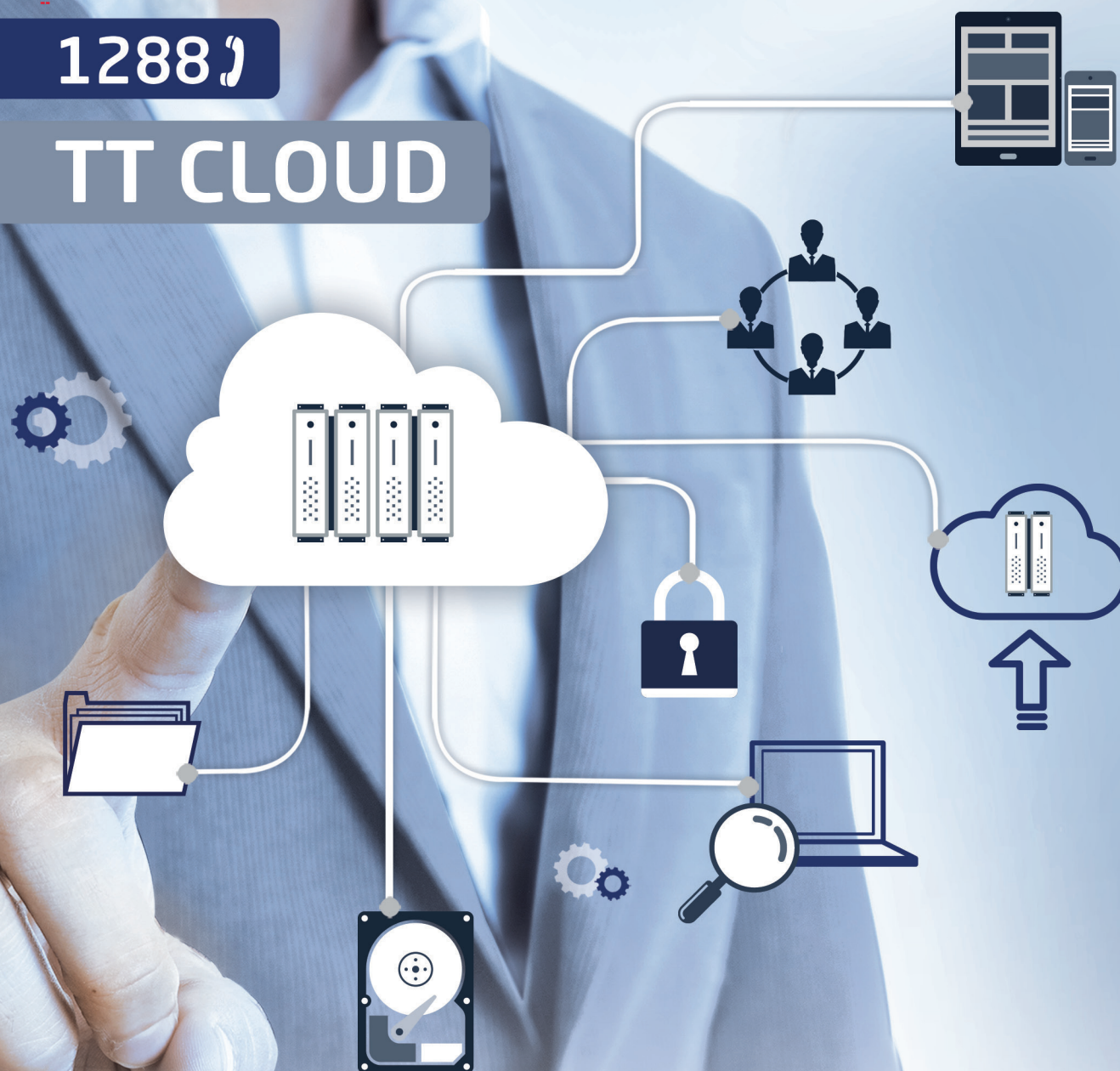





ROLEX

1288)

TT CLOUD



VOTRE UNIVERS IT EN DEUX CLICS

TUNISIE TELECOM ENTREPRISES, leader des solutions Cloud computing depuis 2010 vous offre une gamme de solutions flexibles et adaptées à votre entreprise.

Vous pouvez vous procurer en ligne les solutions Cloud les plus performantes et les plus sécurisées, grâce à des plateformes à la pointe de la technologie installées et gérées dans les DATA Centers de TUNISIE TELECOM.

Plus d'informations sur cloud.tunisiatelecom.tn

Plus que des Solutions



Ignorance, insouciance et désenchantement



A la prison de la Mornaguia, la bibliothèque compte près de 7 000 ouvrages, presque autant que le nombre de détenus sous écrous, entre prévenus et condamnés. Le registre des livres empruntés révèle un chiffre significatif : moins de 50 livres par quinzaine demandés par des amateurs de lecture parmi les 7 000 détenus, pourtant oisifs. Confus, le conservateur de la bibliothèque apporte la réponse : la plupart sont analphabètes alors que ceux qui savent lire préfèrent des journaux populaires ! Triste réalité, difficile à endurer : l'ignorance, l'inculture. A la Mornaguia, comme ailleurs dans le pays, le mal est là. Profond, aux lourdes conséquences.

L'école est en échec. Le système éducatif coûte cher et fabrique l'exclusion. Traumatisé par la succession de pas moins de cinq ministres en cinq ans (Baccouche, Abid, Labiadh, Jarray et Jalloul), il est encore loin de quitter la zone de forte turbulence. La pertinence des cursus et programmes, la qualité de l'enseignement et la compétence des formateurs placent l'école, avec les grèves successives, dans l'œil du cyclone. Les parents d'élèves en pâtissent. Eux qui sacrifient tout pour l'éducation de leurs enfants, dans l'espoir de les voir emprunter l'ascenseur social tant rêvé, s'en trouvent doublement pénalisés : perte d'argent et échec scolaire.

Le mal est là. L'avenir est bouché. L'ignorance ouvre la brèche à l'endoctrinement religieux. Le désœuvrement et l'absence de perspectives n'offrent comme alternative aux jeunes que la migration clandestine ou le jihad. Certains tentent de se reprendre en évitant la débauche, la marginalisation, la délinquance... Abandonnés à leur sort, ils sont laissés en rade. La Tunisie en souffre, la Tunisie en paye aujourd'hui les frais.

Qui s'en soucie ? Qui ose affronter utilement, efficacement cette tragique réalité ? Le discours sur l'école est occulté par l'ambition dévorante des politiques et les intérêts des corporatistes. On hausse un peu le ton à chaque rentrée scolaire et universitaire, comme en ce mois de septembre, avec scénarisation de ces ministres, leur chef, le premier, qui reviennent à leur école primaire badigeonner ses murs, sous les projecteurs des caméras, avant de shunter rapidement le son quelques jours après. Retour aux querelles de chapelle et aux grenouillages de marigot.

On est dans l'accessoire, le cosmétique, l'ego ; le positionnement dans la course aux postes et autres prébendes prennent le dessus. Mais point d'analyses profondes, de prospective clairvoyante, de conduite du présent ou d'investissement dans l'avenir. Un pays qui se gère à la bonne heure, au jour le jour, avec la baraka.

Les Tunisiens ont attendu cinq ans pour avoir droit à une constitution démocratique, des institutions pérennes, des élections libres et l'entrée en fonction des nouveaux dirigeants. Aujourd'hui, ils attendent avec impatience la concrétisation des promesses électorales, la stabilisation du pays, la préservation de sa souveraineté et de sa sécurité et la relance de son économie. Leur aspiration profonde est de voir leurs souffrances se réduire, leur quotidien s'améliorer et leur bien-être s'accomplir. Ils savent que la voie de la démocratie est longue et difficile, qu'elle exige beaucoup de sacrifices et autant de patience. Mais, ils avaient cru que leurs nouveaux gouvernants viendraient en raccourcir les délais et accélérer le salut. Au risque de déchanter totalement, les Tunisiens perdent chaque jour encore plus espoir dans l'avenir et confiance dans leurs dirigeants. Est-ce une fatalité ?

Hésitation au sommet de l'Etat, manque d'audace et de courage politique, mais aussi de vision claire et de propositions innovantes : à Carthage, à la Kasbah, comme au Bardo (où les élus de la nation réclament en priorité, sans la moindre pudeur et abnégation, de nouvelles indemnités), on donne l'impression de marcher sur des œufs. A trop se protéger et à verser dans les calculs inutiles, le pouvoir politique s'aseptise, se stérilise. Les contre-pouvoirs s'installent. Ravageurs.

La Tunisie attend aujourd'hui un grand sursaut. Ou initié par le sommet, ou déclenché des tréfonds. Ce sera alors un deuxième 14 Janvier. Deux révolutions successives, certains l'appellent de leurs vœux. Le pays risque alors de se retrouver de nouveau à la case départ, pour une période encore plus longue. Face à l'insouciance des dirigeants, le rôle des élites qui se complaisent dans l'attentisme est de reprendre l'initiative. En conscience éclairée, en force de pression, sans jamais lâcher prise jusqu'à ce que les politiques se départissent de leur léthargie politicienne et prennent à bras-le-corps les vrais problèmes de la Tunisie et des Tunisiens. A commencer par l'école. ■

T.H.

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
• Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi
• Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
• Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
• Mohamed Jaoua • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel
• Nouredine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Habib Mallakh
• Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaïes • Mehdi Taj
• Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Saadeddine ZMerli • Dr Sofène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

Mawa Ayadi
(Webmaster)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS

Mohamed Hammi - Ons Abid - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaïfer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz
• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi • Yosra Blanco

IMPRESSION
Simpact

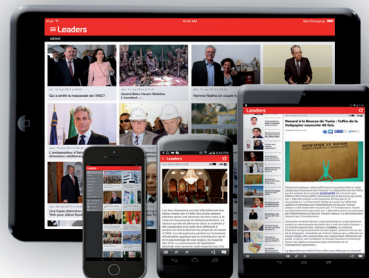
PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn • redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Leaders
sur iPhone, iPad, Android et Windows 8



Téléchargez gratuitement l'application



Sommaire



Opinion

- 16** A la recherche d'un «pouvoir» rationnel et efficace
Par Mansour Moalla

Nation

- 20** A la fin de sa mission, l'Ambassadeur des Etats-Unis se livre à Leaders :
Jake Waller : «Tant que les Tunisiens s'attachent
à la démocratie, l'avenir s'annonce radieux»
- 24** Le projet de loi sur la réconciliation nationale
Al'épreuve des règles de la démocratie représentative
Par Rafâa Ben Achour

En couverture

- 26** Dossier spécial : Les dossiers chauds de la rentrée,
enjeux & solutions

Nation

- 64** Istiklal, premier patrouilleur 100% tunisien : Les secrets d'un pari tenu
et le sens d'une forte symbolique



- 68** Brigade canine de la Garde nationale : l'effet de surprise qui fige, le flair qui débusque
- 90** L'insondable cheikh Hamda Saïed
- 92** Le mufti et ceux qui veulent voiler les fillettes au primaire devraient regarder du côté du Vatican
Par Mohamed Larbi Bouguerra

Opinion

- 96** Gouvernement cherche boussole
Par Walid Bel Hadj Amor

Economie

- 102** Le plan 3P Youssef Chahed : Les pêcheurs, les pêcheries et les ports

Société

- 104** Je reviens de vacances en Tunisie... et je suis en vie
Par Guy Sitbon

- 110** L'esthétisation de la violence
Par Rafik Darragi

- 116** Guizine Mabrouk : «Aux portes du souvenir»

Billet

- 120** Levez-vous, orages désirés...
Par Hédi Béhi



Mobilier de Bureaux



Route de la soukra, KM 13,
2036 Sidi Fraj, Tunis - Tunisie
Tél : 71 863 611
Fax : 71 863 592
meubles@interieurs.com.tn
www.interieurs.com.tn

Caïd Essebsi en visite d'Etat à Stockholm et Berne

Intense programme de visites à l'étranger pour le président Béji Caïd Essebsi d'ici la fin de l'année. La cellule diplomatique à Carthage, dirigée par l'ambassadeur Khemaies Jhinaoui, s'emploie à gérer un grand nombre d'invitations en visites officielles. Si le Maroc et des pays du Golfe sont au programme, ainsi que des pays européens, deux dates sont d'ores et déjà fixées. C'est ainsi que le président Caïd Essebsi effectuera début novembre prochain une visite officielle à Stockholm.



C'est la première visite d'Etat d'un président de la République en Suède depuis... 52 ans. La dernière visite fut celle effectuée par Bourguiba le 7 juin 1963. Couvrant ce déplacement pour *Jeune Afrique*, notre consœur Josette Brahim écrivait : «*Le modèle suédois plaît aux Tunisiens. Le président Habib Bourguiba est allé voir de plus près ce qui s'y passe*». Et de conclure : «*Trêve de sentiments : pourquoi la Suède ? Parce qu'aujourd'hui comme hier, Tunisiens et Suédois travailleront, ensemble, dans le même esprit de respect mutuel, de fascination réciproque*». Sur les traces de Bourguiba, 52 ans après, BCE le confirmera. Au-delà «*des carrosses harnachés d'or et avec tout le faste d'autrefois, le cortège aux chevaux piaffants se déroule le long des rues de la «ville sur l'eau» et un dernier roulement de tambour, avant d'entrer dans la cour du Palais royal*», des résultats substantiels sont escomptés.

Fin novembre, le président Caïd Essebsi se rendra les 25 et 26 du mois à Berne, en hôte d'Etat de la Confédération helvétique. Lorsqu'on connaît tous les déboires qui avaient affecté les relations bilatérales sous le régime déchu, surtout après le fameux discours du président suisse à l'ouverture du SMSI en septembre 2005, on mesure toute la symbolique de cette invitation. Il faut reconnaître que dès le déclenchement de la révolution, la Suisse s'est mobilisée en faveur de la Tunisie, déployant une diplomatie très active. Servie d'excellents ambassadeurs, elle a su développer des projets de coopération utiles.

Pour le reste de l'agenda présidentiel, d'autres déplacements à l'étranger sont en cours de montage.



Christine Lagarde en visite plus que financière

Le FMI débloquera-t-il fin septembre le décaissement tant attendu par la Tunisie qui donnera le signal à la Banque mondiale et d'autres institutions financières ? C'est dire l'importance de la visite qu'effectuera en Tunisie la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, les 8 et 9 septembre 2015, trois mois après sa rencontre avec le président Caïd Essebsi au Sommet du G7 au Château d'Elmau, en Allemagne. «*Une visite politique, économique et financière qui prend tout son sens pour la Tunisie, au-delà des autres visites*», confie à *Leaders* un de ses proches. Deux jours durant, son programme est fort chargé. A pied d'œuvre tôt le matin, mardi 8, elle rencontrera le gouverneur de la Banque centrale, Chedly Ayari, avant d'être reçue par les trois présidents, Caïd Essebsi, Essid et Ennaceur, et de s'entretenir avec des membres du gouvernement. Au programme également une rencontre avec la société civile, le Quartet et les dirigeants des partis de la coalition au pouvoir, et une allocution lors d'un forum spécial à la BCT ouvert notamment aux institutionnels, banquiers, financiers, économistes et universitaires.

La collaboration avec la BCT est excellente, nous dit-on à Washington, et les contacts sont quasiment quotidiens, ce qui permet de faire avancer les dossiers. Christine Lagarde vient avec son équipe «*sentir la Tunisie*», écouter les différents acteurs significatifs, comprendre les difficultés rencontrées et mesurer l'état d'avancement des réformes essentielles.

PASSION AND PERFORMANCE.

CHOPARD PROUDLY SUPPORTS PORSCHE MOTORSPORT SINCE 2014.

OFFICIAL TIMING PARTNER
PORSCHE
MOTORSPORT

SUPERFAST CHRONO PORSCHE 919 EDITION (168535-3002). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-M

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

SUPERFAST
Chopard

UIBePAY

et si vos clients vous attendaient en ligne ?



MODERNISEZ VOTRE COMMERCE ET OPTIMISEZ VOS VENTES.

UIBePAY EST UNE SOLUTION D'ACCEPTATION DE PAIEMENT EN LIGNE DES ACHATS EFFECTUÉS PAR VOS CLIENTS SUR VOTRE SITE MARCHAND AU MOYEN DE LEURS CARTES BANCAIRES.

La rentrée de toutes les urgences pour Habib Essid

«*En temps de forte tempête, il faut savoir s'abriter*», confiait Habib Essid à *Leaders*. Le chef du gouvernement en a fait son style de gouvernement: pas de vagues, prudence et garder calme et sérénité. Cette ligne de conduite, conforme à son tempérament, lui a jusque-là servi, même si ses détracteurs lui reprochent hésitation, manque d'audace et faible communication avec les Tunisiens en dehors de quelques visites sur le terrain et de rares interviews télévisées.

La rentrée sera chaude pour lui. Tous les dossiers brûlants sont sur son bureau (voir notre dossier spécial). Comment pourrait-il s'en sortir avec la même équipe ? Un remaniement ou du moins un réajustement devient impératif ne serait-ce que pour doper l'action de son gouvernement. «*Tout est possible*», répond-il mystérieusement, comme pour garder ses ministres en alerte et les candidats prêts à se lancer.

Le plus important pour Habib Essid est de boucler le dossier des négociations sociales sur des bases acceptables. C'est sa manière d'acheter l'indispensable paix sociale et de réduire les tensions sur l'entreprise afin qu'elle se relance. Le rendez-vous du 7 septembre, fixé à Carthage pour les partenaires sociaux et le gouvernement, devant sceller ces accords, sera donc crucial.

La lutte contre le terrorisme vient en parallèle, avec la même acuité. La conférence nationale, reportée de septembre à octobre et probablement à novembre, n'a pas encore annoncé ni son concept, ni son positionnement et encore moins ses objectifs. Le positionnement est important, surtout que le calendrier international prévoit d'ores et déjà, courant octobre prochain, deux grandes conférences consacrées à la lutte contre le terrorisme.

La première à Dakar et la seconde, initiée par le président Hollande, à Paris. Le concept serait sans doute l'affirmation d'une mobilisation nationale et la définition de plans d'action sectoriels en ce qui concerne l'enseignement, l'emploi, etc. Son objectif est d'aboutir à des mesures concrètes. Est-elle nécessaire ? Sans doute ! Ne serait-ce que sur le plan politique et médiatique. Mais, le vrai travail est au niveau du gouvernement et de l'appareil de l'Etat. Les grandes décisions à prendre, et les mesures opérationnelles n'ont



pas besoin de cette conférence pour se déclencher et se mettre en œuvre. Le gouvernement cherche sans doute à s'appuyer sur un soutien public, mais doit se consacrer à l'ouvrage, fort de sa légitimité et mû par les impératifs stratégiques et au quotidien.

La finalisation de la note d'orientation du 1er plan de développement économique de la IIe République (2016-2020) et le lancement des séquences suivantes pour l'élaboration du plan lui-même et la programmation budgétisée des projets retenus taraudent le chef du gouvernement. Habib Essid a beaucoup souffert, même s'il ne le dit pas, des difficultés et retards rencontrés dans l'aboutissement des versions successives de ce document, puis sa révision à la lumière des

commentaires reçus des partis politiques consultés. En dernière ligne droite, tout semble se ficeler convenablement. Le retard sera rattrapé. Reste le contenu à vérifier s'il rompt avec les modèles désuets et apporte une vision innovante et des propositions ayant un réel impact.

Toutes ces questions cruciales s'ajoutent pour le chef du gouvernement à son programme diplomatique. C'est ainsi que Habib Essid recevra au cours de la deuxième semaine de septembre son homologue égyptien à la faveur de la tenue à Tunis de la réunion périodique de la grande commission mixte, en session spéciale. Aussi, une tournée dans les pays du Golfe, fin septembre, est en préparation. Une visite au Japon reste à programmer.



Ces journalistes tunisiens aux quatre coins du monde

D'Orient et d'Occident, mais aussi de partout, nombre de confrères journalistes tunisiens établis à l'étranger n'ont pas raté l'été pour revenir passer leurs vacances au pays. La presse du Golfe en accapare désormais plusieurs dizaines, les plus célèbres parmi eux officient à Al Jazeera, Al Arabya et autres chaînes, ainsi que dans la presse écrite.

De Paris, Sonia Mabrouk, présentatrice vedette du journal télévisé de la chaîne Public Sénat, s'est échappée, dès ses premiers jours de vacances sur la Côte d'Azur, avant de rallier Salammbo où elle aime retrouver la grande maison familiale et renouer avec ses amis.

Lamia Rezgui, basée à Washington DC, couvre sur Radio Sawa l'actualité du monde arabe, se rendant fréquemment sur le terrain, avec escale autant que possible à Tunis. Ses vacances furent courtes, mais intenses.



Mehdi Jomaa en SDF ?

S'il a réinstallé sa famille à Paris où ses enfants ont repris leurs cours, Mehdi Jomaa restera un électron libre. Pour l'ancien chef du gouvernement, la capitale française sera une (longue) escale, lui qui vogue désormais, à la tête de son cabinet de consulting Global Strategy Advisory, de capitale en capitale, sur plusieurs continents. Concentré sur ses activités professionnelles, il ne peut s'empêcher cependant de continuer à tâter aux relations publiques et surtout répondre aux invitations qu'il reçoit. C'est ainsi qu'il est invité à prononcer un discours au Sénat hollandais, le 10 septembre 2015, à l'occasion de la célébration du bicentenaire des deux chambres.

Harvard le sollicite pour intervenir en tant que conférencier, et enseignant si possible, sur des questions de leadership, gouvernance et management. Le dernier numéro du magazine *Harvard Kennedy School* reprend un passage de la conférence qu'il avait donnée en février dernier, à Boston, sur l'expérience de son gouvernement en leadership, style de gouvernance et team building.

Avant de quitter Tunis, Mehdi Jomaa était invité par l'Institut de défense nationale (IDN) à donner devant les auditeurs de la 32ème promotion une conférence, le 23 juin dernier, sur précisément ces thèmes et son expérience à la Kasbah. C'est la première fois qu'un ancien chef de gouvernement est invité devant ce sérail d'élite regroupant de hauts cadres de l'administration et des officiers supérieurs de l'armée, la police, la garde nationale, la douane, les services pénitentiaires, etc.

Reste l'énigme à décoder : que compte faire maintenant Mehdi Jomaa ? A-t-il renoncé à la politique ou se met-il provisoirement au vert ? N'attendez-pas qu'il vous réponde, avec précision.

Hello Tomorrow



Emirates

Soyez au rendez-vous avec le charme de l'Extrême-Orient

Voyagez vers 17 destinations à travers la
région et vivez la vie en mode accéléré.

Bali	Kuala Lumpur	Shanghai
Bangkok	Manille	Singapour
Guangzhou	Osaka	Taipei
Hô Chi Minh-ville	Pékin	Tokyo Haneda
Hong Kong	Phuket	Tokyo Narita
Jakarta	Séoul	

emirates.com/tn

Accès Wi-Fi gratuit sur certains appareils

Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyage habituelle, appelez Emirates au 71 109 099 ou visitez emirates.com/tn

Révélation sur l'assassinat de Hédi Chaker : des photos inédites, 62 ans après



Révélation exceptionnelle sur les conditions de l'assassinat, le 13 septembre 1953, à Nabeul, du leader destourien Hédi Chaker. Si les assassins ont été identifiés, jugés, condamnés à mort et exécutés, au lendemain de l'Indépendance, nous ne savons rien jusqu'ici sur les conditions exactes du crime et nous ne disposons d'aucun document probant. Grâce à Nouredine Hached, c'est aujourd'hui chose faite. Traquant sans cesse les assassins de son père, le leader syndicaliste Farhat Hached, le 5 décembre 1952 sur la route de Radès vers Tunis, il continue à interpellier présidents de la République et chefs de gouvernement successifs en France pour demander la levée du secret sur les documents classés et l'autorisation d'accéder à leur consultation. Au compte-gouttes, la France lui ouvre certaines de ses archives qu'il consulte attentivement en « archéologue », comme il le dit à *Leaders*.

Juin 2015, Nouredine Hached, obtenant un nouveau feu vert, consacrait un mois, à ses frais, essentiellement pour éplucher les boîtes d'archives, gardées sous forte surveillance dans un bâtiment officiel en banlieue parisienne. Ouvrant une boîte censée contenir des documents sur les « *Evènements en Tunisie en 1952* », entendez les attentats commis, il y avait effectivement trouvé une chemise très épaisse fortement garnie. Mais, à sa grande surprise, il y avait sur cette chemise, comme par mégarde, une autre, plus mince, intitulée : « *Attentat contre Hédi Ben Haj Mahmoud Ben M'hammed Chaker, 13 septembre 1953* ». Imaginez alors toute son émotion de fils de martyr et du

moment historique qu'il vit alors en tombant sur ce trésor de documents jamais révélés auparavant.

Le dossier, probablement établi par les services d'identité judiciaire, contient des cartes géographiques, des relevés d'architecture et des photos. Les cartes sont celles de la ville de Nabeul et de sa proche région, mentionnant notamment l'appartement où Hédi Chaker était mis en résidence surveillée et le lieu précis, sur la route de Nabeul, où son corps, criblé de balles, a été retrouvé. Enlevé chez lui au milieu de la nuit, sous les yeux de sa femme Néfissa et de ses jeunes enfants, Mongi et Fathia (son fils aîné M'hammed était en boîte à bachot au Lycée d'Etampes en France), il était entraîné, hors de la ville, dans une zone « *plus sécurisée pour ses assassins* », sur la route de Tunis, pour l'achever. Les croquis désignent l'endroit et le dessin reprend l'architecture de l'appartement. Quant aux photos, elles sont pour la plupart horribles. Le reportage photo montre la porte d'entrée au rez-de-chaussée de l'appartement, déverrouillée par un explosif, les escaliers de bas en haut et de haut en bas, puis la route vers Tunis où on voit de loin le corps du martyr gisant dans son sang. Le photographe se rapproche. Ses clichés décrivent la sauvagerie. Une barbarie d'une rare violence et un fort acharnement.

Aux historiens de se pencher sur ce trésor rapporté par Nouredine Hached...

Pour une meilleure protection de votre Activité Professionnelle



Assurances ZITOUNA TAKAFUL met à votre disposition **une équipe de spécialistes** afin :

- D'évaluer les risques liés à votre activité.
- De vous conseiller lors de la mise en place des moyens de prévention.
- De vous proposer des plans d'assurance évolutifs et sur mesure.



الزيتونة تكافل
ZITOUNA TAKAFUL

مبادئ نتقاسمها...

Principes que nous partageons...

Numéro Bleu
82 10 80 80

40 millimes/min à partir d'un mobile
20 millimes/min à partir d'un fixe

 Facebook.com/zitounatakaful.com.tn

Ministère de l'Intérieur

Nouveaux gouverneurs

- Fakher Gafsi, gouverneur de Tunis
- Omar Ben Mansour, gouverneur de l'Ariana
- Ahmed Semaoui, gouverneur de la Manouba
- Samir Rouihom, gouverneur de Nabeul
- Adel Khabtheni, gouverneur de Monastir
- Slim Tissaoui, gouverneur de Siliana
- Mourad Mahjoubi, gouverneur de Sidi Bouzid
- Radhouan Ayara, gouverneur du Kef
- Chedly Bouallègue, gouverneur de Kasserine
- Ahmed Lamine Ansari, gouverneur de Gabès
- Lotfi Sassi, gouverneur de Tozeur

Mutés

- Taher Matmati, du gouvernorat du Kef au gouvernorat de Médenine
- Habib Chaouat, du gouvernorat de Médenine au gouvernorat de Sfax
- Atef Boughattas, du gouvernorat de Kasserine au gouvernorat de Béja

Ministère des Finances

Colonel-major Abdelhamid Touihri

Directeur de la Garde douanière

Ahmed Khedher

Chargé du secrétariat permanent de la Commission nationale de gestion des avoirs et des biens objet de confiscation ou de récupération en faveur de l'Etat

Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

Ameur Bchir

PDG de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG)

Kacem Arous

DGA de la STEG

Moncef Harrabi

Directeur général de la STEG, énergies renouvelables

Tunisie Télécom

Nizar Bouguila

PDG de Tunisie Télécom

44 ans. Jusque-là, directeur central technique (Chief Technical Officer) au sein du Groupe Tunisie Télécom, où il exerce en tant qu'administrateur des sociétés du Groupe Mattel, opérateur mobile filiale de Tunisie Télécom en Mauritanie, Sotel et Diva Sicar. Avant de rejoindre Tunisie Télécom, Nizar Bouguila était vice-président, Business Développement au sein du Groupe France Télécom/Orange à Paris. Auparavant, il était «Head of Business Unit Mobile» au sein d'Orange Business Services, opérateur du Groupe Orange pour le marché des entreprises en France et à l'international. Il a aussi occupé



préalablement les postes de directeur de Développement Produits & Services chez Orange Business Services et de chef du service planification à la SITA, premier fournisseur de services informatiques et de télécommunications du monde pour les compagnies aériennes et communautés de voyage. Nizar Bouguila est diplômé de l'Ecole Polytechnique France, spécialité économie & finances, et de l'Ecole supérieure des télécommunications de Paris

ONU

Karima Bounemra

Directrice de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

Jusque-là directrice du Bureau Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique basée à Rabat, Karima Bounemra est l'une des rares Tunisiennes à occuper un poste de haut fonctionnaire à l'ONU. Parfaite trilingue (arabe, français et anglais), Mme Bounemra est titulaire d'un Ph.D en système d'informations obtenu à l'université Pierre et Marie Curie (Paris VI-France) et d'un diplôme d'ingénieur informaticien à l'Université de Tunis. Avant d'entrer à l'ONU, elle avait fait un bref passage à l'INNORPI.

Décès

Fathi Chaouch

Colonel retraité de l'Armée tunisienne

Taoufik Gaied

Ancien diplomate

Mohamed Sghaier

68 ans. Ancien député d'Ennahdha de Tataouine à l'Assemblée nationale constituante. Mohamed Sghaier a rejoint le Mouvement de la tendance islamique (MTI) à la fin des années 70. Il a été arrêté pendant deux mois en 1987 à Monastir. A sa seconde arrestation début 1990, il passe plus de 7 ans en prison avant sa libération le 9 décembre 1998. Le défunt est l'un des éminents dirigeants du mouvement Ennahdha où il a occupé plusieurs postes, en plus de ses activités au sein du syndicat de l'enseignement secondaire.

Abdelwaheb Moalla

Un pionnier de l'imprimerie et de la papeterie dans le Sud



Il aura passé sa vie durant à ferrailler pour développer l'imprimerie moderne, la librairie-papeterie et les fournitures de bureau dans le Sud tunisien. Abdelwaheb Moalla, qui vient de s'éteindre à 85 ans, était une grande figure, un battant et avait un fort caractère. De son père, Ali, libraire à Sfax, et de son oncle Mohamed Moalla, un des premiers journalistes nationalistes et libraire à la Kasbah, il avait hérité l'amour du livre et la passion de changer les choses. Il commencera par monter, à la fin des années 50, la Grande imprimerie du Sud Tunisien

(GIST), avec des équipements modernes qui lui permettront de produire notamment les premiers cahiers scolaires sous la marque Le Drapeau. Puis développera le réseau familial de librairies avant de créer, sous la dénomination « Le Progrès », la première centrale régionale de fournitures scolaires et surtout de bureau qui sera le fournisseur de référence pour les administrations, les établissements d'enseignement et les entreprises. Sa passion d'entreprendre le conduira à implanter la première unité industrielle de production de boîtes d'archives.

Bouillonnant d'idées et sillonnant depuis plus de 50 ans les salons professionnels jusqu'en Asie, il était toujours à l'affût des innovations. Son bureau est un véritable catalogue mondial du secteur, mais aussi une bibliothèque de textes juridiques sur tout ce qui concerne son activité : l'entreprise, la fiscalité, le droit social et la qualité. Syndicaliste irréductible, il sera un homme clé au sein de l'Utica, tant à la chambre syndicale nationale des libraires-papetiers que des industriels du cartonnage ainsi qu'à l'Union régionale de Sfax dont il prendra la présidence pendant une courte période. Homme de combat, il se battra pour la profession, jusqu'au bout. Il laisse auprès de tous ceux qui l'ont connu un souvenir indélébile.

Paix à son âme.



عمل علينا



TRIK ESSLAMA

À partir d' **1 Dinar** par jour *

TRIK ESSLAMA, c'est la nouvelle assurance automobile de la STAR qui assure votre véhicule en cas de sinistre.

Avec ce nouveau produit, la STAR met à votre disposition un réseau de réparateurs agréés sur tout le territoire garantissant une réparation selon les normes constructeurs et sans avance.

De plus, vous pourriez bénéficier d'un véhicule de remplacement pendant toute la période de réparation. Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou visitez notre site web : www.star.com.tn

* Suivant les conditions citées dans le contrat

Avec l'assurance auto **TRIK ESSLAMA**,
conduisez tranquillement et la STAR est le garant

A la recherche d'un «pouvoir» rationnel et efficace

Depuis l'indépendance, le 20 mars 1956, la Tunisie est à la recherche d'un système de gouvernement cohérent et efficace. Le système présidentiel choisi dès le départ par Bourguiba prouvera rapidement son inefficacité. Le pouvoir est détenu théoriquement par le président. →



■ Par Mansour Moalla

Ce dernier l'exercera efficacement les premières années jusqu'au début des années 1960. Auréolé de la victoire de l'indépendance et de son prestige immense de chef du mouvement national et d'artisan de l'indépendance, il parviendra à entreprendre une série de réformes essentielles concernant la restauration de la souveraineté nationale et la modernisation de la société tunisienne.

Le problème économique et la défaillance du pouvoir

L'essentiel dans ce domaine ayant été réalisé, il devait affronter le problème économique et financier relatif au développement du pays. Il est conscient de l'importance de ce secteur et se met à la recherche d'un collaborateur qui puisse le prendre en charge. Il finit par désigner un syndicaliste, Ben Salah, qui choisira de s'y lancer pour parvenir au pouvoir, la voie politique étant encombrée. Son ignorance en la matière, l'aventure de la généralisation du système coopératif vont se traduire par une première et grande défaillance du pouvoir, détenu par le président mais exercé en fait par son ministre : les deux vont en souffrir, le premier en arrêtant et en traduisant en justice son ministre qui, condamné, réussira à «fuir» et à s'exiler de longues années. La conséquence logique de ce premier et grand échec du pouvoir aurait été normalement la démission des deux responsables, aussi étroitement impliqués l'un que l'autre, l'organisation de nouvelles élections et l'établissement d'un gouvernement mieux organisé et plus efficace.

Les années 1970 : de nouveau la défaillance du pouvoir

On continuera avec le même système durant les années 1970, la seconde décennie, avec quelques retouches. Ce n'est plus un ministre détenant un grand nombre de départements qui gouverne mais un

Premier ministre, Hédi Nour, nommé par le président. Il exercera ses fonctions convenablement jusqu'au jour où il entrera en conflit avec Bourguiba qui, entraîné par Masmoudi, signera dans la précipitation l'accord d'union avec la Libye, union qui aurait pu être une idée de génie mais qui a été victime d'un système de gouvernement incohérent, l'accord d'union ayant eu lieu en l'absence du Premier ministre, qui, ainsi humilié, s'acharnera à effacer toute trace de cette union après avoir exigé le départ de son rival, ministre des Affaires étrangères.

La dégradation du système de gouvernance se poursuivra durant les années 1975-1980 : Nour, le plus concerné par la succession du chef de l'Etat, ne pourra qu'accepter la nomination de Bourguiba, président à vie, ce qui est la négation de la république. Cela ne lui servira à rien, il quittera la scène après l'aggravation de la tension avec la Libye, et le «coup de Gafsa». La preuve est faite que la Tunisie était mal gouvernée, et on peut même dire qu'elle ne l'était pas.

L'ultime défaillance du pouvoir : vers la dictature et la révolution

Une réaction s'imposait. Un gouvernement de « salut public » a été constitué, dirigé par Mohamed Mzali, et comprenant des ministres expérimentés. Quelques mois d'activités sérieuses et un espoir de redressement qui, de nouveau, sombrera sous les coups de la lutte pour la succession, Mzali ayant remplacé Nour à la tête de ce «combat» douteux. Le nouveau Premier ministre acceptera, pour se maintenir, le «truquage» des élections de 1982 : il ne sera plus question de salut public, le pouvoir traînera, subissant les «émeutes du pain» en janvier 1984, le bombardement par Israël du quartier général de l'OLP à Hammam-Chat en 1985. Mzali est limogé en juillet 1986 et se réfugiera le 3 septembre à l'étranger. Une telle confusion s'achèvera

par l'entrée en scène du «général» Ben Ali, deux fois expédié au Maroc et en Pologne comme «diplomate» pour incapacité et soupçon de complicité avec l'organisateur du «coup de Gafsa». Les clans politiques qui ont accaparé le pouvoir sous Bourguiba, effrayés par l'état de sa santé, ont jeté leur dévolu sur Ben Ali, supposé des leurs, pour éviter toute surprise.

L'ancien «caporal» commencera par «destituer» Bourguiba le 7 novembre 1987, et se présentera au pays avec beaucoup de promesses. Il trompera l'opinion et installera une dictature mafieuse sous le couvert d'un régime présidentiel et d'élections à plus de 90%. Les excès en tous genres commis durant cette période finiront par déclencher la révolution en décembre 2010. Ben Ali prendra la fuite et se réfugiera au Moyen-Orient.

La révolution et le pouvoir : l'espoir

La Tunisie connaîtra après la révolution une période confuse de 4 années, dominée par l'accaparement de la scène politique par le parti islamiste et ses alliés « démocrates ». Cet accaparement traduisait une volonté envahissante « d'islamiser » le pays, comme si ce dernier était habité par des chrétiens ou athées depuis plus de 15 siècles, d'où la précipitation avec laquelle ils ont entrepris l'envahissement de l'Etat et la dislocation de la société, provoquant ainsi la dégradation du pouvoir et la naissance et le développement du terrorisme.

Ces excès entraîneront une réaction salutaire de la société civile, où la femme tunisienne, plus particulièrement visée par les excès islamistes, a joué un rôle prédominant. Le gouvernement a fini par céder, et a été obligé d'accélérer la rédaction de la constitution qui a traîné deux ans, alors qu'elle devait être légalement établie au bout d'un an, l'accaparement du pouvoir étant plus important que la constitution. Des élections législatives et présidentielle organisées par un gouvernement indépendant de technocrates dirigé par Mehdi Jomaa auront lieu en 2014.

La Tunisie est, depuis le début de cette année 2015, dirigée par un gouvernement légitime comprenant un président de la République élu au suffrage universel et un gouvernement dirigé par un chef de gouvernement, Premier ministre, désigné par le Président et bénéficiant de la confiance du Parlement, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP).

Le pouvoir ainsi constitué va-t-il pouvoir faire face à la situation ? Une première et grande fragilité peut constituer un handicap sérieux. En effet, aucun des deux partis dominants composant l'Assemblée ne détient la majorité absolue lui permettant d'appliquer ses programmes. Il manquait au premier des deux partis (Nida Tounes) vingt à trente voix pour atteindre cette majorité et gouverner. Il a préféré une alliance avec le second (Ennahdha) pour bénéficier d'une large majorité et pouvoir agir sans « opposition » importante.

Alliance et union nationale

Cette alliance n'est pas sans poser un problème sérieux. Une alliance symbolisant «l'union nationale» est la bienvenue dans les circonstances actuelles, encore faut-il qu'elle remplisse certaines conditions. Elle doit être conclue avant les élections au vu d'un programme établi d'un commun accord. Cela n'a pas été le cas. Les deux partis concernés se sont livrés à une bataille électorale sévère jusqu'au dernier instant. Les électeurs ont donc eu à trancher entre deux programmes, deux doctrines, deux orientations différentes et opposées.

On peut concevoir l'établissement d'une alliance et d'une union nationale après les élections, encore faut-il prendre le temps pour le faire, et créer les conditions pour y parvenir, le parti le plus majoritaire (Nida) décidant de gouverner avec les autres partis, et le parti le moins majoritaire (Ennahdha) acceptant de le soutenir et de s'engager dans ➔

L'islam politique est un danger pour le pays. Il a provoqué la persécution des islamistes, laquelle a conduit à la restriction des libertés, le durcissement de la dictature et le renforcement de la corruption. Il constitue un excès et ne peut qu'entraîner d'autres excès. C'est le pays qui va en souffrir.

la discussion sur l'orientation et le programme commun à établir pour réussir une alliance et une union nationale viable et durable. Cela n'a pas été le cas. On a adopté une solution équivoque, peu claire, fragile et non durable qui fait participer Ennahdha «symboliquement» au gouvernement. Ce qui laisse la porte ouverte à une «opposition» intérieure qui ne dit pas son nom, et une action indépendante de chacun des deux «partenaires», ce qui diminue la crédibilité et l'efficacité d'une telle alliance, qui a un objectif propre à chaque allié : Nida Tounes pour éviter une opposition déclarée et gouverner en paix, et Ennahdha pour éviter des évolutions similaires à celles adoptées au Caire.

Les conditions d'une union nationale durable et efficace

Il y a lieu donc aujourd'hui, si l'on veut réellement instituer une union nationale durable, d'engager un processus clair pour y aboutir. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. La présence «symbolique» d'Ennahdha au gouvernement peut y contribuer. En contrepartie de cette participation aux «affaires», Ennahdha doit oeuvrer à la définition d'une nouvelle orientation générale lui permettant de devenir un parti politique au sens plein du terme dont la préoccupation essentielle concerne la gestion des affaires publiques et permettant aux citoyens de décider librement de leurs rapports avec la foi et la religion: cesser donc d'exploiter la religion à des fins politiques. L'islam politique n'est pas viable et n'est pas vivable. Il fait des dégâts énormes, surtout dans les pays arabes. Un parti islamique ne peut que rester isolé et dépérir comme cela se passe déjà là où il a existé ou existe encore. Il subira le sort des partis doctrinaires : il n'y a plus de parti communiste au pouvoir, sauf peut-être encore en Chine, et il se fait plus discret.

L'islam politique est un danger pour le pays. Il a provoqué la persécution des islamistes, laquelle a conduit à la restriction des libertés, le durcissement de la dictature et le renforcement de la corruption. Il constitue un excès et ne peut qu'entraîner d'autres excès. C'est le pays qui va en souffrir.

Si donc les orientations générales des deux forces existantes parvenaient à se rejoindre grâce à leurs congrès attendus pour la fin de l'année 2015, on pourra alors procéder à une union nationale sincère et à une alliance efficace dont le pays a aujourd'hui besoin pour sortir de la situation actuelle qui est loin d'être réconfortante.

Tenir les promesses électorales

Si cette union se révèle impossible, le parti majoritaire (Nida) doit prendre ses responsabilités et gouverner. Les citoyens qui ont voté pour lui, au vu de ses objectifs, et dont je fais partie, se considéreront comme trompés, sinon «trahis», s'il se dérobe à sa mission. Il risque de se disloquer s'il se contente de «régner».

S'il gouverne bien, une majorité confortable se créera autour de lui. Ennahdha se retirera dans l'opposition. Une opposition «civilisée» est indispensable pour un gouvernement efficace. Sans une telle

opposition, on aura tendance à «s'endormir». On pourra ainsi avoir un gouvernement démocratique et efficace.

Cette efficacité restera cependant tributaire d'une réforme constitutionnelle supprimant la dualité du pouvoir exécutif. La constitution actuelle a «partagé» le pouvoir exécutif entre le président élu au suffrage universel et le «président» du gouvernement. Ce «partage» est impraticable comme je l'ai expliqué il y a deux ans dans le numéro de la revue Leaders du mois de juin 2012, page 24.

Ce système reproduit celui établi par la constitution française actuellement en vigueur et constitue le produit d'une évolution historique propre à la France, où un régime parlementaire «anarchique» a été «redressé» par l'élection d'un président (de Gaulle) élu au suffrage universel. Le conflit entre ce président et le chef du gouvernement (Pompidou en dernier lieu) a contribué à l'échec du système.

Pour qu'il puisse continuer à fonctionner, on a été obligé d'unifier la durée des deux mandats à 5 ans, celle de la présidence ayant été alignée sur celle du parlement (5 ans au lieu de 7 ans). La dernière élection présidentielle (celle de Hollande) a précédé l'élection législative, ce qui a permis d'avoir la même majorité. Le régime est devenu ainsi, en pratique, un régime présidentiel, le «gouvernement» devenant en fait un simple secrétariat du président : on a ainsi supprimé en fait la dualité du pouvoir exécutif qui s'était révélé impraticable. Du reste, le cas de la France est isolé en Europe où l'élection du président au suffrage universel n'existe plus. Le chef de l'Etat (le roi ou le président) est désigné par le statut de la monarchie (Grande-Bretagne...) ou par le parlement (Allemagne). De toute façon, même si le président est élu au suffrage universel (pour lui conférer plus d'autorité) comme en Finlande, il exerce un rôle d'arbitre et de recours et ne participe pas à la gestion des affaires courantes, ce qui sauvegarde son crédit, préserve son autorité morale et renforce sa mission essentielle, la sauvegarde de l'Etat, le respect de la constitution, la stabilité du pays et le renforcement de la cohésion sociale. Etant élu pour 5 ans et ne pouvant être révoqué, il est donc incontrôlable et il n'est pas indiqué de lui confier des pouvoirs de gestion qui peuvent le discréditer en cas de contestation et d'échec, ce qui lui enlève sa capacité de «dernier recours».

Il y a lieu donc, après la sortie du «provisoire» et l'établissement de la constitution, de rétablir l'unicité du pouvoir exécutif, de renforcer le rôle du parlement et du gouvernement dont le chef est appelé à gérer les affaires du pays et de redonner au chef de l'Etat la mission essentielle de respect de la constitution et de la défense des institutions républicaines.

La Tunisie a échappé au désordre total provoqué ici et là par les révolutions et les insurrections. Elle doit asseoir ses institutions pour éviter le retour aux régimes autoritaires qui ont mal fini et ont empêché le pays d'avancer et de parvenir à un développement aussi important que celui enregistré dans les pays devenus indépendants à la même époque comme la Corée et la Malaisie par exemple. ■

M.M.

OUVERTURE AGENCE El Mghira



Pour financer vos projets personnels d'achat de maison ou de voiture et vos projets professionnels, Al Baraka Bank se rapproche encore plus de vous et ouvre sa nouvelle agence à la Zone Industrielle, El Mghira 3.

Tél : 00 (216) 71 186 500

site web : www.albarakabank.com.tn

alBaraka 

Your Partner Bank

A la fin de sa mission, l'Ambassadeur des Etats-Unis se livre à Leaders

Jake Walles : «Tant que les Tunisiens s'attachent à la démocratie, l'avenir s'annonce radieux»

- Les Etats-Unis ne soutiennent ni les islamistes, ni les séculiers, mais les démocrates
- J'ai porté à tous les acteurs un même message clair et consistant: l'entente et le compromis
- L'attaque contre l'ambassade américaine a constitué pour nous un acte tragique
- Heureux de voir les Tunisiens prendre leur destin en main.

En trois ans à Tunis, l'ambassadeur des Etats-Unis, Jake Walles, qui s'apprête à passer la main à son successeur Daniel Rubinstein, aura vécu, de 2012 à 2015, des moments aussi mouvementés qu'émouvants et historiques. Des jours très heureux et d'autres épouvantables. Observateur de la scène politique en ébullition, témoin de rencontres et d'ententes historiques, coorganisateur de voyages officiels de dirigeants tunisiens à Washington et de rencontres avec le président Obama et porteur de messages, ici et là, il a été au cœur de l'actualité tunisienne, se faisant comme devoir la discrétion et l'efficacité.

Discrétion, très peu de déclarations à la presse. Efficacité : favoriser l'édification de la démocratie en Tunisie et l'ancrage profond de ses fondements. Mais aussi la préserver tant contre les dérives que la menace sécuritaire, particulièrement terroriste. Avec en prolongement, la prise en compte des problèmes économiques et sociaux. Quelques jours seulement avant de quitter Tunis, il s'est confié à *Leaders*. Les bons et les mauvais moments vécus, les motifs d'inquiétude, dissipés par l'optimisme et la volonté de faire aboutir au compromis et au consensus y trouvent réponse. Mais aussi la position des Etats-Unis à l'égard de l'Islam politique et des partis islamistes, ses nouvelles fonctions qui l'attendent à Washington et l'impression qu'il gardera des principaux dirigeants tunisiens, de Moncef Marzouki à Mohsen Marzouk, notamment Béji Caïd Essebsi, Rached Ghannouchi, Ali Laarayedh, Mehdi Jomaa, Wided Bouchamaoui et Houcine Abbassi. Interview. ➔

Quels sont les trois souvenirs les plus mémorables que vous emporteriez à l'issue de votre mission en Tunisie ?

J'ai eu, durant ces trois années de mission à Tunis, un emploi du temps très chargé, riche en rebondissements et moments historiques. Je vous parlerai de la journée la plus heureuse et de celle la plus tragique.

La très mauvaise journée fut celle du 14 septembre 2013, lorsque l'ambassade des Etats-Unis à Tunis avait été attaquée et l'école américaine gravement endommagée. C'était pour nous une grande surprise car jamais auparavant, nous n'avions été ciblés en Tunisie par des actes d'une pareille violence. Ce qui m'affectait en plus, c'est que l'attaque survenait trois jours seulement après celle perpétrée contre notre consulat à Benghazi et qui a coûté la vie à mon collègue, ambassadeur en Libye, un ami très proche.

La journée la plus heureuse fut pour moi celle du 26 janvier 2014, lorsque la nouvelle constitution a été adoptée à une large majorité. J'étais chez moi et suivais, tard dans la soirée, à la télévision la séance plénière de l'Assemblée nationale constituante au Bardo. Lorsque l'adoption a été proclamée et que les députés se sont tous levés pour entonner à l'unisson l'hymne national, brandissant le drapeau tunisien, c'était un moment très fort et pour moi un réel motif de satisfaction. D'autres souvenirs demeureront dans ma mémoire. La visite du président Béji Caïd Essebsi en mai dernier à Washington et notamment sa rencontre à la Maison-Blanche avec le président Barack Obama. Aussi, celle effectuée un an auparavant, en avril 2014, par l'ancien chef de gouvernement Mehdi Jomaa. Autant de dates marquantes.

Quels sont les moments difficiles que vous avez vécus sur le plan politique ?

L'un des moments les plus significatifs fut l'assassinat de Mohamed Brahmi. Mon rôle a consisté à aller visiter les différents acteurs politiques et les encourager à trouver des solutions par le dialogue et la concertation pour aboutir aux compromis requis. Je ne me contentais pas de me rendre uniquement aux Berges du Lac (siège de Nida) et à Montplaisir (Ennahdha). J'allais partout, porteur du même message. Cela m'avait pris beaucoup de temps, plus de six mois. Mais, c'était nécessaire. Quand les gens commencent à voir les prémices des résultats escomptés, ils iront plus vite. La trajectoire est aujourd'hui très bonne. Les Tunisiens



ont pris en main leur propre destin et parviennent à trouver les solutions appropriées.

Je ne vous cache pas qu'à certains moments, j'étais inquiet. Mais, je n'ai jamais perdu espoir de voir les Tunisiens parvenir à l'entente et au compromis. Mon rôle était précisément de les y encourager. Ce qui facilitait ma mission, c'est que mon message était clair et consistant. Et je suis très heureux des résultats enregistrés.

Quels conseils donneriez-vous à votre successeur ?

Je suis arrivé à Tunis dans une période très mouvementée. Aujourd'hui, le pays est plus stabilisé. Les fondements de la démocratie commencent à s'enraciner : une nouvelle constitution consensuelle, des élections transparentes, un président élu au suffrage universel et un nouveau gouvernement investi par l'ARP. Mais, la démocratie est un processus, long, exigeant, difficile, à construire et à développer. Il faut de la persévérance et beaucoup de patience.

Les Etats-Unis donnent l'impression de continuer à soutenir l'Islam politique dans la région. Comment l'expliquez-vous ?

D'abord, je dois préciser que nous ne soutenons ni les partis islamistes, ni les partis séculiers, mais la démocratie. L'essentiel pour nous est de voir la démocratie s'installer et se développer. Ni en Tunisie, ni ailleurs, nous ne soutenons les islamistes, mais la démocratie.

Etes-vous toujours optimiste quant à l'évolution de la situation en Tunisie ?

Résolument optimiste. Lorsque j'étais arrivé à Tunis en juillet 2012, je devais me concentrer à l'époque sur les questions économiques, préparer le retour de l'Agence de coopération USAID et la reprise des activités du Corps de la Paix. Mais, les questions sécuritaires l'ont rapidement emporté, avec toutes les inquiétudes qu'elles pouvaient susciter et le soutien à la Tunisie à engager. Aujourd'hui, la situation a nettement évolué,

même si les aspects sécuritaires demeurent importants. La démocratie s'installe, ses fondamentaux s'ancrent progressivement, la société civile se déploie activement et les Tunisiens décident de leur avenir. Je ne peux qu'être optimiste.

Si vous deviez emporter avec vous un seul objet souvenir de la Tunisie, que choisiriez-vous ?

Laissez-moi vous faire une confidence. Votre pays est riche en patrimoine, artisanat, livres et objets d'art. Mais je n'ai pas eu le temps, malgré trois années passées parmi vous, de faire mon shopping. Je connais les endroits et j'y reviendrai en touriste. J'irai dans les souks, à la Kasbah, Sidi Bou Saïd et d'autres endroits où je trouverai des objets magnifiques.

Quelle sera votre nouvelle destination ?

Je retourne au Département d'Etat à Washington où m'attendent de nouvelles fonctions. Je suis affecté au bureau en charge du contre-terrorisme. ➔

Portraits express

Lorsqu'on demande à l'Ambassadeur Walles de dresser en quelques mots le portrait de dirigeants tunisiens qu'il a connus lors de sa mission en Tunisie, il prendra la précaution de faire une précision préliminaire, puis finira par livrer sa réponse. Le panel choisi commence par Marzouki (Moncef) et se termine par Marzouk (Mohsen). Précision et réponses.

La précision : *«J'ai eu l'occasion de travailler avec différents présidents, chefs de gouvernement, de parti et d'organisations nationales et autres acteurs tunisiens significatifs. Chacun a sa propre personnalité, son background et ses horizons».*

Moncef Marzouki

«Vous savez, son background est essentiellement les droits de l'Homme. Ses perspectives aussi !»

Béji Caïd Essebsi

«A la différence de Marzouki, il aligne une longue carrière d'homme politique et riche expérience. Un homme d'Etat qui connaît plus l'Etat et le gouvernement. Les rouages et leur fonctionnement lui sont familiers».

Rached Ghannouchi

«Je l'ai rencontré dès mon arrivée à Tunis et continué à le revoir régulièrement. J'ai pu apprécier sa modération et son sens de l'entente, de la concorde et du compromis. Dans cet esprit, il a joué un rôle de premier plan».

Ali Laarayedh

«Je l'ai connu en tant que ministre de l'Intérieur, puis chef de gouvernement. Il avait servi lors d'une période très difficile durant laquelle le pays était en proie à de grandes turbulences. Il faut lui reconnaître le mérite d'avoir accepté de passer la main de manière pacifique et inédite au gouvernement de Mehdi Jomaa formé de compétences indépendantes».

Mehdi Jomaa

«Il a joué un rôle très important, lui et son équipe. Ensemble, ils ont bien géré la dernière phase de la transition et réuni les conditions favorables à la tenue d'élections libres et transparentes».

Wided Bouchamaoui et Houcine Abbassi

«Je parle des deux ensemble car ils ont initié et réussi le Dialogue national, démontrant ainsi la capacité des organisations nationales et de la société civile à s'élancer pour contribuer à débloquer la situation et favoriser le compromis. Quand un problème national surgit, l'Uggt et l'Utica sont en tête pour œuvrer à le résoudre. Maintenant, ces deux organisations reviennent, chacune de son côté, à leurs missions initiales et ont plein de dossiers à traiter. Les questions économiques et sociales sont cruciales à régler».

Mohsen Marzouk

«Je le connais de longue date et je l'ai vu ces dernières années dans différents postes : au sein de Nidaa Tounès, encore naissant, dans le sillage immédiat de son fondateur, le président Caïd Essebsi, durant les différentes étapes politiques et échéances électorales, puis à Carthage, en tant que premier conseiller auprès du président de la République. Et maintenant, il est retourné à Nidaa comme secrétaire général. Dans ses différentes fonctions, j'ai eu avec lui des relations cordiales. Il s'emploie toujours à trouver une bonne solution».

Le sujet est très important non seulement pour la Tunisie mais aussi pour les Etats-Unis et le monde entier.

Justement, que peut-on attendre de la Conférence contre le terrorisme que la Tunisie s'emploie à organiser cet automne ?

D'abord, une démonstration de l'engagement de l'ensemble des forces vives de la nation et des acteurs politiques, économiques et sociaux, dans une union soudée contre ce phénomène. Mais, aussi, tracer des programmes pour s'attaquer à ses racines en Tunisie qui sont nourries par les facteurs économiques et sociaux. Le chômage et le désœuvrement des jeunes viennent en



grande priorité. Il y a aussi les questions économiques et l'impératif de la relance des investissements.

Si vous devez vous adresser aux Tunisiens, que leur diriez-vous ?

Restez attachés, très attachés, à la démocratie et soyez patients. La démocratie n'est pas la responsabilité uniquement du gouvernement, mais aussi et surtout de la société civile et de l'individu. Chacun a un rôle important à y jouer, dans son travail, sa famille et sa vie quotidienne. Prenez le cas de la lutte contre le terrorisme, chacun doit y contribuer à son niveau pour s'en prémunir et l'éradiquer. ■

Propos recueillis par Taoufik Habaieb,
Hajer Ayoubi et Yosr Blanco



Jake Walles et Daniel H. Rubinstein en bref

Jake Walles avait présenté ses lettres de créance en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique auprès de la République Tunisienne le 24 juillet 2012. Auparavant, il a occupé le poste de secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires du Proche-Orient, chargé de la politique américaine vis-à-vis de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie, de la Syrie, du Liban et des Palestiniens. Pendant plus de vingt ans, il a participé activement aux efforts américains visant à promouvoir la paix au Moyen-Orient qui remonte à la Conférence de Madrid en 1991.

De juillet 2005 à août 2009, il a servi comme Consul général et Chef de mission à Jérusalem et dirigé à ce titre les discussions officielles entre les Etats-Unis d'Amérique et les dirigeants palestiniens.

Haut diplomate de carrière ayant rang de ministre-conseiller, il a reçu le prix Presidential Rank en 2007 et le Prix Superior Honor du Département d'Etat américain en 2001 et 1994 pour ses efforts dans la promotion de la paix au Moyen-Orient. Né à Wilmington, Delaware, M. Walles est diplômé de la Wesleyan University et de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins.

Daniel H. Rubinstein

Son successeur en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis, Daniel H. Rubinstein, était jusque-là secrétaire adjoint principal du Bureau de l'intelligence et de la recherche.

Ayant une longue carrière du Senior Foreign Service, Rubinstein a également servi comme consul général et chef de mission à Jérusalem de 2009 à 2012, chef de mission adjoint à l'ambassade américaine à Amman, en Jordanie, de 2005 à 2008, et en tant que chef de l'Unité civile d'observation dans la Force multinationale et observateur dans le Sinaï, en Égypte. Auparavant, il a servi comme directeur de l'Office d'Israël et des affaires palestiniennes au sein du Département d'Etat de 2004 à 2005.

Diplômé de l'Université de Berkeley, Daniel Rubinstein est récipiendaire du Prix Herbert Salzman pour l'excellence dans la performance économique internationale et du Prix Sinclair de l'American Foreign Service Association.



Le projet de loi sur la réconciliation nationale

A l'épreuve des règles de la démocratie représentative



■ Par Rafâa Ben Achour
(Professeur émérite)

Face à certaines oppositions que le projet de loi initié par le Président de la République sur la réconciliation nationale a suscitées, il nous paraît utile de revisiter certains fondamentaux du fonctionnement démocratique des institutions de l'Etat en nous penchant tout d'abord sur les paradigmes de la délibération politique dans une démocratie représentative et en mettant en garde ensuite contre ce qui la menace. ➔

La conformité de projet de loi aux règles de la délibération démocratique

La démocratie fait de la loi l'expression de la volonté générale du peuple qu'incarnent – en démocratie représentative – ses représentantes et ses représentants élus au suffrage universel. Elle implique que la loi votée par l'assemblée parlementaire selon la majorité et les formes requises par la constitution, elle-même loi suprême, exprime la norme générale. La démocratie n'existant pas sans l'Etat de droit, cela implique que la loi même délibérée et adoptée par le parlement n'exprime au final la volonté générale que dans le respect des dispositions formelles et matérielles de la constitution et ce, suite à un contrôle de sa constitutionnalité.

Partant de ces trois fondamentaux, schématiquement brossés, dans quel processus s'insère le projet de loi sur la réconciliation nationale ?

il y a lieu de relever dès l'abord que la Constitution du 27 janvier 2014 a conféré au Chef de l'Etat le droit de présenter des projets de loi à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), au même titre que le Chef du gouvernement ou dix députés au moins (qui ont la possibilité de présenter des propositions de lois) ; étant précisé que les projets de loi (du Président de la République et du Chef du gouvernement «ont la priorité» (article 62 §1). La Constitution n'a imposé de surcroît aucune limite matérielle à l'initiative législative du Président de la République en ne lui assignant aucun domaine. Par conséquent, tout ce qui relève du domaine de la loi (ordinaire ou organique), tel que défini, entre autres par l'article 65 de la Constitution, peut faire l'objet d'une initiative législative présidentielle. Il ressort des articles précités que rien n'interdit au Président de la République de présenter un projet de loi sur la réconciliation nationale.

Enfin, le projet présidentiel sur la réconciliation a été délibéré en Conseil des ministres conformément à l'article 93§4 de la Constitution en vertu duquel «tous les projets de loi font l'objet de délibération en Conseil des ministres». Par conséquent, même les projets initiés par le Président de la République doivent recevoir l'aval de l'ensemble du gouvernement avant d'être soumis à l'ARP. Cela est bien compréhensible car l'exécution de la loi relève de la compétence du gouvernement et engage sa responsabilité. Sur ce point, il n'y a également rien à dire quant à la régularité de l'initiative présidentielle sur la réconciliation nationale. Le projet est actuellement entre les mains de la représentation nationale élue sur la base d'un suffrage honnête et transparent en octobre 2014, assurant en son sein majorité et opposition.

La procédure législative suivra en toute logique son cours. Après examen par la ou les commissions parlementaires compétentes, le projet sera transmis à la séance plénière qui seule détient le pouvoir de décision, c'est-à-dire qui, soit l'adoptera avec ou sans amendements, soit le rejettera en partie ou en totalité. Une fois la procédure législative terminée, le projet de loi voté par l'assemblée plénière passera à la phase de la promulgation. Celle-ci peut intervenir très vite à deux conditions :

- si le Président de la République n'exerce pas son droit de renvoi du projet de loi à l'Assemblée pour une seconde lecture conformément à l'article 81§2
- si un recours en inconstitutionnalité n'a pas été formé devant l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de loi (IPCCPL) par l'une des parties habilitées à cet effet, soit le Président de la République, le Chef du gouvernement ou trente députés (loi organique n°2014-14

du 18 avril 2014). Logiquement, si recours il y a, il ne peut être introduit que par les députés qui ont d'ores et déjà fait connaître leur hostilité au projet de loi.

Si l'IPCCPL rejette le recours en déclarant la loi conforme à la Constitution, la loi sera promulguée et revêtira sa force exécutoire. Elle est dès lors «parfaite» du point de vue des mécanismes institutionnels de la délibération démocratique de la norme en régime représentatif. Si au contraire, l'IPCCPL déclare le projet de loi voté par l'ARP non conforme partiellement ou totalement à la Constitution, le projet sera, soit abandonné par son initiateur, soit amendé à la lumière des conclusions de l'Instance de contrôle et soumis de nouveau à l'ARP ainsi que cela a été fait dans le cas du projet de loi organique relative au Conseil supérieur de la magistrature.

Toutes ces règles, somme toute formelles et de simples procédures, sont en vérité au fondement même de la démocratie. Car c'est par elles que survient la délibération politique : l'assemblée étant en démocratie l'arène du débat politique et public sur les normes du vivre ensemble.

Les menaces à la démocratie par le contournement «populiste» du jeu démocratique

Il est sans conteste admis en démocratie de s'opposer aux lois. Cette vocation à s'opposer est même le propre de la démocratie qui repose sur les libertés d'opinion, de pensée et d'expression garanties par la Constitution (article

31). A défaut de quoi les parlements et les assemblées ne seraient que des boîtes d'enregistrement et non des espaces de délibération publique et de débat démocratique. Mais le jeu démocratique a ses lois. Comme tout jeu, il a ses règles du jeu sans lesquelles il n'y a plus de jeu.

Que les partis et les acteurs se mobilisent par tous les moyens pacifiques dans le respect de la loi et de la liberté des autres pour créer un courant favorable à leurs idées et faire pression sur les décideurs pour retirer, adopter ou rejeter le projet de loi selon leurs vues et tendances est une saine pratique du jeu démocratique. Au-delà, il y a péril en la demeure démocratique!

C'est justement de ce péril que participent les menaces d'appel à la rue en cas d'adoption du projet de loi ou de saisine a priori d'instances internationales, du reste incompétente, pour invalider une loi nationale sans même aller jusqu'au bout du processus institutionnel démocratique. Mettre dos à dos légitimité démocratique des instances représentatives à laquelle le pays est parvenu après un long cheminement de transition parfois périlleux et opinion «de la rue», est un jeu dangereux qui risque d'emporter les institutions constitutionnelles du pays. Il est malheureux pour nos jeunes démocraties de voir des leaders politiques continuer à ne croire que dans la pression de la rue et de boudier le débat institutionnel au point de broyer les instances de la seule légitimité démocratique obtenue par les urnes.■

R.B.A.

L'allié de votre succès depuis 20 ans



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.

20
ANS

20 ans de leasing au service des professionnels



Plus qu'un leasing...

Developpez Vos Affaires, Devenez Agent D'ASSURANCES !!!



Vous avez l'esprit entrepreneurial et vous souhaitez développer vos affaires, Assurances **ZITOUNA TAKAFUL** vous offre une réelle opportunité d'exercer un métier à forte teneur humaine qui vous permet de réaliser vos ambitions.

Pionnière de l'Assurance TAKAFUL en Tunisie, Assurances **ZITOUNA TAKAFUL** propose une gamme complète de produits innovants s'adressant aux Particuliers et aux Professionnels.

Afin d'étendre notre réseau d'Agences dans les différentes régions du territoire Tunisien, nous cherchons à renforcer nos équipes par des compétences expérimentées et prêtes à adopter notre vision.

Votre Mission :

- ▶ Construire et développer votre portefeuille clients.
- ▶ Respecter la démarche de gestion des risques tracée par la compagnie en tenant compte des spécificités des produits proposés.
- ▶ Conseiller, fidéliser vos clients en leur proposant des solutions d'Assurance qui s'adaptent à l'évolution de leurs situations et de leurs projets.
- ▶ Véritable **chef d'entreprise**, vous gérez et structurez votre agence en cohérence avec les orientations et valeurs adoptées par la société.

Vos compétences :

Doté d'un sens du contact et d'une fibre commerciale assez développée, vous savez opérer les choix stratégiques qui garantiront vos résultats et votre rémunération. Votre intégration au sein du tissu social et économique favorisera le déploiement de votre activité et la réussite de votre projet.

Votre Profil :

- ▶ Vous êtes Titulaire d'une licence, d'une maîtrise ou d'un diplôme de troisième cycle.
- ▶ Vous avez le sens du conseil et de l'écoute, vous êtes persévérant dynamique et rigoureux.

Votre Cursus Professionnel :

Vous suivrez un parcours de formation spécifique à l'Assurance Takaful. Vous bénéficierez d'un accompagnement personnalisé pour atteindre les objectifs qui vous seront assignés et bien préparer la phase de lancement de votre propre agence.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV+ Lettre de Motivation) avec objet **« Candidature pour Agent d'Assurances »** à l'adresse suivante :

-Immeuble ZITOUNA TAKAFUL, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053, Tunis / BP N°74-Les Berges du Lac, 1053 Tunis.

-Par E-mail : recrutement@zitounatakaful.com, ou via notre site web www.zitounatakaful.com.



Les dossiers chauds de la rentrée Enjeux & Solutions

1. Quels sont les trois dossiers chauds qui risquent de miner cette rentrée ?
2. Quels enjeux représentent-ils ?
3. Et quelles solutions appropriées proposer ?

A Carthage, comme à la Kasbah et au Bardo, mais aussi dans les états-majors des partis politiques et organisations nationales, la rentrée s'annonce chaude en ce mois de septembre 2015. Beaucoup plus que les dernières années. L'aggravation des menaces sécuritaires et la dégradation des finances publiques s'ajoutent aux tensions sociales, à la montée du chômage et à l'érosion du pouvoir d'achat. Des dossiers brûlants qui risquent d'exploser à tout instant, faute d'un traitement immédiat et de manière appropriée. La lecture de différents documents élaborés ici et là montre la limite de la vision, la superficialité de certains diagnostics et le manque de courage dans la prise de décision. Tant pour le très court terme que

le moyen et le long terme, un vrai débat national, fécond et profond tarde à s'engager. La note d'orientation du prochain plan de développement n'a pas brillé jusque-là par son innovation. La nécessité d'enrichir la réflexion sur les questions cruciales. Comme contribution à cet indispensable débat, *Leaders* a invité des figures significatives de divers domaines à partager leurs analyses et propositions. Trois questions ont été posées:

Leurs réponses, riches, variées, et bien argumentées, offrent aux décideurs des éléments utiles à prendre en compte. Elles s'ajoutent aux chroniques régulières de Mansour Moalla et Walid Bel Hadj Amor.

Vision Démocratie Gouvernance Croissance Régions
Décentralisation Tenir les promesses Réformes
Apaisement Honnêteté du diagnostic Mise au travail
Réformes Réconcilier
Courage de l'action

Merci à :

- Sophie Bessis
- Ahmed Bouzguenda
- Tarak Cherif
- Mustapha Elhaddad
- Hichem Elloumi
- Abdelmajid Fredj
- Sonia Mbarek
- Radhi Meddeb
- Ahmed Ounaïes
- Slaheddine Sellami
- Rachid Sfar
- Habib Touhami
- Slaheddine Zahaf
- Sami Zaoui

qui ont accepté de contribuer à ce dossier.

Ayons l'honnêteté du diagnostic et le courage de l'action



■ Par Radhi Meddeb

Près de cinq ans après la Révolution, deux ans après l'adoption de la Constitution et un an après les élections législatives et présidentielle, le monde salue la transition démocratique en Tunisie et continue à y voir une rare lueur d'espoir pour l'ensemble des printemps arabes.. ➔

Pourtant, la situation globale, dans ses différentes composantes, paraît aujourd'hui particulièrement complexe, sinon dégradée. Le sentiment dominant est que le pouvoir semble frappé de léthargie. Les forces d'opposition au changement politique, économique et social sont puissantes et n'entendent rien lâcher. La nostalgie de l'ordre passé, malgré ses déficiences notoires, multiples et avérées gagne de nouvelles franges de la population.

Le pays désespère de l'absence d'ambition de ses gouvernants, du manque de lisibilité de leur vision et de la faiblesse de leur projet politique. L'intolérable s'installe parmi nous. L'inacceptable se banalise et pourtant la classe politique tergiverse et tourne en rond. Le pays s'était levé après l'attentat du Bardo. Il avait réussi à susciter l'émotion d'une partie du monde, voire la solidarité de ses déclarations, de ses marches et même de la présence médiatique de certains de ses responsables. Il n'en a pourtant pas tiré les enseignements pour une vigilance à toute épreuve. L'attentat de Sousse a mis à nu l'insuffisance d'un plan global de lutte contre le terrorisme, sinon son absence.

Le terrorisme s'installe dans nos villes, s'attaque à nos forces armées et de sécurité et à nos douaniers. La contrebande explose, ses produits envahissent le pays. Nos villes se clochardisent. Elles croulent sous les ordures, les déchets et la camelote du monde. Leurs plus belles artères sont transformées en cours des miracles où s'amoncellent les produits de la contrebande et du commerce informel. Les trottoirs, comme les rues piétonnes, sont envahis de vendeurs à la sauvette, de stationnement illégal et des extensions des gargotes dans le mépris total des règles d'urbanisme et d'hygiène. Tout cela génère des montagnes de papiers, de plastique et d'ordures ménagères avec leurs émanations âcres des déchets organiques en cours de décomposition. Les constructions anarchiques prolifèrent dans l'impunité, défigurant villes et campagnes, enlaidissant à jamais les paysages, empiétant sur tout ce qui ne semble pas relever d'un propriétaire vigilant: domaine de l'Etat, domaine municipal, domaine public maritime ou propriété d'étranger absent.

Je pourrais continuer longtemps la litanie de mes récriminations. Je pourrais notamment dénoncer l'absence de réformes, celles nécessaires pour lever le plafond de verre qui pèse sur notre croissance, celles convenues depuis longtemps avec nos bailleurs de fonds et que nous retardons sans cesse ou celles encore qui devraient faire reculer les situations de rente et de privilèges. Pourtant, il serait largement temps de lever les obstacles face à de nouveaux entrants dans de multiples champs économiques et de donner leur chance à tous ceux —jeunes, femmes, régions intérieures— insuffisamment intégrés dans les processus de développement et de création de richesses et insuffisamment bénéficiaires des mécanismes de redistribution.

Le pays s'enfonce dans le laisser-aller et le laisser-faire. Sa gestion semble échapper à ses gouvernants. Ses élites se démobilisent. Elles sont tentées par la démission ou l'exil. La confiance se rompt entre le peuple et la classe politique. En moins de cinq ans, tous ces dérapages se sont accélérés, faisant planer le risque d'un impossible redressement du pays dans des délais raisonnables. Serait-il pertinent dans ces conditions de privilégier trois dossiers brûlants de la rentrée et de proposer des traitements appropriés?

Un tel exercice de style induirait en erreur. Il donnerait l'illusion d'une recette de sortie de crise. Son risque serait double, celui de rester à des niveaux de généralités non opérationnels ou ➔

PEUGEOT

RESTONS **PROCHES** MÊME QUAND VOUS ÊTES LOIN...



Agence du siège

19, rue des Pyramides 75001 Paris
Tél. +33 1 53 45 30 30 - agencedusiège@tfbank.fr

Agence Paris-Belleville

26-28, boulevard de Belleville 75020 Paris
Tél. +33 1 43 66 60 81 - agencedeparis@tfbank.fr

Agence de Marseille

20, boulevard d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. +33 4 91 50 71 21 - agencedemarseille@tfbank.fr

Agence Internationale de Tunis

Angle Avenue Mohamed V - Rue 8006 - Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. +216 71 950 100 - agencedetunis@tfbank.fr

www.tfbank.fr

 **TF Bank**
TUNISIAN FOREIGN BANK

Partenaire de vos ambitions.

de se perdre dans des détails inefficients, faute d'environnement général moteur. Les réponses techniques proposées aujourd'hui sous forme de catalogues de mesures ou d'embryons de plans de relance, sont en deçà des besoins de la situation. Le mal est politique. Les seules réponses susceptibles de faire bouger les lignes sont éminemment politiques. Le pays a besoin d'un choc salvateur qui fasse prendre conscience à tous de la gravité de la situation et de la nécessité de se mobiliser dans la solidarité et la cohésion, de se remettre au travail autour d'un projet ambitieux et de se mettre en stricte conformité avec la loi, y compris dans les comportements les plus quotidiens.

Un tel choc devrait traiter de trois chantiers majeurs: le sécuritaire, l'économique et le social. Cela devrait se faire à travers:

1. Un réel remaniement ministériel qui resserrerait la coalition au pouvoir autour de principes fédérateurs et d'un projet précis, avec une équipe extrêmement ramassée, structurée en deux pôles essentiels: l'un économique et l'autre sécuritaire, aux côtés des autres ministères de souveraineté,

2. Une mobilisation solidaire des partenaires sociaux et autres parties prenantes autour d'engagements précis de plus grande justice sociale, de réforme fiscale équitable et inclusive, de traque sans merci de la corruption rampante, de participation des travailleurs aux résultats des entreprises et de promulgation d'un cadre incitatif pour le développement de l'économie sociale et solidaire,

3. Un engagement fort pour projeter la Tunisie dans la modernité à travers une adhésion sans réserve aux standards internationaux et aux meilleures pratiques. Cela passera d'abord par le respect des engagements pris avec nos bailleurs de fonds internationaux, l'approfondissement de nos relations avec l'Union européenne, la relance de l'UMA et la définition d'une politique économique résolument orientée vers l'Afrique.

Chaque ministère, chaque secteur devrait être doté d'un plan de développement stratégique construit autour des valeurs de la modernité, de la solidarité, de la durabilité et de la performance.

Le navire prend l'eau. Il est urgent que son commandant dévoile et engage son plan de sauvetage et que chacun se mobilise pour une œuvre commune de redressement national. Ayons le courage de l'action, tant qu'il est peut-être encore temps. ■

R.M.



■ **Hichem Elloumi**
1^{er} vice-président de l'Utiqa

Sécurité, apaisement social, réconciliation et consensus sur les réformes

Les enjeux

a. Sécurité et lutte contre le terrorisme : la mise en place d'un plan de sécurisation nationale crédible intégrant la sécurité interne des entreprises, hôtels et bâtiments contribuera à rassurer les Tunisiens et nos partenaires étrangers. Une communication nationale et internationale sur ces mesures sécuritaires réduira l'impact de la crise touristique et encouragera les investisseurs étrangers à faire confiance à la Tunisie.

b. Apaisement social : un apaisement social avec la mise en place d'un système exceptionnel de traitement des conflits de travail permettrait de rassurer les investisseurs tunisiens et étrangers et de dynamiser le secteur productif pour plus de croissance et d'emplois.

c. Le processus de réconciliation économique tarde à se mettre en place et les mécanismes en place ont démontré leur inefficacité et lenteur. Une loi organique indépendante permettrait de traiter rapidement les dossiers économiques sans que les responsables de délits n'échappent à la sanction. L'enjeu économique est très important car un traitement rapide et juste des dossiers permettra de débloquer des entreprises et des investissements et de rétablir les emplois.

d. Consensus sur les réformes structurelles et la note d'orientation du plan 2016-2020 : les hésitations et tergiversations à engager les réformes économiques structurelles ne donnent pas la visibilité indispensable à toute décision d'investissement. Le retard pris par la loi sur le PPP, le faible contenu de la LFC 2015 et les hésitations sur le projet de code des investissements donnent des messages négatifs

Les solutions

a. Sécurité et lutte contre le terrorisme : agir et communiquer sur le plan international. Cette communication devra cibler les touristes, investisseurs et clients étrangers.

b. Apaisement social : relancer les activités des commissions de mise en œuvre du contrat social sous le pilotage du chef du gouvernement. Mettre en place un système exceptionnel de conciliation et d'arbitrage pour le traitement des conflits de travail devant obligatoirement précéder tout préavis de grève ou de lock-out. Intégrer la protection et la garantie de la liberté de travail dans les priorités de la politique pénale et sécuritaire de l'Etat.

c. Réconciliation économique : reformuler le projet de loi sur la réconciliation économique pour le mettre en conformité avec la constitution et la loi sur la justice transitionnelle.

d. Un consensus sur les réformes structurelles et la note d'orientation du plan 2016-2020 : mettre en place une structure de concertation et d'action rapide pour finaliser les réformes économiques structurelles avant la fin de l'année. Parmi les réformes prioritaires : PPP, code des investissements, réforme fiscale, code des changes, réforme de l'éducation et de l'enseignement supérieur. ■

H.E.

La vision pour le pays et la stratégie pour la mettre en œuvre



■ Par Sophie Besis

Le premier point, capital, est de cesser de raisonner sur le court terme. Vous parlez des trois dossiers les plus brûlants de la rentrée. Elle sera chaude en matière économique, sociale et politique.. ➔

M

Mais tant qu'on ne s'occupera que de l'immédiat, cela reviendra à coller des rustines sur un pneu usagé. On le fait tenir quelques mois de plus, mais c'est tout. Les Tunisiennes et les Tunisiens attendent de ceux qu'ils ont élus une vision pour le pays et une stratégie pour la mettre en œuvre. Pour l'instant, il n'y a ni l'une ni l'autre. Or c'est un préalable pour élaborer une politique économique et sociale qui tienne la route et pour indiquer un horizon crédible aux citoyens. Quelle Tunisie veut-on construire pour ceux qui sont aujourd'hui des enfants ? Pour qui, avec qui, comment ?

- La remise en marche de l'Etat : il ne s'agit pas de le sacrifier comme on le fait dans les grands discours, mais de restaurer son autorité sans être tenté par un retour à l'autoritarisme. Ce dernier est toujours la marque d'un déficit de légitimité. Le pays est aujourd'hui abîmé. Réparer les ravages opérés par deux décennies de benalisme et trois ans de gouvernement de la Troïka, c'est faire en sorte que les citoyens retrouvent confiance dans les institutions. Aujourd'hui, cette confiance fait défaut à tous les niveaux.

- La fin de l'irresponsabilité d'une classe politique qui ne voit pas plus loin que les calculs politiques et perd son temps à élaborer des tactiques destinées à servir des ambitions personnelles. Elle est en outre frappée de localisme en ne regardant pas au-delà des frontières tunisiennes alors que la compréhension du contexte régional et international est vitale pour l'avenir. Pour reprendre une formule célèbre, la maison brûle et elle regarde ailleurs. Le gouvernement n'est pas une équipe mais une addition d'individus sans direction réelle. Sa politique, s'il en a une, est illisible.

Les enjeux

- Sans des objectifs clairs, on ne pourra pas remettre les gens au travail. Si l'on continue de naviguer à vue, la Tunisie ne saura toujours pas définir ses priorités, aura raté la possibilité d'un nouveau type d'insertion dans l'économie mondiale, aggravera la catastrophe environnementale qui menace. L'unité nationale dont on parle tant doit reposer sur un contrat économique et social clair entre l'Etat et les citoyens.

- Sans Etat qui fonctionne, pas de sécurité. Les responsables proclament à juste titre qu'il s'agit d'une priorité, sans quoi l'économie ne repartira pas. Mais ce combat ne peut être mené qu'avec des acteurs compétents et intègres. Or personne n'ose parler publiquement de l'état de délabrement de l'administration, y compris sécuritaire. Là encore, pour être crédibles, l'Etat et ses agents doivent être irréprochables. Si l'Etat n'est pas respecté, c'est qu'il n'est pas respectable. Il y a pourtant partout des fonctionnaires ayant une haute idée de leur mission. Mais ils ne sont ni majoritaires ni vraiment soutenus par leurs hiérarchies.

- L'enjeu c'est le souci de l'intérêt général. Tout le monde, y compris les fraudeurs, se plaint de la montée alarmante de l'incivisme dans le pays. Le problème est que, dans toutes les sociétés, l'exemple vient d'en haut. Tant que les acteurs politiques privilégieront des intérêts catégoriels, feront jouer les solidarités clientélistes pour placer leurs fidèles au lieu de privilégier les compétences, la « débrouille » sera le comportement majoritaire des Tunisiens. ➔



Meilleure compagnie
aérienne d'Europe



A STAR ALLIANCE MEMBER



**Voyagez
à Istanbul
à partir de
550 TND en
all inclusive.**



TURKISHAIRLINES.COM

Elue meilleure compagnie aérienne d'Europe lors des
« Skytrax Passengers Choice Awards » de 2014

**WIDEN YOUR
W O R L D**

**TURKISH
AIRLINES**



DANS UN MONDE QUI CHANGE,
ON PEUT VIVRE AILLEURS
ET RESTER CONNECTÉ AU PAYS



taktik

Offre Tunisiens à l'Etranger

Gestion des comptes à distance

Crédit Immobilier à des conditions préférentielles

Centre de Relations Clients disponible au :

Tunisie : 70 000 050 / France : 01 70 48 92 48

Italie : 06 99 74 91 05 / Belgique : 0 26 20 04 61



UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change

Les solutions appropriées

• Trouver des solutions à de tels problèmes n'est pas aisé et l'on peut comprendre que les difficultés de la gestion quotidienne accaparent les gouvernants. Pour autant, on ne reconstruira pas le pays avec le nez sur le guidon. Puisque nous prétendons être en démocratie, il faut pratiquer la démocratie participative. Dans chaque secteur, dans chaque région, il faut ouvrir le débat avec tous les acteurs. Ces débats verront apparaître des luttes d'influence, des conflits d'intérêts, de l'ignorance des contraintes et des enjeux. Mais, pour prendre les bonnes décisions, les gouvernants doivent écouter au-delà des lobbies et de leurs interlocuteurs habituels. La gestion de la crise touristique est le parfait exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Ils doivent aussi apprendre à parler vrai, à dire aux gens ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas faire au lieu de promettre l'impossible et de ne pas tenir.

• La lutte implacable contre la corruption est une priorité. Or aucune mesure n'a été prise dans ce sens. Dans de nombreux secteurs, elle doit s'accompagner d'une nouvelle politique salariale : un fonctionnaire correctement payé sera moins corrompible que s'il n'arrive pas à boucler honnêtement ses fins de mois. L'argent se fait rare ? La lutte contre les activités informelles et une vraie réforme fiscale dans le sens de l'équité s'imposent pour en trouver. La tâche sera difficile : les grands acteurs de l'informel jouissent d'une impunité totale et le courage n'est pas la qualité la plus visible des gouvernants.

• En ce qui concerne la classe politique, la rumeur parle d'un remaniement ministériel à la rentrée. Mais pour quoi faire ? S'il s'agit seulement de redéfinir les rapports de force au sein du gouvernement, d'officialiser la cogestion qui s'établit entre les deux principaux partis du champ politique, les pratiques clientélistes se poursuivront. S'il s'agit de créer une équipe resserrée, dotée d'une feuille de route claire, capable à la fois de restaurer la confiance et de se dégager des pressions de toutes sortes, alors on pourra peut-être apercevoir le bout du tunnel, même s'il est encore loin. ■

S.B.



■ Par Habib Touhami

Emploi, chômage, pouvoir d'achat, services publics, redressement économique, sécurité sociale

1. Si l'on part des préoccupations immédiates de la majorité des Tunisiens, on répondrait : emploi, chômage, pouvoir d'achat, services publics. Episodiquement, le terrorisme vient s'ajouter au nombre des dossiers les plus brûlants, mais ce n'est que par intermittence et sans conscience réelle du danger et des enjeux.

Mais si l'on part de ce qui constitue, objectivement, un obstacle majeur à la satisfaction de ces préoccupations, on répondrait : position extérieure globale critique, déficits publics et sociaux en roue libre, incurie rédhitoire du gouvernement.

2. Les enjeux pour la communauté nationale sont clairs : pérennisation des institutions, du modèle sociétal et de l'État de droit ; redressement économique et financier ; équité sociale, régionale et de genre.

Mais ces enjeux sont contradictoires avec ceux de la majorité de la classe politique, médiatique et économique. Car pour cette majorité, il s'agit d'abord de durer et d'étendre sa domination, au moyen d'institutions à la botte si c'est suffisant, par d'autres moyens s'il le faut.

3. On peut évidemment proposer telle ou telle solution technique ou pratique à tel ou tel problème. Mais évoquer la situation de la sécurité sociale, par exemple, sans annoncer clairement ses choix quant à la préservation ou non du mode de financement par répartition pour les retraites (pensions) n'a pas de sens. Laisser croire à l'opinion publique que l'on peut redresser la situation de la santé publique sans remettre en cause l'assurance maladie procède de la même logique absurde.

La solution « appropriée » est donc de nature politique et non pas technique. Elle se résume à confier, démocratiquement, la gestion des affaires du pays à un gouvernement de salut public pour une durée déterminée. ■

H.T.

PROJET AVENIR

Retraite

Une autre vision de la retraite



Gagnons l'avenir, ensemble



Fixer le cap, l'identité du parti Ennahdha et le règlement politique du conflit en Libye



■ Par Ahmed Ounaies
Ancien ambassadeur

Le Tunisien attend de sortir de la brume et d'y voir plus clair. L'espoir renaîtra avec la restauration de l'Etat dans sa netteté, sa probité et sa capacité de combler le vide. L'Etat doit assumer son rôle central et fixer le cap. →

La longue transition tunisienne a directement contribué à l'affaiblissement de l'Etat, au relâchement de la discipline et de l'esprit public, à la montée consécutive des revendications corporatives et régionales, aux retards dans la lutte contre la corruption et contre les pratiques frauduleuses... autant de freins dans la stratégie de redressement politique et économique vivement souhaitée, longtemps attendue, fermement promise par la classe politique. Un sursaut national réveillera chez le Tunisien le sens du labeur et la foi dans le service public parce qu'il établit le lien logique entre le travail, l'ordre social et la croissance. Le Tunisien réalise qu'il doit rompre avec la contagion du laxisme, admettre la discipline collective, restaurer la vertu du travail. Il faudra absolument provoquer ce sursaut.

Plusieurs facteurs doivent contribuer à cette fin : manifester le changement d'esprit et de rythme dans la gestion publique, lancer un programme de réformes et de développement à l'échelle nationale, commencer la réalisation de projets d'infrastructure dans les régions, entreprendre les travaux d'assainissement des villes et des quartiers, sévir contre les abus, les détournements et les fraudes qui se perpétuent après la révolution. La réforme drastique des départements de la douane, de la justice et de la police ne doit pas tarder. L'effet de choc était manqué par le nouveau gouvernement aux toutes premières semaines de son investiture. Néanmoins, des initiatives conduites dans cet esprit, soutenues par des campagnes d'explication, doivent produire le bon impact et mettre sur la voie. Une rentrée scolaire et universitaire réussie serait salubre.

Le terrorisme est perçu comme une menace, mais il ne paralyse pas : le Tunisien poursuit son action, se projette et se réalise en dépit de la menace. Le citoyen rationnel comprend que le gouvernement ne peut pas éliminer d'un coup un tel fléau. Mais il a confiance, après la sortie du parti Ennahdha du gouvernement, que la lutte contre le terrorisme est réelle, même si elle n'est pas immédiatement et totalement efficace. Le terrorisme est détesté mais il ne bloque pas l'action.

L'attente du Tunisien est dominée par l'exigence du travail, le désir de contribuer au redressement, l'importance de l'autorité présente, responsable et juste, la nécessité de l'ordre rationnel et prévisible. Il voudrait vérifier que, de jour en jour, le retour à la normalité se précise et se matérialise dans l'exercice des responsabilités directes de l'Etat : la saine gestion de la cité dans tous ses aspects, y compris la sanction des abus, l'assainissement des quartiers, la disponibilité d'une administration compétente, accueillante et propre. Plus au fond, le Tunisien a surmonté le doute, il garde espoir, mais il manque d'un horizon clair.

L'identité du parti Ennahdha

Si le parti Ennahdha a fini par admettre le compromis républicain lors de l'adoption de la Constitution et par adopter un discours d'apaisement et de sécurisation →

de la base démocratique aux élections de 2014, ce tournant lui a valu de survivre au naufrage de la Troïka. Sa position dans le nouveau Parlement et sa participation dans la coalition gouvernementale de 2015 lui prêtent vie, mais elles ne sauraient abuser ni les partenaires du moment ni l'électorat. Est-il pour autant un parti républicain ? Est-il l'allié fiable dans l'enjeu historique de la révolution tunisienne : l'édification de la société démocratique ? La base démocratique n'en est pas convaincue. La question de confiance reste entière.

Que faire pour tenter de fonder la confiance et la bonne foi, pour dissiper la crainte au fond des consciences et pour assurer l'avenir ? A notre sens, il faudrait, de la part des dirigeants crédibles du parti Ennahdha, un engagement clair sur les principes, une définition commune de la liberté, une clarification de doctrine ; d'autre part, il faudrait une explication loyale et cohérente quant aux responsabilités dans les actes qui visaient à couler la révolution démocratique alors que ce parti dirigeait le gouvernement. A ce jour, l'explication n'est pas fournie. Ennahdha doit réaliser que la dérobade jette le doute sur la juste perception de la nature de ce parti.

Huit questions. Tandis que le parti Ennahdha investissait le Premier ministre, le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur, plusieurs facteurs conspiraient à implanter la menace terroriste :

- Le discours complaisant des dirigeants d'Ennahdha qui, tout en étant au cœur du pouvoir, justifiaient les aspirations et les actes de violence des jihadistes ;
- La mainmise sur les mosquées par des prédicateurs qui les transformaient en plateformes d'endoctrinement et de recrutement jihadiste ; 3 000 jeunes Tunisiens étaient alors jetés dans les guerres interarabes au Levant, en Irak et au Maghreb jusqu'à In Amenas ;
- Les campagnes de prédicateurs venus de l'étranger, entourés de tous les égards et porteurs de discours diviseurs, intolérants, s'attaquant au droit des femmes et mettant en cause l'idée même de progrès ;
- Les destructions des mausolées ;
- La multiplication, au nom de la protection de la Révolution, de groupuscules salafistes qui se posaient en censeurs des mœurs et qui passaient à l'acte : provocation sur les plages contre les baigneurs hommes et femmes ; opérations punitives dans les villages ; commandos dans les enceintes universitaires ; actes hostiles contre l'Uggt ; agressions contre les partis démocratiques ; harcèlement des artistes et des journalistes. Les agresseurs brutaux, prétendus moralisateurs, agissaient individuellement ou en commandos dans l'impunité totale ; ils étaient identifiés et parfaitement repérés, mais jamais inquiétés. Cette terreur n'est pas oubliable ;

• La prolifération d'associations qui, sous couvert de projets éducatifs ou de campagnes de bienfaisance, poursuivaient des buts d'endoctrinement et de lavage de cerveau ;

• Les menaces de mort portées à la connaissance des gouvernements contre des personnalités politiques connues pour leur engagement en faveur de la liberté et du progrès, suivies d'agressions, y compris l'assassinat ;

• La défaillance des forces de l'ordre face à des violences exceptionnelles : assauts contre l'ambassade et l'école américaines, contre les locaux de l'Uggt et contre les meetings des partis démocratiques.

La violence de nature terroriste n'était pas réprimée par les gouvernements dirigés par le parti Ennahdha : le champ était libre, le terrorisme pouvait s'installer, former des réseaux et ménager les complicités intérieures et extérieures. Dès lors, il se structurait et prenait racine. Lotfi Nagdh est lynché en octobre 2012. L'année 2013 enregistre une montée en puissance avec les assassinats politiques, l'occupation insidieuse du Jebel Chaambi, les agressions sauvages contre les forces de sécurité, le sabotage de la politique touristique du pays. Quand le 27 août 2013, le Premier ministre qualifiait Ansar Echaria d'organisation terroriste, le jihadisme s'était déjà enraciné en Tunisie. Le mal est fait.

L'identité du parti Ennahdha est en question.

Le règlement politique du conflit en Libye

Deux enjeux s'attachent au règlement politique du conflit libyen. D'abord, le consensus national libyen aurait pour effet direct d'écarter les prétentions du mouvement Daech sur la scène libyenne et maghrébine. Daech s'incruste et s'étend du fait des divisions interlibyennes. D'autre part, le duel entre les deux pôles nationaux, progressiste et islamiste, aura été en Libye comme en Tunisie surmonté par des moyens politiques, non par la violence. L'épreuve dialectique ouvrirait ainsi la voie à un modèle alternatif de règlement sur la scène arabe au-delà de l'exception tunisienne.

Dans la phase présente d'effervescence de l'islam politique aux lendemains incertains, le salut du Maghreb serait un gage d'avenir et un facteur de maturité. Si le péril est vaincu politiquement en Libye et en Tunisie, nous pourrions consolider mutuellement notre avenir démocratique. Tous les espoirs sont permis. Le Maghreb tire une carte sur l'avenir.

La sortie de crise, retardée et compliquée par les affrontements et les brouillages des facteurs tiers, passe par quatre étapes : le gouvernement d'union nationale, la guerre contre la tête de pont de Daech, l'élaboration de la nouvelle Constitution et les élections générales sous l'égide d'une instance libyenne indépendante. L'ère de refondation de l'Etat et de reconstruction du pays, succédant à ces échéances, sera féconde et innovante pour la Libye et porteuse d'un autre avenir pour les peuples de la région. N'en doutons pas, l'épreuve du despotisme qui nous a également affligés ces dernières décennies mûrit et fortifie les peuples qui s'élèvent aux vrais enjeux de l'histoire. ■

A.O.



PARCE QUE SON
DESIGN
ANNONCE
LA **COULEUR**



« Prix du meilleur design de l'année 2015 »

NOUVELLE **CITROËN C4 CACTUS**

Avec ses 4 coloris d'Airbump® proposés (Black, Dune, Grey et Chocolate), ses 9 couleurs de carrosserie et ses 3 univers intérieurs (Ambiance Stone Grey, Pack Habana Inside et Pack Purple Inside), la CITROËN C4 CACTUS, esthétique et personnalisable, offre un style unique.

Gâce à son regard élégant, ses lignes pures et son intérieur épuré et convivial, la CITROËN C4 CACTUS pose les bases d'une nouvelle donne automobile et vous propose plus de design, de confort et de technologie utile. Le tout avec un budget maîtrisé !

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



Sécurité, réformes et réconciliation économique



■ Par Slaheddine Sellami
Ancien ministre

La rentrée risque d'être chaude sur le plan politique, économique et social. Le gouvernement doit traiter les dossiers avec beaucoup de courage, il doit prendre les décisions nécessaires même si ces dernières ne seront pas populaires. →

L'

L'important, c'est de faire supporter les sacrifices par tout le monde et en particulier par ceux qui ont les moyens et qui ont le plus profité de l'ancien régime et du laxisme qui a suivi la révolution. Plusieurs dossiers seront prioritaires et parfois brûlants :

- Le premier dossier brûlant qui doit accaparer le travail du gouvernement à la rentrée sera toujours le dossier de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. C'est le sujet qui préoccupe tous les Tunisiens qui n'ont jusque-là jamais connu la peur et l'insécurité. La lutte contre l'insécurité et le terrorisme reste la clé de la réussite du printemps tunisien. Sans sécurité, aucun investissement, qu'il soit intérieur ou extérieur, ne sera fait en Tunisie, des pans entiers de l'économie risquent de s'écrouler emportant avec eux des milliers d'emplois et aggravant le problème essentiel à l'origine du 14 janvier, celui du chômage, surtout des jeunes.

La lutte contre le terrorisme passe avant tout par la mise en place d'une stratégie globale avec son volet sécuritaire, social, culturel et économique, mais en attendant la mise en place de cette stratégie, nous ne pouvons pas croiser les bras et attendre. Les derniers événements ont montré qu'il faudrait obligatoirement purger l'administration tunisienne, en particulier les ministères de l'Intérieur et de la Justice, des nominations partisans qui peuvent constituer un frein à la lutte contre le terrorisme. La deuxième mesure urgente est la mise en place rapide d'une agence nationale de sécurité regroupant toutes les forces impliquées dans la lutte contre le terrorisme, et enfin, il est nécessaire que les dossiers des assassinats politiques connaissent une évolution tangible pour montrer qu'aucun compromis n'est possible avec les assassins et ceux qui sont derrière eux.

- Le deuxième dossier brûlant que le gouvernement doit traiter dans les plus brefs délais sera celui des réformes profondes qui doivent toucher tous les ministères. Il est malheureux de constater que ce dossier évolue d'une manière très lente. Est-ce par manque de volonté politique ou parce que l'administration tunisienne continue à diriger le pays du fait que les ministres, dont plusieurs ne sont pas à leur place, n'arrivent pas à imprimer à cette administration une nouvelle mentalité, une nouvelle manière de travailler et surtout une indépendance à l'égard des lobbies ?

Tout le monde parle de dialogue national, de dialogue sociétal dans chaque domaine, certains de ces dialogues durent depuis deux ans, voire trois, mais le pays ne peut pas attendre encore longtemps, la période de la transition politique n'a que trop duré, ce gouvernement légitime aurait dû mettre en chantier les réformes qui existent en principe dans ses programmes électoraux. Malheureusement et en dehors de quelques ministres qui ont décidé d'entamer de vraies réformes, les autres continuent à gérer les affaires courantes alors que dans chaque ministère, il y a au moins deux ou trois mesures évidentes à prendre afin de donner un signal fort et montrer que le gouvernement est décidé à réformer l'administration et le pays pour plus d'équité, plus de justice et plus d'efficacité

- Le troisième grand dossier, qui risque d'avoir de grandes répercussions et que les gouvernants ont décidé d'ouvrir, est celui de la réconciliation économique. Ce dossier semble, pour le moment, n'intéresser que les politiques et les médias alors que le reste de la population est préoccupée beaucoup plus par les problèmes de la vie courante. Cependant, le débat, s'il est mal orienté ou mal exploité, risque d'avoir des répercussions plus graves, certains peuvent même essayer de manipuler la rue pour le contrecarrer. A première vue, cette proposition du chef de l'Etat a toutes les chances de passer, quelques amendements seront vraisemblablement apportés au projet initial. Il est vrai que la justice transitionnelle a pris beaucoup de retard. ■

S.S.



La banque
100% en ligne
d'AMEN BANK



Grâce à **AMEN FIRST BANK** d'**AMEN BANK** ouvrez votre compte bancaire intégralement en ligne, devenez ainsi client en quelques clics et opérez toutes vos opérations en ligne.

Disponibilité, proximité, simplicité, avantage tarifaire... avec **AMEN FIRST BANK**, vous découvrez une banque qui innove pour s'adapter à votre rythme de vie et répondre à toutes vos attentes.

AMEN FIRST BANK vous offre une gamme complète de produits bancaires et une relation personnalisée avec un conseiller clientèle, le tout directement en ligne et en toute sécurité.



POINT COMMUN

• Les principaux services d'AMEN FIRST BANK :

- Ouverture de compte en ligne

- Situation du compte en temps réel
- Extrait quotidien du compte
- Relevés mensuels du compte
- Avis d'opération
- Demande de crédit en ligne

- Simulation de crédit (Présalaire, CREDIM et Auto-Invest)
- Situation des crédits
- Sort des effets et des chèques
- Achat/Vente de Sicav
- Cours des devises
- Cours des SICAV et de la bourse

- Analyse quotidienne du marché de change et de la bourse
- Commande de chéquier
- Demande de main levée
- Virement intra-banque
- Virement inter-banque

- Virement pour plusieurs bénéficiaires
- Opposition sur carte
- Chargement d'une carte prépayée
- Edition d'un RIB
- Changement du mot de passe
- Messagerie personnalisée



Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...



Optimuz



- * Piscine privée
- * Piscine publique
- * Rénovation des piscines
- * Vente et installation SPA

- * Structure en Béton Armé
- * Filtration sans Local Technique
- * Toutes Formes, toutes Dimensions



N'hésitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie





■ **Mustapha Elhaddad**
Expert en énergie

Sécurité, régions et emploi

La sécurité

Sécuriser les frontières, démanteler les réseaux terroristes, assainir le corps de la Police.

Les régions

Mettre fin à toutes les divisions (nord/sud, littoral/intérieur) tout en donnant plus de prérogatives aux régions.

L'emploi

Supprimer toutes les barrières administratives, engager de grands projets nationaux à la Sissi, afin que nos jeunes ne soient plus tentés par l'exil ou...le jihad.■

M.H.



■ **Par Abdelmajid Fredj**
Ancien vice-gouverneur de la
Banque Centrale de Tunisie et
PDG de banques

La croissance, l'enseignement et la corruption

Plusieurs dossiers pourront être qualifiés de chauds ou d'explosifs. Le premier concerne la croissance qui, à son rythme actuel et attendu, aggravera très notablement et d'une manière inquiétante le chômage. Croissance globale et des régions. Rien ne sera épargné et le gouvernement en place n'a pas d'arguments pour défendre une croissance nulle. Cette situation aura des répercussions sur les négociations sociales, sur la cohésion politique qui gouverne, sur le syndicat des patrons qui affiche toujours un appétit vorace et se retranche derrière l'aspect sécuritaire pour ne rien investir, la politique du crédit, si politique il y a, est depuis toujours compromise, voire compromettante, qui se mobilise contre une inflation virtuelle laissant en panne la vie économique et pour un pan de l'économie en déconfiture. Un vrai procès peut s'ériger pour évaluer les effets d'une telle politique.

Le deuxième est relatif à l'enseignement avec le bras de fer qui se prépare à la rentrée scolaire. Faire revenir le corps enseignant à la raison relève du miracle. Faire aboutir la position du ministre sera une vraie prouesse. Ce dossier mettra face à face les syndicats et le gouvernement, les enseignants et les parents, le corps de la sûreté nationale passera un temps dur.

Le troisième dossier portera sur la corruption, la mauvaise gouvernance, l'incapacité de plusieurs ministres à gérer, le poids de la dette qui demeure orientée essentiellement vers la consommation dont les dépenses d'un gouvernement ultra-élargi qui gagnerait à se réduire en nombre mais aussi à gagner en compétences.■

A.F.

Pour un état d'urgence culturelle



■ **Par Sonia Mbarek**
Artiste, chercheur universitaire
en sciences politiques et
musicologie

Nous sommes au paroxysme d'une crise culturelle qui trouve son écho le plus profond dans le projet politico-social, éducationnel et artistique de notre pays. →

Les trois dossiers brûlants sur toile de fond culturelle interagissent et s'entremêlent pour influencer d'autres dossiers aussi importants que ceux économique et sécuritaire. A ce titre, ils méritent une réflexion de fond et des décisions urgentes.

La culture est partout

Quel projet culturel pour la Tunisie sous la deuxième République ? Quelles sont les valeurs à transmettre et par quels moyens ?

Rappelons que parmi les défis de Bourguiba figure la réalisation du projet culturel sociétal moderniste. Il est arrivé à poser les jalons de ce projet grâce à un héritage culturel très riche, des réformateurs, des penseurs, des historiens, des religieux et des hommes politiques ainsi que des artistes.

Ce projet accuse aujourd'hui de nouveaux défis, avec la deuxième République. La démocratie, le droit à la différence, la liberté d'expression, l'égalité, le respect de la valeur humaine ne sont-ils pas des valeurs culturelles à inculquer ?

Chedli Klibi, il y a 50 ans, entendait réaliser l'accès du plus grand nombre aux œuvres de l'esprit par sa théorie du défi civilisationnel. C'est un combat primordial, entamé après l'indépendance mais toujours d'actualité aujourd'hui, tout est phénomène de culture. Comme le disait Anna Arendt, « *un être cultivé, c'est un être capable de jugement.* »

Dans le volet éducationnel

Quelles sont les valeurs que nous devons transmettre à nos enfants et par quels moyens ?

L'objectif de toute éducation serait d'obtenir des esprits libres, c'est-à-dire capables d'innovation. A ce titre, la campagne entamée par le ministère de l'Education nationale de sensibilisation pour rénover les écoles devrait être suivie d'une campagne pour valoriser l'ouverture de l'école sur les nouvelles technologies, et toutes les formes de dialogue avec la société civile ainsi que l'ouverture à toutes les expressions artistiques, par des partenariats et des jumelages entre des écoles de la capitale et celles de l'intérieur du pays, et pourquoi pas au niveau international.

Le volet culturel et artistique

Les problématiques concernant le statut des festivals et des artistes, la promotion de leurs œuvres sont plus que jamais d'actualité

De nouvelles exigences sont aujourd'hui indispensables à réaliser :

- D'abord redéfinir la politique artistique (politique de formation de production artistique, d'animation culturelle et celle festivalière).
- Actualiser les dispositifs juridiques et administratifs de formation, de création, de production et de diffusion à mettre en place pour permettre aux musiciens, chanteurs et compositeurs, cinéastes, hommes de théâtre, danseurs tunisiens... de développer leurs carrières au niveau national et international.
- La loi sur le mécénat culturel promulguée en 2014 trouve tout son sens aujourd'hui lorsque la réalisation de l'équilibre entre financement public et privé de la culture devient plus qu'une nécessité, un devoir
- La décentralisation artistique et culturelle par le biais des centres et maisons de la culture.

Toutes ces questions devraient être au cœur du débat politique pour un nouveau contrat socioculturel. ■

S.M.

LA PASSION À L'ÉTAT PUR



THE ALL-NEW MAZDA2



Un regard suffit pour se rendre compte que la Nouvelle Mazda2 n'a rien d'une voiture ordinaire. Son style accrocheur se fonde sur notre philosophie de design déjà couronnée de succès, le design KODO, « L'âme du mouvement ».

Les lignes fluides et musclées de sa carrosserie laissent transparaître une puissance et une énergie débordantes prêtes à être libérées. Une voiture de caractère qui va faire tourner les têtes et chavirer plus d'un cœur!

WWW.MAZDA.TN

Economic-Auto : Tunis - Ben Arous - Sousse - Sfax - Gabès - Bou Salem - Gafsa
Réseau d'agents agréés : Bizerte - Sfax - Djerba
Tél. : 31 305 815



www.facebook.com/mazdatunisie



[@mazdatunisie](https://twitter.com/mazdatunisie)

EPARGNE AL-WAFA

Fructifiez votre Epargne

L'épargne Al-WAFA, vous offre :

• **Un placement sûr et bien rémunéré trimestriellement**

- ✓ Des intérêts avantageux.
- ✓ Une Prime d'épargne valorisante pouvant atteindre 35% des intérêts servis*.

• **Un placement souple et disponible**

- ✓ Des versements et des retraits libres, à tout moment et auprès de toutes les agences BNA.

* en fonction de la stabilité et du montant de votre épargne.



Mobiliser notre pays et engager toutes les réformes



■ Par Rachid Sfar
Ancien Premier ministre

Je ne voudrais pas apparaître comme un donneur de leçons pour personne. Je vous livre, donc, ces modestes réflexions qui ne prétendent aucunement à l'exhaustivité : les dossiers réellement urgents depuis déjà plus de quatre ans s'accumulent. →

Ils sont des centaines à devenir tous prioritaires en raison notamment des interdépendances et interconnexions qui s'imposent. On ne peut, en effet, s'attaquer à un dossier ou à un secteur particulier sans se préoccuper et sans résoudre de manière consensuelle, parallèlement et concomitamment, les problématiques posées par les autres dossiers si on veut aboutir à des résultats tangibles. Les réformes dans tous les secteurs sont urgentes, se complètent et interfèrent. Elles auraient dû être engagées — avec des mesures fortes — dès la première année post-révolution pour apporter les réponses aux dérives, aux insuffisances, aux erreurs qui sont à l'origine de la «révolution» conduite par notre jeunesse. Pendant que l'Assemblée constituante perdait un temps inestimable pour élaborer la nouvelle Constitution, on aurait dû systématiquement, dans le cadre d'une vision réformatrice claire et volontariste, légiférer par décret-loi pour régler tous les dossiers et envoyer des signaux forts à nos concitoyens pour montrer une volonté ferme et résolue de rompre définitivement avec les erreurs du passé.

La mise en œuvre de ces décrets-lois aurait permis de répondre à toutes les attentes et aurait créé un climat de confiance quant à la volonté de répondre aux attentes légitimes et aux intérêts supérieurs du pays. Les insuffisances mineures et inévitables de ces réformes qui auraient dû être engagées dans l'urgence par des décrets-lois auraient été corrigées par la suite lors de l'examen de ces textes par l'Assemblée souveraine à tête reposée. Malgré la légère amélioration du rythme de travail de la nouvelle Assemblée, il me semble que notre gouvernement actuel reste toujours handicapé par l'encombrement de l'Assemblée. Les projets de lois s'accumulent, le temps passe, l'économie du pays est en péril et la situation sociale et financière se dégrade d'une manière alarmante.

J'avais à plusieurs reprises attiré l'attention — sans résultat — sur la nécessité de revenir à un Conseil économique et social bénévole qui aurait pu être institué par décret-loi pour aider le gouvernement, créer le consensus nécessaire à la réussite des réformes en donnant un avis «sérieux» avant la publication des décrets-lois portant ces réformes. Ma proposition reste toujours utile même pour la période actuelle qui demeure, hélas, toujours une période de transition tant que toutes les grandes institutions de la nouvelle République ne seront pas opérationnelles. Pour tenter de répondre quand même à votre première question, je vais vous dire ce que beaucoup de citoyens qui me rencontrent dans la rue ne cessent de relever:

Primo, priorité totale au parachèvement de la stratégie globale de lutte contre le terrorisme, la contrebande et le fanatisme, dans le cadre d'une vraie union nationale contre ces fléaux. On perd du temps même pour le choix de la personnalité qui doit présider le Congrès qui est censé aboutir à la définition d'une stratégie efficace et consensuelle dans ce domaine.

Secundo, priorité à la relance des investissements publics et privés créateurs d'emplois, notamment dans les régions défavorisées et frontalières, parallèlement à la remise rapide en état de pleine production de toutes les capacités productives du pays hélas encore bloquées et à la maîtrise du contrôle effectif et efficient et de l'évaluation des résultats dans tous les domaines où ce contrôle doit s'exercer et notamment dans le domaine fiscal pour réduire la fraude et intégrer le secteur informel dans les circuits →

économiques légaux. A titre d'exemple, je cite la possibilité d'instauration par décret d'un vrai système de facturation obligatoire pour toutes les activités doublé d'un contrôle systématique du transport de toutes les marchandises qui doivent être accompagnées de copies de factures «régulières».

C'est un exemple d'action simple relevant de la compétence exclusive du pouvoir exécutif mais ayant une grande portée et qui peut être, avec une forte volonté politique, mise en œuvre en une quinzaine de jours. Des brigades mixtes de contrôle composées d'agents de police, du fisc et de la douane doivent être en permanence très visibles, présentes et actives sur toutes nos routes. Pour lutter contre les possibles «collusions», tous les transports doivent pouvoir subir deux ou trois contrôles inopinés sur leurs parcours, qu'il soit en ville ou hors de la ville.

Une formation accélérée d'un personnel pléthorique, non employé et éparpillé devrait faciliter, par la rationalisation de son affectation et de son recyclage, une telle action de généralisation et d'intensification du contrôle routier de grande envergure que tous les bons citoyens doivent non seulement accepter et faciliter mais appeler de tous leurs vœux. Si le gouvernement faisait preuve d'une telle détermination pour maîtriser la fraude sous toutes ses formes, tous les citoyens tunisiens devraient l'aider en exigeant pour tout achat une facture «régulière», c'est-à-dire conforme au modèle agréé et contrôlé par les services fiscaux comme ils devraient s'astreindre à effectuer tous les paiements supérieurs à un montant à déterminer par carte bancaire ou par chèque. Les systèmes informatisés de facturation seront préalablement agréés par des spécialistes en informatique compétents attachés à l'administration fiscale rénovée notamment dans ses méthodes d'investigation à l'instar des administrations occidentales les plus performantes.

Bien entendu, cette seconde priorité relative à la relance forte des investissements englobe l'achèvement rapide des débats sur le schéma du projet de plan de développement quinquennal qui doit concrétiser le lancement d'un vrai développement régional durable et équilibré tel que nous l'avions prévu dans le cadre du VIIe plan 1987-1991 dont la loi de promulgation avait été signée par le Président Bourguiba le 25 juillet 1987 et qui n'a pas été mis en œuvre. L'aménagement rationnel de tout le territoire tunisien sur la base d'une étude sérieuse effectuée dès 1985 avec le bureau d'étude SET avait largement inspiré le VIIe plan. Cet aménagement rationnel et équitable a été sciemment abandonné pour laisser libre cours à la spéculation foncière et à l'aggravation du déséquilibre du développement régional. Rien de très sérieux ne semble avoir été entrepris depuis la révolution pour renverser cette tendance catastrophique du grave déséquilibre régional. En tout cas, rien de visible.

Tertio, assurer une rentrée scolaire et universitaire sereine avec la mise en œuvre de mesures urgentes pour tenter d'amorcer le redressement de la qualité de l'enseignement et de la formation, redressement qui commence par une entente négociée pour une paix sociale pour permettre à notre pays de vivre une année scolaire 2015-2016 studieuse et riche en profondes et larges réflexions sur les réformes à entreprendre, de préférence en coopération avec les pays frères maghrébins pour tenter, à travers les réformes, une harmonisation des systèmes. Toutes ces priorités paraissent évidentes et la mise en œuvre de toutes les réformes qui ont tardé nécessite une concertation large et rapide qui ne s'enlise pas dans les palabres stériles ou démagogiques.

Les enjeux

Ces enjeux sont colossaux. Il y va de l'avenir de notre pays et de notre destin; je l'ai déjà dit et écrit ; nous sommes à la croisée des chemins : ou nous parvenons dans la paix, la sérénité et l'union des esprits et des cœurs à assurer la sécurité de notre pays, à redresser son économie et à assainir ses finances publiques et son système bancaire ou nous irons vers une sorte de «somalisation» rampante et destructrice de tous nos acquis depuis notre indépendance. Nous n'avons pas d'autres choix : nous devons réussir dans l'union, le redressement et la reprise du progrès de notre pays à un rythme plus soutenu qualitativement et quantitativement. Nous devons tirer sans complexe toutes les leçons des erreurs du passé, sans oublier de reconnaître ce qui a été réalisé efficacement par de nombreux cadres méritants, consciencieux et compétents.

Les solutions

Cela nécessite tout un ouvrage, tout un vrai plan et se trouve au cœur du dialogue serein, sérieux et permanent qui doit être impérativement conduit avec compétence et doigté pendant les cinq prochaines années, dialogue auquel un « conseil économique, social et environnemental » rassemblant toutes les organisations nationales, les représentants de la société civile et les meilleures compétences des différents partis serait d'un grand secours.

Une des solutions les plus appropriées pour aider à faire prendre conscience à toutes les composantes de notre société de la nécessité et de l'urgence des réformes, notamment les plus douloureuses, consiste de toute évidence à bien répartir «des sacrifices» et de faire en sorte que cela soit bien perçu comme tel. Mais cela ne suffit pas. Il faut impérativement que les débats dans les médias, dont le niveau doit être rehaussé dans la sérénité, mettent l'accent sur la solution de nos problèmes sans compromettre la compétitivité et l'attractivité de notre pays par rapport à nos concurrents. C'est à ce niveau que se pose dans notre pays un grand problème : de nombreux intervenants sur la scène publique oublient de mentionner que nous vivons dans un monde d'hyperconcurrence où les marges de manœuvre des «Etats-nations» pour réguler leur économie et leurs finances se sont réduites notamment par rapport à la période des années soixante du XXe siècle.

Il y va de l'intérêt bien compris de tous les Tunisiens de ne pas détruire notre système de production et notre économie au moment où tous soulignent ses insuffisances et tous reconnaissent tardivement qu'il est impératif d'améliorer grandement «la valeur ajoutée» de tous nos produits, alors que nous prêchions cela- dans le désert et les sarcasmes de certains- depuis les années 1977. Pour trancher et arbitrer équitablement cette avalanche de revendications cumulatives à effet de domino mortifère à un moment où celui qui bénéficie d'un emploi permanent devrait s'estimer heureux, il est impératif de systématiser la comparaison avec ce qui se passe dans les Etats qui nous concurrencent dans nos exportations et avec les Etats qui ont le même revenu moyen par habitant en termes de PPA.

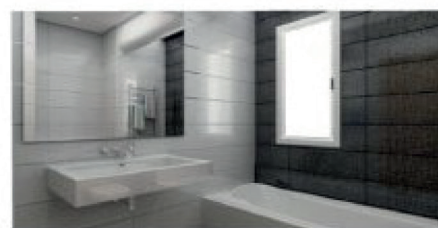
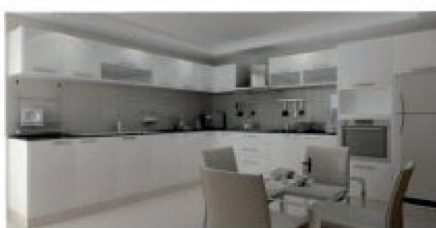
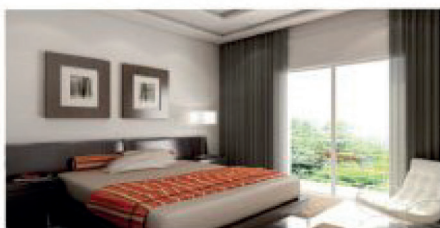
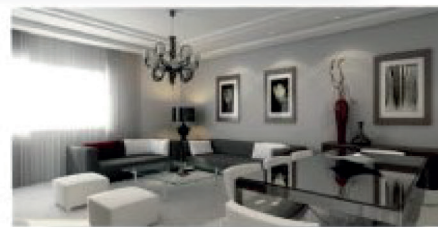
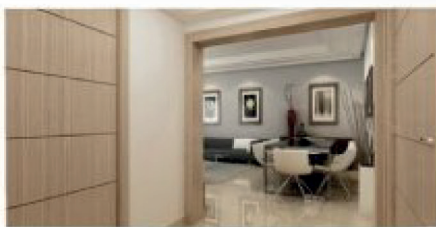
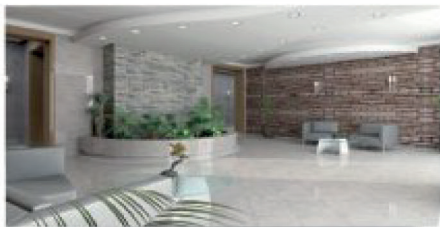
Il est impératif de sortir du cercle vicieux de la surenchère, de fixer et de s'entendre sur un cadre rationnel pour une politique des revenus →



LA PERLE DE CARTHAGE

Un Vrai Bijoux

S+2, S+3
S+4 & S+5



**Un ensemble résidentiel de Haut Standing
situé aux «Jardins de Carthage»**



Pour toute information, veuillez contacter:

La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Tél: 98 255 725 / 94 885 794 / 71 967 123

www.stke-emar.com

acceptable et équitable mais qui ne mette pas en péril la compétitivité de notre pays. Cette compétitivité ne doit en aucun cas être assurée par le niveau des salaires mais également par les impératifs de la bonne gestion et de transparence des entreprises publiques et privées et des administrations centrales, régionales et communales. Nous parlons tous de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption et nous considérons cela comme des impératifs catégoriques pour le salut de notre pays. Passons aux actes. Cessons nos contradictions. Je termine en citant une de ces contradictions qui perdure. Pendant la période du parti unique et dominant, l'opposition critiquait à juste titre la « pratique systématique du « clientélisme » et revendiquait à juste titre aussi une « Tunisie pour tous les Tunisiens ».

Nous avons réussi à instaurer un vrai multipartisme —certes gravement pléthorique— mais certains partis continuent à pratiquer le clientélisme une fois au pouvoir, alors que nous ne pouvons nous en sortir qu'en misant sur les vraies compétences et sur une justice et une administration vraiment indépendantes à tous les échelons. Nous perdons un temps précieux et irrécupérable en discussions et palabres pour mettre au point nos projets de lois, alors qu'avec de la bonne volonté et en se référant toujours à l'intérêt général, on devrait pouvoir accélérer l'adoption de tous les textes fondateurs de la Tunisie de demain et trouver les bons compromis dans le cadre de la confiance réciproque et loin des arrière-pensées partisans et corporatives. Certains pensent que le projet de texte pour l'amnistie des fautes économiques et financières censé contribuer à la relance empiète et fragilise l'instance de « la justice transitionnelle » et on se perd dans des diatribes « crispatrices » amplifiant les méfiances alors que des amendements adéquats et évidents peuvent dissiper les malentendus.

Par ailleurs, il est utile de rappeler que plusieurs amnisties en matière de change n'ont apporté aucun résultat au pays parce qu'elles ont été mal conçues et l'argent a continué à fuir le pays de plus belle. Les modalités de la nouvelle amnistie n'apportent rien de nouveau. En restant telle quelle, cette nouvelle amnistie se traduira encore par un échec comme les précédentes. Il faut donc innover dans les modalités et ne pas avoir peur de prévoir des sanctions très sévères contre ceux qui ne rapatrient pas leurs devises placées illégalement à l'étranger dans les délais impartis, quitte à les autoriser à conserver dans les banques tunisiennes les fonds rapatriés dans des comptes en devises librement utilisables pour leurs nouveaux investissements en Tunisie au cours du prochain plan.

En contrepartie de cette amnistie, les bénéficiaires devraient s'engager à recruter, en vue de stages de formation suivis de recrutement pour un emploi permanent, un certain nombre de diplômés chômeurs depuis plus de deux ans. Le nombre dépendra de l'importance de ou des entreprises de l'intéressé sous le contrôle de l'administration des affaires sociales et de l'organisation patronale à laquelle adhère le bénéficiaire de toute amnistie. Il faut sortir de la routine habituelle, faire preuve de détermination et d'imagination, sortir des sentiers battus et expliquer clairement à haute et intelligible voix ce que l'on fait et pourquoi on le fait dans une économie mondialisée où les règles ne sont pas toujours en faveur des pays comme le nôtre et où il n'y a de place au soleil que pour la performance et l'innovation dans une société mondiale de consommation en crise perpétuelle. ■

R.S.



■ Par Ahmed Bouzguenda
Président de l'IACE

Tourisme, investissement et décentralisation

1) Le tourisme : plusieurs unités seront dans l'obligation de fermer à partir de ce mois de septembre. Outre le manque de revenus occasionné pour toute la communauté en général (devises, taxes, fournisseurs, etc.), se posera l'épineux problème du chômage forcé de plusieurs milliers de personnes. Une véritable catastrophe sociale pointe à l'horizon.

Des remèdes pour le court terme ainsi que pour le long terme devront être mis en place. Le secteur en général doit se remettre en question, et se positionner différemment. La Tunisie doit profiter de cette occasion pour faire changer la perception de la destination.

2) Remettre le moteur de l'investissement, véritable vecteur de la croissance, en marche. Les lois et réformes devront voir le jour telles que le code des investissements, la réforme fiscale, la loi PPP, etc.

3) Donner la priorité aux dossiers de la décentralisation, véritable enjeu de la lutte contre les disparités régionales. ■

A.B.



Coming Soon !

S T Y L I S H
D Y N A M I C
P R E M I U M



SSANGYONG

Be yourself !

 SSANGYONG Tunisie

www.ssangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

 **Tunis**
Route de sousse GP1 Km7 2033 Megrine
Tél: 71 42 53 55
Fax: 71 42 52 53

 **Sousse**
Route de ceinture 4022 Akouda Sousse
Tél: 73 34 33 33
Fax: 73 34 32 33

 **Sfax**
Route de Gabes, bvd de l'Environnement km 2,5 Sfax
Tél: 74 28 10 00
Fax: 74 28 10 20

MUSE

photo non contractuelle



34 agences
à votre service
où que vous soyez.

Et maintenant à Rades et Sousse Menchia.



QNB à votre service où que vous soyez.

Notre réseau se renforce de 2 nouvelles agences
pour en compter 34 sur tout le territoire.

qnb.com.tn



■ Par Mohamed Ibrahim Hsairi

Outre la poursuite, sans aucun répit, de la lutte contre le terrorisme qui demeure la priorité des priorités du pays tout entier, je crois qu'au vu des développements qui ont marqué les mois de juillet et d'août, le gouvernement sera appelé, dans les prochains jours, à faire face à nombre de dossiers brûlants, dont en particulier les trois suivants. →

L'antidote requis aux maux de la Tunisie

1/ Le dossier du différend qui oppose le ministre de l'Education au syndicat de l'enseignement de base et qui risque d'entamer le démarrage de la nouvelle année scolaire,

2/ Le dossier de la recrudescence, d'une part, des demandes, parfois aberrantes, des acteurs économiques, et, d'autre part, des revendications, parfois irraisonnables, des forces ouvrières et des salariés. Recrudescence qui peut s'expliquer par les difficultés économiques des uns et des autres, mais qui risque de générer des débordements en cas de persistance de la mentalité destructrice du «chacun-pour-soi»,

3/ Le dossier des conflits qui continuent à opposer les partis dans leur quête de positionnement ou de repositionnement sur l'échiquier politique. Jusqu'ici latents, ces conflits risquent de devenir ouverts, particulièrement si «le gâteau» du pouvoir est mal partagé.

Les multiples enjeux qui sont inhérents à ces trois dossiers viennent s'ajouter aux nombreux problèmes que le gouvernement peine à résoudre. Ils risquent de le contraindre à continuer à focaliser son attention et à concentrer ses efforts sur la gestion du «conjoncturel» au lieu de se pencher sur le «structurel». Ils l'empêcheront ainsi de s'atteler à l'indispensable mise au point puis à exécution des grandes réformes dont le pays a besoin pour sortir de sa difficile situation actuelle. Il est donc impératif pour le gouvernement, afin d'éviter de continuer à faire du «surplace», qu'il sache appréhender ces dossiers rapidement, avec tact et surtout dans le cadre d'une vision claire et globale des besoins impérieux de la cohésion nationale que nous nous devons, plus que jamais, de préserver pour pouvoir affronter les dangers qui nous guettent et les menaces qui planent sur notre pays.

Etant tributaire de l'amélioration tangible des conditions de vie de l'ensemble des Tunisiens, la préservation de la cohésion exigera, de mon point de vue, que le gouvernement déclare la guerre aux pratiques malsaines et aux comportements pervers qui ont prévalu durant les années qui ont suivi le 14 janvier 2011 et qui ont, malheureusement, contaminé la vie nationale par ce que j'appelle «des trois pollutions». Il s'agit, en l'occurrence, de la pollution de notre environnement naturel, de la pollution de notre environnement économique, et de la pollution de notre environnement administratif. Pour venir à bout de la première forme de pollution, c'est-à-dire celle de l'environnement naturel, trois actions d'envergure sont à entreprendre de toute urgence.

Tout d'abord, une véritable campagne de propreté est à mener dans tout le pays (et non pas dans trois villes seulement, comme vient de l'annoncer le ministre de l'Environnement et du Développement durable). Cette campagne, qui doit durer le temps qu'il faudra, aura besoin d'associer les composantes de la société civile et les citoyens. La sortie spontanée des Tunisiens, au lendemain du 14 janvier 2011, pour assurer la sécurité de leurs rues et quartiers, et plus récemment leur participation au «mois de l'école», montrent qu'ils sont prêts à se mobiliser lorsqu'ils sont convaincus du bien-fondé de l'action à laquelle ils sont invités à participer.

Outre qu'elle aura pour objectif de débarrasser nos villes des ordures et des saletés qui ont transformé leurs rues et leurs places en de véritables dépotoirs, elle devra, par la même occasion, ôter les étals anarchiques et mettre un terme à l'occupation illégale des trottoirs et des espaces publics. Parallèlement, et c'est le plus important, il sera nécessaire d'accélérer le processus de l'organisation des élections municipales que certaines parties semblent vouloir, pour des raisons occultes, remettre à 2017 et peut-être au-delà. →

سُوق بآمان و صيف مطمئن



advertise 31.2011.20

« AMI » تمنح حرفائها فرصة الفوز
بسنة من التأمين المجاني
في صورة عدم إرتكابهم حادث خلال صيف 2015.
تتم عملية القرعة و السحب في شهر نوفمبر 2015 بحضور عدل تنفيذ.

تأمينك وأطمئنك

www.assurancesami.com

S'agissant maintenant de la pollution de l'environnement économique, et face à la difficile conjoncture que notre pays traverse en ce moment, et qui risque de s'aggraver par les retombées de la crise sans précédent du secteur touristique, je crois que le temps est venu pour que notre économie prenne un véritable tournant en procédant aux réformes structurelles qui s'imposent et qui soient susceptibles d'assainir l'activité économique par une lutte résolue contre l'économie parallèle, les trafics illicites, la contrebande et le commerce parallèle...

A cet effet, le lancement d'un plan de redressement et de relance est d'une nécessité pressante afin, d'une part, de stimuler la croissance économique et booster l'investissement productif et, d'autre part, sauvegarder le pouvoir d'achat et juguler le chômage.

Par ailleurs, il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour éviter que le différend qui oppose la présidence de la République à l'Instance vérité et dignité ne dégénère, et que la tension provoquée par le projet de loi sur la réconciliation économique ne donne lieu à un affrontement qui portera préjudice à la cohésion nationale.

Certes, il faudra trouver une solution au problème des hommes d'affaires concernés par ce projet de loi, mais le règlement de ce dossier ne devra pas se faire aux dépens de l'Etat et de ses intérêts.

Sur un autre plan, il est nécessaire d'activer la promulgation du nouveau code de l'investissement qui traîne depuis des années sans aucune raison évidente. Il est espéré que cette promulgation permettra de rassurer les acteurs et les partenaires économiques et de les encourager à reprendre leurs investissements et à apporter leur concours à la relance de la croissance économique.

Venons-en maintenant à la pollution de l'environnement administratif.

Là, il faudra, tout d'abord, réhabiliter la valeur du travail qui n'a pas cessé de s'estomper ces dernières années. Pour ce faire, il sera primordial de rétablir, au sein de l'administration même, le respect de la hiérarchie, et le respect des lois. Sans quoi, le gouvernement ne pourra pas mettre un terme au laxisme, à l'irresponsabilité, au désordre et à l'anarchie qui caractérisent la marche d'une grande partie de nos services administratifs.

De même, il sera nécessaire de contenir, sinon de stopper, la corruption qui ne cesse de se développer, de contaminer l'administration et d'altérer l'image de l'Etat tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Aussi, faut-il appliquer la loi avec rigueur et fermeté.

D'autre part, le gouvernement aura besoin de prêter une attention particulière à l'amélioration des services publics (enseignement, santé, transport...) qui se sont lamentablement dégradés ces dernières années. En résumé, je dirai que pour que l'Etat, qui a été sensiblement fragilisé après le 14 janvier 2011, puisse recouvrer son autorité, son prestige et son crédit auprès des Tunisiens, le gouvernement doit faire preuve de capacité de résoudre les problèmes avec efficacité et dans l'équité.

Sans toutes ces actions qui doivent être menées simultanément et avec détermination, il sera impossible de rétablir la confiance des Tunisiens en leur Etat, et de rendre à la société tunisienne son équilibre et sa quiétude. De même, il sera impossible de garantir l'adhésion totale et ferme de toutes les parties prenantes et des forces vives du pays à la nouvelle dynamique de la relance de la croissance économique.

En somme, je dirai qu'un début de concrétisation de l'aspiration des Tunisiens à la dignité, à la justice et à la liberté, aspiration qui a été à l'origine de la «révolution», constituera pour eux un signal fort qui leur redonnera espoir en l'avenir de la Tunisie. C'est peut-être là l'antidote requis pour que le pays puisse sortir du goulot d'étranglement, comme aimerait le dire le président de la République. ■

M.I.H.



Mobilier de Bureaux



Route de la soukra, KM 13,
2036 Sidi Fraj, Tunis - Tunisie
Tél : 71 863 611
Fax : 71 863 592
meubles@interieurs.com.tn
www.interieurs.com.tn

Libre de choisir le Pack qui vous convient le mieux !



Photos non contractuelles. HORS NORMES

« Soucieuse de vous faciliter la vie et vous permettre de gérer votre compte d'une manière simple, rapide et moderne, la Banque de Tunisie vous offre des produits et des services répondant à toutes vos attentes à des tarifs avantageux.

Que vous soyez salarié du privé ou fonctionnaire de l'Etat, il y a toujours un **"PACK LIBERTÉ"** en parfaite corrélation avec vos besoins et vos revenus ».

Pour découvrir le pack qui vous convient le mieux rendez-vous à votre agence Banque de Tunisie.

 **PACK LIBERTÉ GOLD**

 **PACK LIBERTÉ SILVER**

 **PACK LIBERTÉ**

Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn



Rompre avec l'hésitation, l'attentisme, le provisoire et les demi-mesures



■ Par Tarak Cherif
Président de la CONECT

La situation économique en Tunisie ne fait malheureusement que se dégrader d'année en année et de trimestre en trimestre au cours des cinq dernières années. →

Jamais la Tunisie n'a réalisé des taux de croissance nominale aussi médiocres que ceux enregistrés au cours du premier et du deuxième trimestre de l'année en cours et qui sont respectivement de 1,7% et 0,7%. La croissance réelle est en fait négative. Au vu de ces résultats et des perspectives inquiétantes pour le reste de l'année et même pour 2016, je considère que des décisions audacieuses s'imposent. Nous devons changer d'approche, affronter les problèmes et prendre les décisions adéquates avec la célérité et la fermeté requises !

Nous devons rompre avec l'hésitation, l'attentisme, le provisoire et les demi-mesures. La situation impose des solutions radicales !

Aucun objectif ne sera atteint, surtout en matière d'emploi et de développement, en l'absence de solutions, de décisions et de mesures audacieuses !

Pour les prochains jours, je considère personnellement qu'à côté de la sécurité qui doit constituer pour nous tous un souci majeur et continu, les trois dossiers les plus brûlants qui ne peuvent tolérer de report ou encore d'attentisme sont les suivants :

- La relance de l'économie
- La réconciliation générale
- L'économie parallèle, la contrebande et l'évasion fiscale

Les enjeux sont vitaux !

En ce qui concerne l'investissement, le contexte n'a connu aucune amélioration depuis 2011. Au contraire, l'absence de visibilité, les tensions sociales, les perturbations du travail, la lenteur administrative, l'absence de réactivité et de mesures adéquates continuent à marquer l'environnement des affaires dans le pays ! Des mesures liées au partenariat public-privé (PPP), au nouveau code des investissements et à la refonte du système bancaire et de financement, qui auraient pu introduire la dynamique tant recherchée, tardent toujours à être mises en place. Tout est renvoyé à des débats et dialogues qui ne démarrent toujours pas ou qui sont avortés avant même leur lancement !

Pire encore, l'annonce de réformes et de mesures sans suivi a contribué à l'aggravation des attitudes d'attentisme et d'hésitation ainsi qu'à l'absence de visibilité. Quant à la réconciliation, il y a lieu de remarquer que cinq ans après la révolution, aucun résultat concret n'a été enregistré, le problème demeure entier, les blocages continuent et la valeur d'une proportion importante des biens concernés ne fait que se dégrader avec le temps et le laisser-aller. Le pays a ainsi été privé d'importants moyens de création de richesses et d'emplois qui auraient pu profiter à la communauté nationale, indépendamment de l'issue de ces affaires. Concernant l'économie parallèle, le laxisme, le laisser-aller, les interférences des intérêts de certaines parties et l'absence de sanctions appropriées ont été à l'origine du développement dangereux de ce fléau et, plus grave encore, de la contrebande et de ses rapports avec le terrorisme. Le problème a pris une ampleur telle qu'on se demande si l'on peut encore parler d'économie structurée dans des secteurs où le parallèle accapare désormais 50%, 60% de l'activité, voire plus !

L'on peut aisément imaginer les conséquences sur le manque à gagner pour la collectivité au niveau des droits, taxes et impôts, des investissements et des créations de projets et d'emplois. Ce qui est encore frappant est que dans un pays à court de moyens financiers, on tolère encore les circuits parallèles, le commerce anarchique, la contrebande et l'évasion fiscale à travers des systèmes de forfait qui ne trouvent nullement de raison d'être ! Aussi dans un pays qui construit pour la transparence, la bonne gouvernance et l'efficacité, l'Etat continue encore à soutenir des entreprises publiques en difficulté et à faire supporter à la communauté les conséquences de choix inappropriés et de mauvaise gestion. →

Des solutions radicales, audacieuses

Des solutions appropriées existent et ont toutes une caractéristique commune: l'audace !

Nous devons sentir et vivre au concret cette volonté de changer, d'affronter les problèmes et de mettre en place les solutions appropriées même si elles s'avèrent parfois et dans une phase transitoire difficiles ou douloureuses !. La rentrée constitue une opportunité pour annoncer les premières décisions de ce genre. L'opinion publique est consciente de la gravité de la situation et de la nécessité d'agir autrement. Le gouvernement doit agir avec la célérité et la rigueur requises. C'est ainsi que le nouveau code des investissements doit être promulgué au plus tôt et avant la fin de l'année en cours, le PPP doit aussi être mis en place avec les premiers projets, les fonds régionaux d'investissement et non les banques régionales pour booster la création d'entreprises dans les régions, la restructuration des entreprises publiques, la réforme de l'administration et la révision profonde des procédures administratives dans le sens de la simplification et la célérité. Il y a lieu aussi de clarifier l'initiative relative à la réconciliation économique et financière afin qu'elle soit engagée dans la transparence totale, le respect des choix et des lois du pays et surtout la sauvegarde des intérêts légitimes de la collectivité nationale dans la récupération de ses droits et de ses biens. Aussi il convient de consolider cette orientation par une réconciliation générale qui concerne tous les Tunisiens quel que soit leur statut, des chefs d'entreprise ou des individus.

Si l'on parle aujourd'hui de réconciliation avec ceux qui se sont approprié injustement des biens publics, si on cherche des solutions aux banques en difficulté ou des secteurs sinistrés, à l'instar du tourisme, ne faut-il pas penser aussi aux chefs d'entreprise et aux citoyens qui, pour des raisons souvent indépendantes de leur volonté, se sont trouvés face à des engagements bancaires ou vis-à-vis du fisc ou de la Cnss auxquels ils ne peuvent faire face?. Ceci est d'autant plus vrai que des entreprises ont préféré, malgré les pressions de l'environnement et de l'informel, continuer à travailler dans le contexte légal et structuré et ont ainsi sauvé des entités économiques dont le pays a grandement besoin, surtout pour réussir son développement intégré, responsable et durable. Un cadre juridique adéquat à une telle mesure contribuerait certainement à consolider sensiblement le contexte d'incitation au travail et à l'initiative que nous cherchons à développer dans notre pays.

Au plan social, le pays ne peut continuer à vivre ces tensions continues qui perturbent toute l'activité économique et découragent toute initiative d'investissement ou de créations de nouvelles entreprises. L'apaisement social et non la trêve est d'une nécessité absolue. Il doit résulter d'un consensus entre les parties prenantes. Au sujet des recettes de l'Etat, les possibilités d'amélioration sensible existent. L'effet est aussi rapide. La lutte contre l'économie parallèle et la contrebande, qui représentent en moyenne pas moins de 54% de l'activité économique, par des mesures rigoureuses et adaptées de contrôle aura un effet direct et immédiat sur les recettes de l'Etat. La révision des régimes forfaitaires et des régimes spéciaux dont bénéficient certaines professions permettrait non seulement d'améliorer les recettes de l'Etat mais aussi de garantir une plus grande justice et équité entre les contribuables. Si la volonté est assurée, toutes ces mesures pourraient entrer en application et avoir leur effet avant la fin de l'année en cours. Nous devons tendre vers un système où la protection des intérêts des individus, des investisseurs, des chefs d'entreprise et de nos partenaires est assurée exclusivement par la loi et sa bonne application, loin des interférences, quelles que soient leur nature ou leur origine. C'est la caractéristique fondamentale des économies modernes et évoluées et leur atout majeur. Avec les transitions qu'elle vit, la Tunisie est digne de faire partie de ce peloton de pays. ■

T.C.



■ Par Sami Zaoui
Ancien Secrétaire d'Etat
aux TIC (2011), associé
Cabinet EY Tunisie

L'insécurité, le désœuvrement des jeunes et la tension dans le Sud et l'Ouest tunisiens

Sur le plan de la sécurité, l'année 2015 est l'année la plus sanglante qu'ait connue la Tunisie au cours des trente dernières années. Or, l'insécurité physique agit sur les personnes comme un frein au développement personnel et à l'épanouissement, limitant ainsi la prise d'initiative et la confiance en l'avenir. Concernant les entreprises, elle agit comme une barrière à l'investissement, du fait de l'incertitude forte sur la pérennité de cet investissement. En un mot, l'insécurité est un facteur important de blocage de la société. J'ai préféré évoquer le désœuvrement des jeunes, plutôt que la situation de chômage qu'ils subissent, notamment ceux qui sont diplômés. Imaginez l'impact psychologique négatif que peuvent avoir sur tout individu, a fortiori s'il est jeune, les heures, les journées, les mois qui passent sans que sa situation professionnelle ne connaisse la moindre évolution. Cette situation peut-elle perdurer ? Je ne le crois pas et il serait dangereux d'accepter cette situation comme une fatalité.

La tension est vive dans de nombreuses régions de la Tunisie, qui correspondent, sans surprise, aux régions intérieures. Tensions sécuritaires ou sociales certes, mais également tension généralisée, du fait d'un sentiment largement répandu auprès des habitants de ces régions qu'ils sont des citoyennes et des citoyens de second rang. Là aussi, des réponses fortes doivent être apportées à cette situation. Je souhaiterais appréhender les enjeux sous un angle qualitatif. La Tunisie fait face aujourd'hui →

Epargnez et offrez-vous le meilleur crédit.



www.atb.tn



Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE
Plus d'informations en agence et sur www.atb.tn

Des professionnels à l'écoute



ATB

البنك العربي لتونس

à trois défis majeurs, et il va falloir relever ces défis très rapidement car ils sont potentiellement fortement déstabilisateurs pour la Tunisie. Le premier enjeu est la restauration de l'Etat dans ses prérogatives et la réhabilitation de son image auprès des Tunisiens. Sans Etat, c'est l'anarchie assurée ! Il y a beaucoup de signes qui montrent qu'aujourd'hui, l'Etat n'est plus suffisamment respecté en Tunisie. Le développement phénoménal de la contrebande, du marché parallèle, de la fraude fiscale, sont des signes que l'Etat n'est plus perçu, par de nombreuses personnes, comme l'entité qui régit les relations entre les citoyens, régule, arbitre, sanctionne. La contestation (parfois violente) de la moindre réforme envisagée par nos gouvernants est un autre signe inquiétant : pourtant, nous avons choisi nos députés et nos dirigeants de façon libre et à travers un processus démocratique. Laissons-les donc légiférer et gouverner ! Or, de trop nombreuses initiatives sont contestées par des groupes de personnes et des organisations qui affichent leur refus de telles réformes, souvent avec de l'insolence et de la désinvolture. Le second enjeu porte sur l'unité du pays. Aujourd'hui, trop de Tunisiennes et de Tunisiens ont le sentiment de ne pas être entendus, voire, disons-le, d'être abandonnés. Ce sentiment d'abandon est réel et nous voyons se développer des lignes de démarcation entre différents groupes de citoyens : Nord/Sud ; régions de l'intérieur/côte ; jeunes/moins jeunes ; travailleurs/chômeurs ; riches/pauvres. Il est difficile de préserver l'unité du pays si une trop grande partie de la population estime appartenir à une catégorie négligée ou défavorisée. La confiance en l'avenir est le troisième enjeu auquel fait face la Tunisie. Aujourd'hui, pour de très nombreux Tunisiens qui souffrent, le principal moteur de la vie est de croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Il est capital que cette confiance en l'avenir soit maintenue, voire renforcée.

Il est bien entendu encore plus capital qu'elle trouve sa traduction dans les faits, et que la situation personnelle, familiale, professionnelle des Tunisiens ne se dégrade plus et prenne le chemin de l'amélioration. L'énergie de tous, citoyens, société civile, partis politiques, parlement, gouvernement, structures de l'Etat ... doit aujourd'hui être orientée de manière à répondre à ces enjeux.

Dix programmes-solutions

Quand un malade a une fièvre à 40 degrés, le médecin se doit de traiter en parallèle le symptôme (la fièvre) et l'origine du mal. Aujourd'hui, les solutions à mettre en œuvre en Tunisie doivent traiter la fièvre, à travers des réponses à court terme, et bien entendu le mal, à travers des solutions structurelles. La fièvre, ce sont le désœuvrement des jeunes, le sentiment d'exclusion de nos concitoyens des régions intérieures, le manque de respect des institutions de l'Etat ... Quelles solutions dites-vous ? En voici quelques-unes, sous forme de dix programmes, qui peuvent être enclenchées au cours des tout prochains mois. Avec proposition de financement à la clé. Certains programmes pourraient vous paraître difficiles à mettre en œuvre, mais croyez-moi, les Tunisiens ont aujourd'hui besoin de rêver puis de voir leurs rêves se réaliser. Alors, sachons surmonter les difficultés de mise en œuvre et être à la hauteur des attentes de nos concitoyens.

Programme 1 : le recensement de l'ensemble des immeubles et terrains en zones urbaines. Ce programme se déroulerait sur 3 ans et consisterait à recenser, ville par ville, quartier par quartier, rue par rue, l'ensemble des terrains, maisons, appartements, bureaux, commerces ... Les résultats de ce recensement seraient informatisés, et les résultats seraient alors exploités, notamment pour assurer une meilleure perception des taxes municipales.

Le financement pourrait être assuré exclusivement au niveau local : recouvrement effectif des taxes municipales, augmentation du montant des taxes municipales (savez-vous que certaines taxes n'ont pas été augmentées depuis plus de quinze ans ?), perception des droits d'occupation des trottoirs par les cafés et les commerçants ...

Programme 2 : la réhabilitation des villes. Si le Tunisien vit aujourd'hui dans des quartiers à l'esthétique douteuse (je ne parle pas d'hygiène, c'est un autre sujet), c'est à contrecœur. Pourquoi ne pas lancer un programme de réhabilitation sur trois ans de l'ensemble des villes de Tunisie ? Réparation ou création de trottoirs, aménagement d'espaces verts, plantation d'arbres, harmonisation de la signalétique, clôture des terrains non bâtis, peinture des immeubles et clôtures ... Ce programme pourrait occuper plusieurs milliers de personnes et pourrait être financé par les mêmes fonds que le programme précédent.

Programme 3 : de Tunis vers le « hors Tunis ». Aujourd'hui, la capitale concentre la totalité des agences et offices de l'Etat ainsi que la totalité des sièges des entreprises publiques. Serait-il aberrant d'envisager que le siège de l'Office du tourisme soit à Hammamet ? Et celui de l'Office de l'huile à Mahdia ? Et celui de l'Office des céréales à Béja ? Et les sièges ou services centraux des entreprises publiques à proximité des lieux de production ? Bien entendu, il s'agit d'un changement qui bouscule de nombreuses habitudes et dont la difficulté de mise en œuvre est parfois élevée. Mais un tel projet reste tout à fait en ligne avec la volonté affichée par tous d'un meilleur équilibre régional. Le financement pourrait être assuré par la vente des terrains et bureaux situés dans la capitale.

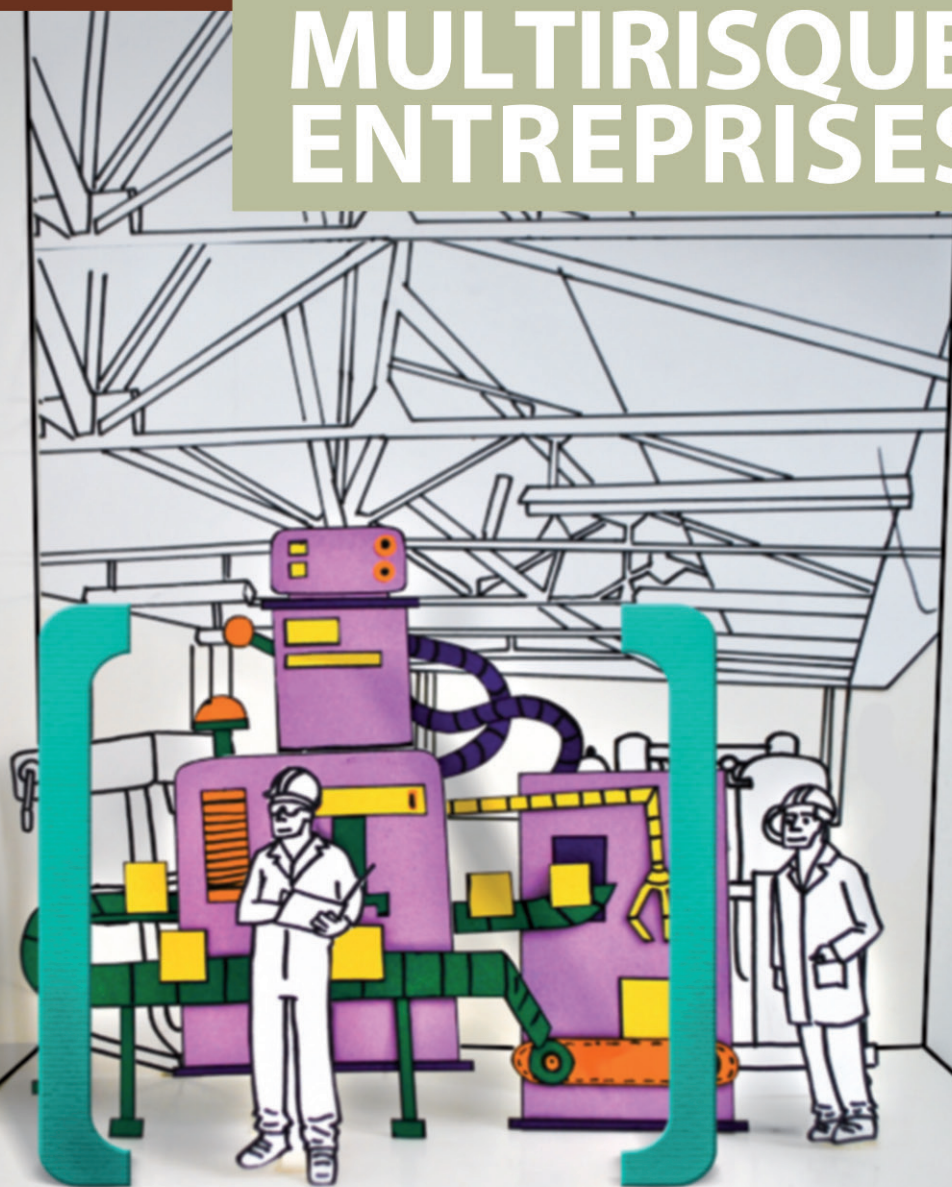
Programme 4 : des « quick wins » pour l'administration électronique, autrement dit, des actions concrètes dont les résultats sont perçus très rapidement. Des sites web dynamiques pourraient être développés pour l'ensemble des ministères et agences publiques, à travers lesquels tout usager pourrait déposer électroniquement sa demande et suivre l'avancement du traitement de son dossier. Des accès directs pourraient également être accordés aux usagers pour éditer des documents administratifs. Un programme d'amélioration des applications de télédéclarations pourrait également être lancé. Ces quick wins permettraient d'employer des centaines de personnes (informaticiens et non informaticiens) et seraient auto-financés (à terme) car les services d'administration électronique seraient payants et coûteraient bien moins cher que le temps et les dépenses d'un déplacement physique !

Programme 5 : 18 mois pour désengorger les tribunaux. Aujourd'hui, la Justice tunisienne souffre d'un véritable engorgement, qui se traduit par des retards à tous les niveaux. Pourquoi ne pas lancer une opération « coup de poing » de rattrapage de ces retards, pour le bien de tous : citoyens, magistrats, avocats et agents ?

Je ne viens de citer que quelques exemples de programmes à forte employabilité. La numérisation du fonds documentaire de la Bibliothèque nationale, la numérisation de la carte foncière de la Tunisie, la numérisation de la Conservation foncière, la Conservation des eaux et des sols, autant de programmes qui seraient également éligibles. Leur mise en œuvre nécessiterait le recours à des sociétés privées, qui bénéficieraient d'une commande publique pour la réalisation de missions clairement définies. ➔

CHARIKATY

MULTIRISQUES ENTREPRISES



GREY

PROTÉGEZ LE PATRIMOINE DE VOTRE ENTREPRISE.

Assurez la pérennité de votre entreprise au quotidien !

CARTE ASSURANCES vous propose son contrat d'assurance Multirisques Dommages

CHARIKATY : une couverture complète de votre entreprise en cas d'incendie, d'explosion, de vol, des dégâts des eaux. ...

Vous disposez, par le biais d'un seul et même contrat, de garanties indispensables et performantes, conformes à vos besoins.

Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.



LeeBoy

985



LOADING



100%

SOTUDIS
Chemin de réussite

▶ N° Vert 80 10 25 25

www.sotudis.com.tn

Certains pourraient objecter que les ressources financières n'existent pas. Je répondrai que certains programmes seront autofinancés. Je répondrai également qu'un budget de 600 millions de dinars (soit 2% du budget de l'Etat) permettrait de verser un salaire de 500 dinars par mois à 100 000 personnes. Je dis bien salaire, c'est-à-dire la contrepartie d'un travail effectif !

Programme 6 : 1 stagiaire pour 10 employés. Pourquoi ne pas revenir à l'esprit de solidarité que nous avons connu en 2011 ? Les entreprises privées pourraient alors, à titre volontaire bien entendu, recruter des stagiaires, en sus des recrutements qu'elles prévoient déjà de réaliser dans le cadre normal de leur activité. Au cours des 18 mois qu'il passerait dans l'entreprise, le stagiaire bénéficierait d'une première expérience dans son domaine d'études (comptabilité, gestion des stocks, gestion de la production...), expérience qui sera son passeport pour poursuivre sa vie professionnelle.

Programme 7 : plus que des procédures administratives utiles et intelligentes. Un travail approfondi de simplification des procédures administratives devrait être finalisé, avec pour objectif de supprimer toute autorisation ou procédure ou encore contrainte administrative non justifiée. Croyez-moi, son impact sur le lancement de projets ou sur la vie des entreprises et des citoyens serait direct. Il semblerait que ce travail de simplification a déjà été entamé. Pourquoi donc s'est-il enlisé ?

Programme 8 : la réforme de l'administration centrale. La structure de l'administration centrale actuelle est le prolongement de l'administration qui a été mise en œuvre post-indépendance. C'est une réalité que nous devons reconnaître et qui doit nous interpeller. Le monde a-t-il à ce point peu changé pour justifier un tel immobilisme ? Certainement pas.

Un tel projet permettrait de procéder à des recrutements là où les besoins existent (notamment dans la santé) et à des diminutions d'effectifs (notamment en ayant recours à des redéploiements de personnels ou pré-retraites) dans les cas de sureffectifs.

Programme 9 : la mise en œuvre de la décentralisation prévue dans la Constitution de 2014. Rien que montrer que le processus de mise en œuvre est lancé, notamment en déclinant les grands axes de la réforme, serait interprété favorablement par les régions qui souffrent de l'excès de centralisation du système actuel.

Programme 10 : la refonte des relations de travail. Trop d'anomalies continuent à régir les relations de travail en Tunisie. J'en citerai deux pour illustrer mon propos. Dans de nombreux secteurs ou entreprises, les droits des salariés ne sont pas respectés, notamment au niveau de la couverture sociale.

Par ailleurs, le contrat à durée indéterminée dans sa conception actuelle est dépassé. N'est-il pas temps de réfléchir sérieusement à un meilleur équilibre entre droits du salarié et flexibilité du travail ? Les partenaires sociaux ont aujourd'hui une belle carte à jouer pour redonner un message d'espoir. Je ne souhaiterais terminer sans évoquer un sujet qui mérite la plus grande attention. Le 26 janvier 2014, jour du vote de la Constitution de la deuxième République, a été un moment fort pour des millions de Tunisiennes et de Tunisiens.

Probablement parce que nous étions nombreux à croire que la Tunisie tournait la page de la dictature et du mépris et que s'ouvrait celle du respect des citoyens et du droit. Cette Loi fondamentale qu'est la Constitution est un socle sur lequel va se construire la Tunisie des prochaines décennies. Que tous, représentants du peuple, gouvernants, société civile, citoyennes et citoyens, s'engagent à respecter l'esprit et le texte de la Constitution. C'est une des conditions de la réussite de la Révolution.■

A.B.



Mobilier de Bureaux



Route de la soukra, KM 13,
2036 Sidi Fraj, Tunis - Tunisie
Tél : 71 863 611
Fax : 71 863 592
meubles@interieurs.com.tn
www.interieurs.com.tn

Istiklal, premier patrouilleur 100% tunisien

Les secrets d'un pari tenu et le sens d'une forte symbolique





Mais qu'est-ce qui a pu inciter la Marine nationale tunisienne à prendre le risque de s'aventurer dans pareil projet et d'y entraîner ses partenaires du secteur privé ? Le goût de relever des défis ou la détermination à engager une industrie militaire performante et compétitive et d'y réussir ? Tout à la fois. Le premier patrouilleur 100% tunisien arbore fièrement le pavillon national hissé par le président Caïd Essebsi à la base navale de La Goulette. →

Le nom qui lui a été choisi, Istiklal (Indépendance), porte une double symbolique. Celui du premier navire militaire hérité de la France au lendemain de l'indépendance qui a servi d'école à la première génération de nos forces navales, avant qu'il ne prenne un congé définitif. Mais aussi et surtout celui de la capacité autonome de concevoir, construire, équiper et armer le prototype d'une série pur-sang, promise à un grand avenir tant pour répondre à nos besoins qu'à s'exporter au profit de nombre d'autres pays. Le chef d'Etat-major de la Marine nationale, l'Amiral Khammassi, qui y a parié, à de quoi être fier. Et il n'est pas le seul. Le ministre de la Défense, Farhat Horchani, qui a suivi de près son aboutissement, toute la Marine, mais aussi l'Académie navale de Menzel Bourguiba, la société SCIN (Groupe El Badr), pionnière et leader, qui l'a réalisé, y ralliant d'autres fournisseurs tunisiens spécialisés. Cette première concrétisation est édifiante.

«La Marine nationale y a consacré ses meilleures ressources d'ingénierie pour boucler le projet, en un temps record (18 mois), au meilleur coût et réduit à 60% des prix sur le marché international»,



souligne à *Leaders* le Commandant de Vaisseau Major Zouheir Jendli. Et de préciser : «*En toute conformité avec les normes internationales (certification Veritas). Les spécialistes en architecture navale ont eu l'occasion de faire montre de leurs talents, pour la première fois. Les informaticiens ont développé l'ensemble des applications pour concevoir les systèmes et outils de navigation et de commandement. S'il fallait acquérir ces logiciels pointus, il aurait fallu déboursier près de 800 000 DT et payer des royalties pour chaque nouveau navire similaire. Imaginez alors l'économie réalisée pour le budget de l'Etat*». Une performance sur toute la ligne.

Encore plus de performances

Les élèves de l'Académie navale ont planché, en projets de fin d'études (PFE), sur nombre de plans, systèmes et solutions innovantes. La SCIN, dirigée par Abdesslem Ben Ayed, qui compte à son palmarès les bacs de Djerba et de La Goulette, mais aussi deux *louns* pour Kerkennah, a mobilisé ses meilleures équipes. Tous ont travaillé en une seule équipe, cohérente, harmonieuse et motivée, dans un esprit patriotique d'excellence. «*Relever ce défi en commun a été pour nous une grande expérience*, déclare à *Leaders* M. Ben Ayed. *Déjà, les résultats sont édifiants pour un prototype. Mais dès que sera lancée la production en série, nous ferons encore mieux: les délais seront réduits (90 000 heures de travail de mars 2013 à juillet 2015), les achats mieux négociés, et les prix*





Marine nationale – SCIN : un PPP réussi

La réussite est souvent une œuvre à plusieurs. En choisissant pour partenaire la SCIN, la Marine nationale a initié un partenariat public-privé, enrichi par le concours de l'Académie navale. La SCIN a été créée en 1925 dans le port de Sfax par W. L Tery, ancien cap-hornier, et figure officiellement au registre du commerce de Sousse sous le n° 13. A cette époque, l'activité principale de la SCIN tournait autour de la réparation navale, les navires faisant escale plusieurs semaines au port de Sfax en profitaient pour faire divers travaux d'entretien. La SCIN a par la suite servi d'appui logistique et d'entretien aux autres activités développées par W. L Tery à partir de Sfax dans le sauvetage en mer et le remorquage. Bombardés pendant la Seconde Guerre mondiale, les ateliers furent reconstruits sur le terrain occupé actuellement entre le port et l'ancienne plage de Sfax. La SCIN se diversifie alors grâce à la nouvelle activité industrielle liée à l'extraction et la transformation du minerai de phosphate à Mélaoui puis Sfax et Gabès.

Après l'indépendance, la SCIN participe à l'effort de modernisation du pays et est présente que ce soit dans le pétrole, le phosphate, l'eau (Sonede, Onas) ou encore les nouvelles cimenteries. Faisant face aux besoins et assumant son ambition, la SCIN grandit avec une surface d'ateliers couverts de plus de 8 000 m² à ce jour. Son personnel qualifié a fait sa réputation et la gestion de la société a toujours su s'adapter aux techniques les plus modernes avec pour exemple l'utilisation du premier poste à souder électrique en Tunisie (conservé au magasin de la SCIN).

Dans les années 80 du siècle dernier, les dirigeants de la société, conduits par Abdesslem Ben Ayed, décident de relancer la construction navale avec la confection de chalutiers, thoniers, bateaux de services, etc. Cette activité va déboucher sur la construction des ferry-boats de Ajim/Jorf et Radès/Goulette à partir de 1988. Pour la liaison Sfax/Kerkennah, la SCIN se verra confier la construction «clés en main» du «Kerkennah» de 56m de long puis du «Cercina» de 85m de long. Tous les navires construits par la SCIN sont livrés «clés en main» : études, contrôles, achats, construction, essais et classification par les organismes internationaux.

En 1981, la SCIN participe à la création de Pireco pour la réalisation de contrats industriels dans le secteur pétrolier (plateforme Serept, usines British Gas, pipelines, etc.) ou dans les centrales électriques (General Electric, Ansaldo...) ou encore l'usine Tifert (acide sulfurique) et n'a cessé de lui apporter son soutien pour la partie construction métallique. ■

encore plus comprimés. Nous sommes très mobilisés pour aller encore plus de l'avant.»

«Il a tout d'un grand»

Le bâtiment militaire naval, de 26.5 m de longueur et 5.8 m de largeur, est dédié à la surveillance côtière, pour défendre la souveraineté nationale, préserver les eaux territoriales de toute intrusion, lutter contre la pêche illicite et l'infiltration du terrorisme par voie maritime et s'opposer à l'émigration clandestine. Il affiche des potentialités remarquables avec un déplacement de 80 tonnes, un équipage de 12 personnes, une distance franchissable de 600 miles marins et une vitesse allant jusqu'à 25 nœuds. Son système de propulsion en moteur hydrojet Rolls Royce aligne ce qui constitue la dernière pointe de la technologie. Un véritable petit bijou qui répond judicieusement à nos besoins, en renfort au reste de la flotte de la Marine nationale. Avis aux connaisseurs dans les pays amis qui gagneraient à s'en équiper. ■



Brigade canine de la Garde nationale

L'effet de surprise qui fige, le flair qui débusque

Terrorisme, criminalité, mines, stupéfiants, incendies et catastrophes : ils sont en première ligne. Jadis limités à la sécurisation des stades, festivals, meetings et déplacements officiels, les chiens de la Brigade canine sont désormais en tête d'assaut. Soutien aux unités spéciales dans la traque des terroristes et autres criminels, recherche de produits stupéfiants, détection d'explosifs, recherche de victimes en montagne, incendies, inondations et autres, ou simples patrouilles de surveillance : ils sont de plus en plus sollicités. Le régiment de la Brigade canine de la Garde nationale s'impose en unité de référence. Comment sélectionner ces chiens, les dresser, s'en occuper et les lancer dans des opérations ? Qui sont les maîtres-chiens, où sont-ils formés, quelles relations entretiennent-ils avec leurs chiens pour pouvoir obtenir d'eux ce qui est exigé ? Voyage au cœur d'un univers exceptionnel. Les coulisses d'une réelle performance sans cesse renforcée.. →

■ Par Taoufik Habaieb

■ Photo : Ons Abid, en exclusivité pour Leaders





L Aboiements ! Dans l'immense caserne d'El Aouina, quartier général de la Garde nationale, le régiment de la Brigade canine est facile à retrouver. Bien qu'éloigné de l'entrée, il suffit de suivre les aboiements des chiens pour le situer. Sécurisé, pas facile d'y accéder. Chenil, terrains d'entraînements, bâtiments pour les équipes, clinique vétérinaire, parkings aménagés pour les véhicules prêts au départ et bureaux : centre de commandement, d'entraînements et QG à la fois. Les moyens sont modestes, mais la détermination est très forte. Les résultats sont là : édifiants. Un très haut niveau d'instruction et une grande capacité d'intervention qui rivalisent avec de prestigieuses unités similaires de par le monde.

Chef du régiment, le colonel Nabil Barka, qui aligne 18 ans de carrière, garde le profil modeste. *«C'est le patriotisme et l'enthousiasme qui animent l'ensemble des équipes, confie-t-il à Leaders. Créé début 1987, sous forme embryonnaire, le régiment, fort aujourd'hui de plus de 100 personnes et disposant de 130 chiens, déploie son réseau sur l'ensemble du territoire avec une dizaine de centres régionaux. Aujourd'hui, nous sommes sollicités de partout, toutes les unités sécuritaires connaissent la compétence de nos équipes et les appellent en renfort. Dans les opérations les plus délicates, nous avons toujours assuré, avec excellence, comme dans toutes les autres».*

«L'irruption d'un chien d'attaque ou de traque dans un lieu d'assaut et l'effet de surprise qu'il crée tétanisent immédiatement le terroriste. Il finit toujours par baisser les armes et se rendre», affirme le colonel Hafnaoui Saadani. Engagé au Chaambi avec les unités spéciales de la Garde nationale (Usgn) et l'armée, il sera parmi les tout premiers à sauter sur une mine. Bien que grièvement blessé, il avait hâte de retourner au combat, encore plus motivé, encore plus déterminé pour s'attaquer aux terroristes.

Une sélection rigoureuse et un engouement pour le jeu

La sélection des chiens est très rigoureuse. Pour fournir ses différentes unités spécialisées sur le marché international, l'Etat tunisien lance un appel d'offres, nous explique Colonel Saadani. L'éleveur retenu, souvent en Europe, prépare des bergers allemands ou belges (malinois) de six mois à un an d'âge et c'est une commission →





comprenant notamment le chef du régiment ou l'un de ses adjoints ainsi que le médecin vétérinaire qui se rend sur place pour procéder à la sélection. Outre les différents critères usuels, les acquéreurs vérifient l'engouement de chaque chien pour le jeu, un élément fondamental dont nous comprendrons l'importance.

Tout le travail de recherche - détection d'explosifs, armes et drogue - est en effet fondé sur cette faculté. Qu'est-ce qui motive en fait un chien ? La nourriture ? Il mange convenablement selon un régime alimentaire bien réglé. La reconnaissance de son maître ? C'est acquis, mais ça ne suffit pas. C'est en fait le jeu. →







Tout est dans le boudin

Chaque chien aime jouer et avoir son jouet. C'est ce qu'on appelle la poupée, qui est en fait une sorte de boudin. Une petite serviette éponge blanche, bien enroulée, et tenue à chaque extrémité par une sorte de scotch, lui sert de jouet. C'est ce dont raffole le chien et c'est ce qu'il recherche. Le principe acquis, il va falloir passer à l'application.

Celle-ci consiste à imbiber chaque boudin de l'odeur d'une drogue particulière, d'un explosif, d'une arme. Dans son bureau, le Colonel Nabil Barka dispose d'un coffre-fort ultrasécurisé où il conserve des quantités réduites de stupéfiants et d'explosifs. Les stupéfiants sont obtenus auprès de la justice en prélèvement des saisies effectuées. Chaque jour, de menues quantités, rigoureusement consignées dans un registre, sont utilisées dans des flacons avec des bouchons en toile transpercée (pour laisser échapper l'odeur). Ces flacons sont placés dans des boîtes métalliques où sont rangés les boudins. La règle veut que ces boudins soient très propres. Lavés à l'eau sans le moindre savon, dans une machine à laver, pour garder leur odeur neutre et rarement réutilisés, ils seront imbibés de l'odeur du type de stupéfiant ou d'explosif choisi pour chaque entraînement. Le chien s'habitue ainsi à cette odeur qu'il associe désormais à son joujou. Chaque fois qu'il se lance à détecter une arme, des explosifs ou de la drogue, c'est en fait son jouet qu'il cherche, guidé par l'odorat.

Cette superbe explication est instructive. On comprend alors le fonctionnement de base. Mais, ce n'est pas encore terminé. A chacun sa spécialité, précise à Leaders le capitaine Lotfi Ghrissi. Un chien spécialisé en détection d'explosifs est différent de celui qui détecte les stupéfiants. ➔





Pour la drogue, le chien doit gratter jusqu'à déterrer le butin. Quant aux explosifs, une fois repérés, il doit juste se figer et ne rien toucher. Au moindre geste, il risque en effet de déclencher le mécanisme d'explosion.

Spécialiste en explosifs, le Commandant Hichem Alaya le confirme : « *A force de formation intensive et d'entraînements assidus, nous dit-il, nos équipes réalisent d'édifiantes performances dans la détection d'armes et d'explosifs. A tel point qu'elles deviennent partie intégrante des unités spéciales et brigades d'intervention.* »





De la familiarisation...

«On ne vient pas à la Brigade canine par hasard, souligne à Leaders Samir, 35 ans, maître-chien. C'est d'abord une passion, un amour du chien, un amour de la patrie. La relation est importante, de part et d'autre. Fort de ses 15 années d'expérience, dont 12 au régiment, de ses multiples stages en Europe dans des centres d'excellence de grande renommée, il s'applique à multiplier chaque jour les exercices les plus difficiles. A l'instar des autres maîtres-chiens, il a commencé par fréquenter l'Ecole de formation de la Brigade canine à la Mornaguia qu'il considère parmi les meilleures, mais a toujours cherché à apprendre plus et aller plus loin dans sa spécialité». ➔







Ployant sous son costume spécial jaune qui pèse plus de 25 kg et le fait suer été comme hiver, il sert de cible à l'assaut des chiens. Ce jour-là, pour *Leaders*, il est conducteur de voiture, lorsqu'il est pris d'assaut par un chien très méchant.

Essayant de s'en débarrasser, il finira par jeter son arme et se rendre. Dans un autre exercice, il s'éjecte de la voiture et essaye d'échapper à son assaillant, le menaçant de son arme et d'un gros

bâton. Le chien ne lâchera pas prise et finira par le figer. Ce n'est que sur ordre de son maître qui lui brandit le fameux jouet que le chien se détournera de sa cible alors que des éléments des forces sécuritaires la maîtrisent et lui mettent les menottes aux poignets.

Hani, 30 ans, est lui aussi maître-chien. Depuis six ans, il enchaîne entraînements et formation. Chaque jour, il ira chercher son chien dans

son box pour lui faire sa toilette avant de l'emmener en promenade. *«La toilette quotidienne, nous dit-il, est pour le chien un moment de bonheur. Le brossage et le ponçage sont perçus comme des caresses qui accroissent l'affinité. Cette relation personnelle, affective crée des liens privilégiés. Le dressage n'est pas une mécanisation du chien, mais un apprentissage, et surtout un exercice d'excellence et de dépassement continu.»* ➔





Société de promotion du Lac de Tunis

Avis de vente

Vente au plus offrant, des 5 derniers lots de terrain viabilisés, a usage d'immeubles polyfonctionnels du type rdc + 3 étages sis au lotissement «Les résidences du Parc» de la zone Nord est des Berges du Lac Nord de Tunis

La Société de Promotion du lac de Tunis (SPLT) lance, à l'attention des personnes physiques et morales de nationalité tunisienne, un appel d'offres pour la vente au plus offrant, séparément, des cinq lots de terrain ci-après référencés :

N° d'article	Références du Lot	Lotissement / Secteur	Vocation* Selon cahier des charges	Superficie Définitive en m ²	C.U.F. (Coefficient d'Utilisation Foncière)	C.O.S. (Coefficient d'occupation du sol)	Hauteur Maximale de la construction en m/ Nombre d'étages
1	1.8.2 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / ComMerces	1 566	1,75	0,5	17 (RDC+3)
2	1.11.1 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / ComMerces	1 654	1,75	0,5	17 (RDC+3)
3	1.11.2 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / ComMerces	1 645	1,75	0,5	17 (RDC+3)
4	1.11.3 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / ComMerces	1 393	1,75	0,5	17 (RDC+3)
5	1.11.4 / HSC	Résidence du Parc / Immeuble R+3	Habitations / Bureaux / Services / ComMerces	1 484	1,75	0,5	17 (RDC+3)

• Les personnes physiques ou morales tunisiennes désirant prendre part à cet appel d'offres sont invitées à retirer le dossier d'appel d'offres auprès du siège de la SPLT sis à : La Rue du Lac Rodrigo de Freitas, Les Berges du Lac Nord de Tunis - 1053 Tunis et ce moyennant le règlement de la somme de 200 dinars (non remboursable).

• Les offres doivent parvenir au siège de la SPLT au nom de Monsieur le Directeur Général de la société et ce, par voie postale (recommandée ou par rapid-post) ou par remise directe à son bureau d'ordre central, contre récépissés, sous plis fermés anonymes, ne portant que la mention « Ne pas ouvrir / vente, au plus offrant, de 5 lots de terrain à usage d'immeubles polyfonctionnels du type RDC + 3 étages sis au lotissement « les Résidences du Parc » des berges du lac nord de Tunis. Aucune autre mention permettant l'identification du soumissionnaire ne doit figurer sur l'enveloppe.

• La date limite de réception des offres au siège de la SPLT, est fixée au Mardi 15 Septembre 2015 à 17H00, le cachet du Bureau d'Ordre de la SPLT faisant foi. Toute offre parvenue après ce délai et /ou non conforme aux clauses du cahier des charges sera considérée nulle et ne sera pas prise en compte.

• La séance d'ouverture des plis est publique, elle aura lieu dans les conditions prévues par le cahier des charges, le Jeudi 17 Septembre 2015 à 10H00 au siège de la SPLT.

• Pour plus d'informations, veuillez contacter la Direction Commerciale de la SPLT au numéro d'appel suivant : **71 861 800**







...Au dressage

Ce n'est pas Am Ahmed Khelifi, 26 ans d'expérience, qui dira le contraire. *«Le chien n'est pas seulement un compagnon fidèle et obéissant, c'est un prolongement de soi-même si on sait bien le prendre en main et le dresser en lui montrant qu'on s'occupe de lui à chaque instant.»*

Le programme de dressage et de formation mis en place par le régiment se hisse au niveau des centres internationaux, confirmant à *Leaders* des spécialistes indépendants. La première phase, celle de la familiarisation →





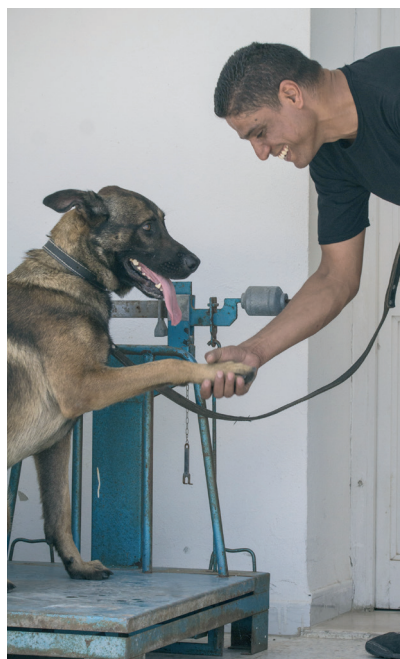
et de la prise en main peut prendre deux ou trois semaines: beaucoup de jeux, promenades, toilette soignée, caresses, et création de liens d'affinité et de confiance. La formation proprement dite commencera ensuite par une série d'ordres de base que le chien doit apprendre et auxquels il doit obéir : assis, couché, à pied, etc. Puis on passe à l'essentiel, la formation polyvalente puis, et surtout, spécialisée. Les exercices sont quotidiens et se répètent plusieurs fois durant la journée, jusqu'à ce qu'ils deviennent opérationnels. →



Un suivi vétérinaire attentionné

«Notre rôle est de tenir à la disposition des équipes du Régiment des chiens en très bonne santé, prêts à exercer immédiatement et avec le succès escompté, toutes les tâches qui peuvent leur être désignées.» Pour le Dr Imad Boufaden, médecin vétérinaire qui aligne 18 ans d'expérience, la mission est de haute importance. Avec deux autres médecins vétérinaires (d'ailleurs deux femmes) et des auxiliaires de santé vétérinaire spécialisés, ils veillent au moindre détail. D'abord, aller visiter les chiens dans leurs box, pour deux raisons au moins. La première, s'assurer des bonnes conditions d'hygiène et de propreté et, la seconde, vérifier que le chien vient vite au grillage de la porte et ne reste pas cabré sur lui-même au fond du box, signe de fatigue ou de maladie. Au moindre comportement anormal détecté, le chien est transporté à la clinique vétérinaire, à quelques mètres du chenil.

Chaque chien dispose d'un dossier médical et subit une pesée et une visite médicale mensuelles. Son alimentation est soigneusement dosée. En fait, un chien ne mange qu'une fois par jour, vers 17h, mais dispose de l'eau à boire à volonté. Le repas est composé de viande hachée, pâtes et croquettes sèches. Ce régime équilibré est important à faire suivre attentivement. La fierté de l'équipe vétérinaire, c'est l'état de santé des chiens pris en charge. Chaque fois que l'un d'eux réussit une brillante opération, ils ressentent une part de leurs efforts récompensés. Les médecins vétérinaires collaborent aussi avec les chercheurs et enseignants de l'Ecole vétérinaire de Sidi Thabet, participant à des travaux et publications scientifiques et prenant part à des congrès à l'étranger. «L'expérience de notre régiment et ses résultats sont beaucoup appréciés par nos confrères internationaux, ce qui nous encourage à faire plus et mieux», souligne Dr Boufaden. ➔



Garantie
3
ans

The Creative Life

TCL

109

Photo non contractuelle.



Entrez dans un monde d'émotions


الالكتروستار
ELECTROSTAR

APPEL GRATUIT
N° Vert 80 100 500



Express FM...
créateurs de valeur



الصيف على
EXPRESS FM
كلمة
و تفرهيدة

TUNIS 103.6 FM
SFAX 104 FM

www.radioexpressfm.com

En alerte continue

Le bureau du Colonel Nabil Barka, chef du régiment, fonctionne comme une ruche d'abeilles. Les équipes en charge de la logistique, de l'administration et de la gestion ne savent plus où donner de la tête, tant les ordres d'opérations affluent sans cesse. De partout, les demandes se multiplient et les instructions désignent les missions à assurer.

Constamment en alerte, 24h sur 24 et 7j sur 7, les équipes sont prêtes à s'élancer. Sortir les chiens de leurs box, les faire monter dans des véhicules spécialisés équipés en box individuels et sièges séparés pour les maîtres-chiens et partir au fin fond du pays, en montagne comme dans le désert relève du quotidien habituel. Juste le temps pour chacun d'avertir son épouse et de lui demander d'embrasser les enfants et de lui souhaiter bonne

chance. Les départs sont très animés. Les retours d'opérations, avec des trophées, en guise de succès, sont célébrés modestement.

Au menu : boissons gazeuses et jus de fruits... payés par eux-mêmes.

Encore une fierté tunisienne, une grande fierté. ■
T.H.



L'insondable cheikh Hamda Saïed



■ Par Hédi Béhi

«Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je ne vous le pardonnerai pas devant Dieu». →

L Le mufti de la République, Hamda Saïed, ne se lasse pas de le rappeler aux journalistes. En fait, s'il a un reproche à faire, c'est à lui-même qu'il doit l'adresser en premier lieu. Nommé il y a trois ans en lieu et place de l'actuel ministre de Affaires religieuses, cheikh Hamda Saïed ne passe pas pour avoir la langue pendue, contrairement à ses prédécesseurs. Emporté par un tempérament de feu, il se laisse aller à des dérapages qu'il n'assumera jamais, mais s'emploiera très souvent à les démentir en se défaussant sur les journalistes qui ne l'auraient pas compris ou qui chercheraient à lui nuire.

En fait, les contorsions auxquelles il se livre pour se justifier ou s'inscrire en faux contre telle ou telle déclaration qui lui est attribuée ou un geste qu'il aurait eu lui font prendre des positions dont la vertu cardinale n'est pas la clarté. Interrogé sur le port du voile chez les fillettes, il condamne le phénomène parce qu'il «*n'est pas exigé par la charia*», mais concède que si l'intention des parents est de leur «*faire aimer le voile*», ceci ne doit pas se faire «*de façon contraignante et permanente, car ce serait une manière de confisquer leur droit de vivre leur enfance*».

De même, on lui reprochera ses attaques contre Bourguiba qu'il aurait qualifié de précurseur du terrorisme. Il aurait dit que «*de terrorisme a commencé le jour où Bourguiba avait ôté le voile d'une citoyenne et fermé la zitouna*». Non seulement il a démenti ces propos, mais il s'est lancé dans un hommage tellement appuyé à l'ancien président qu'on est en droit de douter de sa sincérité. Déjà en 1989, lors des premières élections des années Ben Ali, élu à la chambre, sur une liste RCD, «*alors que je n'avais rien sollicité*», il fera parler de lui pour la première fois, en proposant l'application de la bigamie: «*J'ai constaté que les femmes célibataires, passé un certain âge, vivaient dans des conditions précaires et j'ai voulu y remédier*». Il récidivera quelques mois plus tard en réclamant la suppression de l'adoption et son remplacement par la «*kafala*».

De cette proposition saugrenue lancée il y a 26 ans à son refus de serrer la main d'une femme, geste qu'il nie également en opposant sa version des faits: «*Je suis arrivé en retard à la réunion. Il y avait tellement de monde et de mains à saluer que je ne me souviens plus de rien*», il existe un faisceau d'indices qui rendent malaisée toute tentative de situer le personnage.

Intégriste? Le mufti s'en défend. Ayant mené de bout en bout son cursus, «*de l'école coranique au doctorat*», à la Zitouna, il se réclame de l'islam zeitounien, celui, dit-il, de la tolérance et de la modération, et de l'école de Mohamed Abdou, et des cheikhs Mohamed Tahar et Mohamed Fadhel Ben Achour qu'il a eu comme professeur. Il aura pour lui, ainsi que pour cheikh El Majeri et le sorbonnard Hmida Bakir, une pensée émue.

Tenant d'un islam des lumières? Bien malin qui se hasarderait à le dire. Mais il y a au moins une chose dont on est sûr: Face aux critiques que provoquent souvent ses déclarations, il tournera désormais sept fois la langue dans sa bouche avant de parler et sera plus nuancé dans ses propos. Nous en avons été témoins lors de notre interview. A chaque fois, il interrogeait du regard deux de ses collaborateurs avant de répondre. C'est déjà un progrès. ■

H.B.



Le mufti et ceux qui veulent voiler les fillettes au primaire Devraient regarder du côté du Vatican



■ Par Mohamed Larbi
Bouguerra

Pour quiconque aime ce pays, ses gens, sa lumière, les ruelles de ses médinas, ses montagnes et ses plages, le journal télévisé du vingt heures est souvent un crève-cœur. Zarzis, Tataouine, Béja et bien d'autres villes sont des dépotoirs à ciel ouvert. ➔

Les déchets et les plastiques ont conquis le pays de manière sauvage, obstruant les canalisations et risquant de l'inonder dès qu'une ondée se déclare. Avec l'approche de l'hiver, le pire est assuré... si rien n'est fait pour l'entretien et le curage des canalisations et des lits des oueds. Il s'agit en fait de bombes à retardement qui menacent de larges pans du pays.

Il faut les désamorcer. Vite. Maintenant !

La plage de Radès-Méline, celle de Chott Mariem... baignent dans les eaux usées, les stations d'épuration étant devenues de trop faibles capacités à l'heure actuelle, paraît-il, et des citoyens irresponsables déversent leurs fosses dans les canalisations d'eaux pluviales pour faire l'économie d'un camion de vidange payant. La pollution de la baie de Monastir fait toujours l'objet « d'études » alors que Khniss, Frina, Lamta, Ksibet El Médiouni respirent de l'hydrogène sulfuré toxique et que des algues étendent un suaire sinistre sur le paysage.

L'hépatite, la gale et la rage continuent à faire des victimes

Rares sont les soirées où la télévision ne nous montre pas un village, un hameau, des hommes, des femmes, des enfants contraints de recourir à une eau douteuse, dans cette canicule estivale exceptionnelle. Pourtant, lors des questions au gouvernement sur l'eau à l'ANC le 5 avril 2013, on avait promis monts et merveilles ! Pourtant, Kofi Annan, ancien SG de l'ONU, prévenait : « *Nous ne vaincrons aucune maladie infectieuse qui frappe les PVD avant d'avoir gagné le combat de l'eau potable, de l'assainissement et des soins de santé de base* ». Et pourtant, point de responsables à l'horizon. Ces spectacles de désolation deviennent la norme. On les regarde d'un œil indifférent. Ils se sont incrustés dans le paysage du Tunisien. Fataliste ? Oublieux de l'hymne à la Nature de Chabbi ? Pas prêt pour passer à l'action alors que des écosystèmes se dégradent ? Or, ces écosystèmes sont responsables du maintien de la vie dans ce pays et sur terre. Le dire, ce n'est pas verser dans le catastrophisme, c'est tout simplement pour faire appel à la conscience de nos concitoyens. Les cultures sous serre à Jemna (Kébili) ne sont-elles pas menacées par la salinité des eaux et les rafales de vent ? Les poissons n'ont-ils pas déserté Kerkennah et le golfe de Gabès ? Signes extrêmes peut-être, mais ils doivent retenir l'attention.

L'Islam est propreté ?

Pourtant, on nous a toujours appris que « *l'Islam est propreté* ». D'innombrables calligraphies sur ce thème ornaient nos salons, nos commerces, nos livres. On nous a appris que le Prophète interdisait de faire ses besoins à l'ombre, là où les gens se reposent, qu'il se contentait d'un « moud » d'eau (demi-litre) pour faire ses ablutions et recommandait l'économie d'eau, en toute circonstance, « *même au bord d'un fleuve rugissant* ». Pourquoi nos imams, nos enturbannés et notre mufti (à quoi sert ce fonctionnaire grassement payé ?) ne s'attellent-ils pas à prêcher la bonne parole environnementale ?

Ce qui les préoccupe, c'est l'exégèse, le royaume de la parole... et les futilités et profanes jeux de la politique. D'abord et par-dessus tout, les femmes, leurs règles, leur corps, leurs formes, leurs regards, leur démarche et la question « fondamentale » du voile des fillettes dès l'école primaire ! Voilà les sujets qu'ils affectionnent, et qui alimentent leurs prêches enfiévrés et leurs joutes bavardes. Car c'est ce qui fait le buzz, ce qui enflamme les médias, les réseaux sociaux et les plateaux de télé.

A l'évidence, Freud habite certaines têtes... for ever !

Fadela M'Rabet, cette grande dame de la littérature maghrébine, croque parfaitement ces pères fouettards quand elle définit ainsi la charia : « Ensemble de lois machistes décrétées valables pour tous ➔



les temps et en tous lieux par des clercs névrotiquement misogynes qui ont réussi à abolir la mixité». (in La Salle d'attente, Editions des Femmes Antoinette Fouque, Paris, 2013). C'est ainsi que l'on a assisté, avec le mufti de la République, à une scène de grand Guignol lorsqu'il a refusé de serrer la main de Madame la PDG de Tunisi ou qu'il la lui a serrée à... travers sa jebba ! De tels comportements ne s'observent habituellement qu'en Israël, en Iran et dans quelques pays du Golfe. Le 23 mai 2012, le ministre israélien de la Santé, Yaakov Litzman, qui, chaque matin, en bon ultra-orthodoxe, doit dire au réveil : « Merci mon Dieu de ne m'avoir pas fait femme », a refusé, au siège de l'OMS à Genève, de serrer la main de Madame Laurette Onkelinx, vice-Premier ministre belge et ministre de la Santé, qui a répliqué sur Facebook : « *Ce genre d'attitude intégriste liée à une certaine conception de la religion et de la femme me dérange profondément. J'ai les mains propres ! Pour la deuxième fois de ma vie, un ministre a refusé, parce que je suis femme, de me serrer la main. La première fois, c'était un ministre iranien et hier, à Genève, le ministre de la Santé israélien.* »

Question : le mufti de la République tunisienne serait-il donc un crypto-chiite ?

Trêve de plaisanterie !

Encyclique papale

A l'heure où le pays traverse une crise environnementale de grande ampleur, n'est-il pas temps que nos enturbannés quittent l'étude du sexe des anges, laissent nos femmes vivre leur vie et regardent vers le Vatican. Là, le pape François a publié, le 18 juin 2015, « *Laudato si* » (Loué sois-Tu) une encyclique - lettre aux évêques et au milliard de catholiques du monde pour rappeler la doctrine de l'Eglise à propos d'un problème d'actualité - pour faire entendre la voix de l'Eglise à l'approche de la Conférence mondiale sur le climat COP 21 en décembre prochain à Paris. Celle-ci doit aboutir à un accord international sur le climat, applicable à tous les pays et capable de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Mais nombreuses sont les raisons de craindre un échec comme à Copenhague en 2009... L'encyclique est centrée sur la question écologique et particulièrement le changement climatique. Le document papal affirme on ne peut plus clairement : « *Un très solide consensus scientifique indique que nous sommes actuellement les témoins d'un réchauffement inquiétant du système climatique* » pour l'essentiel dû aux activités humaines. Et le pape François d'inviter chacun « *à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète* » car le monde est au bord d'une catastrophe écologique et qu'il est important d'agir. Et de dresser le diagnostic - « *ce qui se passe dans notre maison* » - est sombre dit-il sans ambages : pollution et changement climatique, menace sur les ressources d'eau potable, sécheresse, perte de la biodiversité, détérioration de la qualité de la vie humaine et dégradation sociale...

« *Nous n'avons jamais autant maltraité ni fait de mal à notre maison commune qu'en ces deux derniers siècles* », écrit le pape François qui fustige un modèle de développement qui conduit à la dégradation de l'environnement. Ce qui se répercute inmanquablement sur la vie des personnes, à commencer par les plus pauvres. Il défend la thèse selon laquelle « *il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale* » (La Croix, 18 juin 2015). « *Ces situations provoquent les gémissements de sœur terre, qui se joignent au gémissement des abandonnés du monde, dans une clameur exigeant de nous une autre direction* », écrit-il encore.

Le pape critique ensuite vertement la communauté internationale, faible dans sa réaction politique : « *La soumission de la politique à la technologie et aux finances se révèle dans l'échec des Sommets mondiaux sur l'environnement. Il y a trop d'intérêts particuliers, et très facilement l'intérêt économique arrive à prévaloir sur le bien commun et à manipuler l'information pour ne pas voir affectés ses projets. (...) L'alliance entre l'économie et la technologie finit par laisser de côté ce qui ne fait pas partie de leurs intérêts immédiats. Ainsi, on peut seulement s'attendre à quelques déclarations superficielles, quelques actions philanthropiques isolées, voire des efforts pour montrer une sensibilité envers l'environnement, quand, en réalité, toute tentative des organisations sociales pour modifier les choses sera vue comme une gêne provoquée par des utopistes romantiques* »

ou comme un obstacle à contourner». À quelques mois de la conférence sur le climat (COP 21) à Paris, le pape siffle la fin de partie avec une très étonnante clarté : « *La technologie basée sur l'usage des fuels fossiles très polluants - et tout spécialement le charbon mais aussi le pétrole et, dans une moindre mesure, le gaz - doit être progressivement remplacée sans délai* ». (The Washington Post, 19 juin 2015). Il défend les pays pauvres quand il écrit : « *Accuser l'augmentation de la population et non le consumérisme extrême et sélectif de certains est une façon de ne pas affronter les problèmes. On prétend légitimer ainsi le modèle de distribution actuel où une minorité se croit le droit de consommer dans une proportion qui serait impossible de généraliser, parce que la planète ne pourrait même pas contenir les déchets d'une telle consommation.* » Le pape voit bien que les pauvres disposent de peu de moyens pour lutter contre le dérèglement climatique. Ils sont plus vulnérables. Il y a là une profonde injustice car ils souffrent le plus du réchauffement. Pour le pape, l'Occident a une dette envers les pays du Sud car il a consommé sa part d'atmosphère... qui est un bien commun.

Le pape de Rome n'hésite pas à mettre les mains dans le cambouis - si l'on peut dire - pour inciter ses paroissiens à agir, à dépasser la phase du discours : « *Aucun geste ne peut être tenu pour anodin. Tous les efforts - « éviter l'usage de matière plastique et de papier, réduire la consommation d'eau, trier les déchets, cuisiner seulement ce que l'on pourra raisonnablement manger, traiter avec attention les autres êtres vivants, utiliser les transports publics ou partager le même véhicule entre plusieurs personnes, planter des arbres, éteindre les lumières inutiles* ». François prône enfin une « *citoyenneté écologique* » qui fait de la relation avec la Nature un credo et propose une « *écologie intégrale* » qui lie ensemble les préoccupations humaines, sociales, culturelles, environnementales et économiques. Bien sûr, les questions théologiques ne sont pas absentes, les règlements de comptes et les interprétations des Ecritures non plus, mais l'ouverture et l'appel d'air sont forts. L'audace du pape va jusqu'à citer un maître spirituel musulman Ali al-Khawwâq qui affirmait : « *Il ne faut pas blâmer de parti pris les gens de chercher l'extase dans la musique et la poésie. Il y a un « secret » subtil dans chacun des mouvements et des sons de ce monde. Les initiés arrivent à saisir ce que disent le vent qui souffle, les arbres qui se penchent, l'eau qui coule, les mouches qui bourdonnent, les portes qui grincent, le chant des oiseaux, le pincement des cordes, les sifflements de la flûte, le soupir des malades, le gémissement de l'affligé...* » (Michel Danthe, « *Lorsque l'encyclique du pape François cite un sage musulman et Teilhard de Chardin* », Le Temps (Suisse), 20 juin 2015).

L'audace du pape François s'explique peut-être aussi par son désir de faire oublier les terribles affaires de pédophilie en Irlande, aux États-Unis et ailleurs, de régler des comptes avec la Curie romaine et de tirer un trait sur les déboires bancaires de l'Eglise... « *qui a la tête au Ciel et les pieds dans un coffre-fort* », écrivait Roger Peyrefitte. Mais quelle leçon quand même pour notre mufti et nos enturbannés !

Laissez les femmes vivre leur vie et engagez-vous dans la défense de ce bien commun que sont l'eau, la terre, la mer, la faune et la flore de la Tunisie ! Laissez les petites filles jouer à la marelle à l'école, les cheveux au vent et engagez-vous dans la défense du milieu où elles vont vivre, un milieu sain, sans plastique et sans fumée de diesel nocive.

Et comprenez que l'écologie est un accès à l'universel !

Inspirez-vous de l'immortel Abou El Alaa El Maari et faites appel à « *la raison intérieure* » :

« *Ils ont placé leur espérance
En la venue d'un saint imam
Qui fasse lever en leur âme
Les versets armés de silence.
- Mensonges. Il n'est pas d'espoir
Il n'est pas d'imam salvateur ;
Seule la raison intérieure
Nous guide du matin au soir » ■*

M.L.B.



Jawhara

الدنيا و ما فيها



LES

ans

QUI FONT LA DIFFERENCE

25 JUILLET

2005 - 2015

102.5
Mhz

SOUSSE
HAMMAMET
NABEUL
ZAGHOUAN

104.4
Mhz

KAIROUAN
SIDI BOUZID
SUD DE SELIANA
OUEST DE SFAX

89.4
Mhz

MONASTIR
MAHDIA
NORD DE SFAX

107.3
Mhz

SOUSSE

/Radio.JawharaFM

@Jawhara_FM

www.jawharafm.net

Gouvernement cherche boussole

Le gouvernement avance sur l'élaboration de la note d'orientation stratégique du plan 2016-2020, qui est parue dans sa version provisoire. On peut s'étonner du délai pris pour la préparation de cette note, alors que les partis de la coalition gouvernementale sont supposés avoir fait ce travail dans le cadre de la campagne des législatives. →



■ Par Walid Bel Hadj Amor

Mais, depuis, les équipes ont été appelées à d'autres charges, à moins que ce document ne se réclame d'une autre légitimité que ceux préparés par les partis. Dans une première lecture, le gouvernement propose le passage d'un modèle économique qui a conduit à fabriquer de l'exclusion à un modèle inclusif et durable. Résumée ainsi, la proposition qui en découle est pour le moins prometteuse. Toutefois, on peut relever que ce document, d'une portée éminemment politique, est resté très technique à en devenir, parfois, lourd et indigeste. En effet, le document se transforme très vite en un catalogue d'objectifs, et finit par ressembler à un programme de campagne électorale. A vouloir être exhaustif, il est difficile d'éviter de se noyer dans le superficiel. Pourtant, l'expérience montre qu'un gouvernement, quel qu'il soit, est rarement en mesure de mener plus d'une grande réforme par an. Une réforme est un vaste chantier de transformation d'un secteur, qui englobe plusieurs révisions législatives et institutionnelles, nécessitant ordonnancement et planification. Il aurait fallu se fixer un cap au-delà de 2020, un cap politique à plus long terme, pour être crédible, tant les besoins sont lourds.

La note d'orientation a le mérite de poser la question du rôle de l'Etat dans le cadre de ce nouveau modèle économique, et propose d'évoluer d'un Etat fortement interventionniste à un Etat stratège et régulateur sur le plan économique et protecteur sur le plan social. Mais sommes-nous tous d'accord sur le sens de cette formulation ? Un Etat stratège et régulateur n'est pas un Etat opérateur-producteur, cela suppose donc que l'Etat se désengagerait petit à petit, au cours des quatre prochaines années, des activités d'opération et de production dans les secteurs économiques non stratégiques. J'ai certains doutes sur le sens réel de telles propositions qui seront nécessairement entendues différemment par les uns et les autres.

De même lorsqu'on propose de passer d'une économie low cost basée sur les bas salaires vers une économie basée sur la valeur ajoutée et l'innovation. Tout le monde ne peut qu'applaudir à une telle transformation promise. Mais dans le même temps, il faut intégrer le fait que plus on monte en gamme, et moins on crée d'emplois non qualifiés. Alors disons-le, cette orientation de notre économie ne permettra pas de créer autant d'emplois que nécessaire, et surtout les chômeurs non diplômés, actuellement sur le carreau, pourront difficilement être intégrés dans ce schéma de développement. Enfin, le projet propose la diversification de notre économie, alors même que les exemples des économies émergentes et même des économies développées ont démontré que la réussite est dans le ciblage économique et sectoriel. Aucun pays n'a la dimension ni la capacité d'être avancé dans tous les secteurs. Chaque pays doit faire des choix, pour focaliser ses ressources et ses moyens, toujours limités, dans le développement des secteurs dans lesquels il dispose d'avantages compétitifs. Un choix que nous sommes incapables de faire depuis des années, et cela persiste manifestement.

Cette note d'orientation commence donc par le diagnostic chiffré de la situation économique du pays, sans aucune mise en perspective régionale ou mondiale, mais surtout sans nous dire où nous voulons aller avec ce plan. Certes, il est important de savoir où nous en sommes, mais il est plus important de savoir où nous voulons aller. Si la note commence par un diagnostic chiffré, elle se termine par quelques données macroéconomiques prévisionnelles selon trois scénarios, dont on saisit mal les déterminants. Les chiffres proposés, peu ambitieux, sont en total décalage avec la masse des transformations envisagées, on ne manque pas de se dire: «*Tout ça pour ça ?*». Le diagnostic est élaboré sur la base de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs, bien loin des méthodes plus récentes et néanmoins éprouvées d'évaluation de

l'impact des politiques publiques. Une politique qui ne donne pas les résultats escomptés n'est pas nécessairement une mauvaise politique, cela dépend d'une multitude de facteurs endogènes et exogènes. Une mauvaise politique est souvent une politique figée, que l'on n'adapte pas au fur et à mesure des évolutions et des contextes.

Il n'y a rien d'étonnant à tout cela, dans la mesure où le document en question n'a pas été élaboré par le pouvoir politique mais par l'administration, il ne peut donc s'agir que d'un document technique, le politique étant totalement absent. Le plus absurde dans l'histoire est qu'il va, maintenant, être soumis à un débat à un niveau politique, alors qu'il n'y a dans ce document aucun contenu politique.

L'absence d'une conceptualisation politique amène le gouvernement à traiter des différents sujets et dossiers sur un plan purement économique et technique, alors que le fondement même d'un plan de développement doit être politique et conceptuel. Une note d'orientation est censée être une boussole, mais là malheureusement, on s'y perd.

Cela démontre l'incapacité du gouvernement à conceptualiser son projet, pour, in fine, proposer au pays une voie pour la Tunisie 2050 et non un plan pour 2020. Une voie qui serait ensuite tracée par des jalons principaux de transformation et de réformes. Une démarche qui permettrait de faire la différence entre ce qui est profond et de long terme, de ce qui est urgent et de court terme.

Depuis quelques années, on entend, ici et là, à répétition —c'est devenu une sorte de litanie— qu'il n'y a plus d'idéologie, et qu'aujourd'hui il faut faire preuve de pragmatisme. Cela rejoint, en quelque sorte, le débat sur le choix d'un gouvernement politique ou technocrate. Pourtant, si on peut s'accorder sur le fait que les idéologies politiques classiques et historiques ont perdu de leur influence dans le monde aujourd'hui et que les idéologies alternatives récentes n'ont pas réussi à s'imposer, il n'en reste pas moins qu'on ne peut faire de politique sans idéologie. L'idéologie, c'est d'abord et avant tout le concept, et la puissance des idéologies historiques réside dans la force de leur concept. Toute construction nécessite une architecture, mais l'architecte a d'abord besoin de s'appuyer sur un concept.

Une idéologie n'est rien de plus que la conceptualisation d'une politique économique et sociale, une proposition de contrat de société, mettant en avant les principaux déterminants de cette politique et ses objectifs à moyen et long terme, non pas en termes chiffrés mais en termes d'équilibre au sein de la société. Ainsi, peu importe l'absence d'idéologie, ce qui compte c'est la présence du concept. Le concept en politique, c'est ce qui permet d'intégrer l'ensemble des convictions dans une approche cohérente qui elle-même transforme un fatras d'idées en une vision globale. Car ce qui rassemble ce ne sont pas les idées mais bien le concept. Un projet politique est un concept général dont la déclinaison permet ensuite d'élaborer un programme d'action cohérent et structuré.

Henri Bergson disait «*La science antique portait sur des concepts, tandis que la science moderne cherche des lois*». Cela s'applique aussi à la politique moderne, qui oublie les concepts pour se concentrer sur les idées de lois.

La conceptualisation est la clé de voûte du passage entre la théorie et la pratique, entre le politique et le technique, entre le gouvernement et le citoyen, entre l'Etat et son administration. Elle est garante du passage à la formalisation du projet avant son opérationnalisation. Sans clé, point de voûte et sans voûte, point de passage.

Peut-être que c'est justement faute de ne pas savoir où aller que certains choisissent de faire du surplace. Convenons qu'il y a moins de risques.■

W.B.A.

Le concept en politique, c'est ce qui permet d'intégrer l'ensemble des convictions dans une approche cohérente qui elle-même transforme un fatras d'idées en une vision globale.



صندوق الودائع والأمانات
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Appel à Candidature

Pour la sélection de cabinets d'experts et d'experts indépendants en vue de l'identification et le coaching des porteurs de projets

1. Objet de la consultation

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) envisage à travers le lancement de cet appel à candidature la sélection de cabinets d'experts et d'experts indépendants pour la constitution d'un réseau d'apporteurs d'affaires indépendants implanté dans les différentes régions de la Tunisie en mettant l'accent sur les régions de l'intérieur. Le réseau d'experts a pour mission de :

- Identifier les promoteurs de projets, de les accompagner dans la réalisation des études de faisabilité et dans la recherche de financements.
- Préparer et assister les promoteurs à réaliser les études de faisabilité des projets.

2. Objectif du réseau d'apporteurs d'affaire

L'objectif du réseau est l'augmentation du flux de projets pouvant bénéficier d'un financement de la CDC ou de la CDC Gestion. Les projets ciblés concernent les différents secteurs de l'activité économique ainsi que les différentes régions du pays avec une priorité pour les régions intérieures et les projets innovants.

3. Présentation des dossiers de candidature

Les cabinets et experts intéressés par cette consultation peuvent adresser leurs dossiers de candidature sous pli fermé par courrier recommandé ou les déposer directement au bureau d'ordre de La Caisse des Dépôts et Consignations à l'adresse suivante : 07, Rue Abou Hamed El Ghazali, Jardin du Japon, 1073 Monplaisir, Tunis.

Les offres doivent être présentées, sous peine de nullité, comme suit : une enveloppe fermée libellée au nom de Monsieur le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations portant la mention :

Le Directeur Général de la CDC
A ne pas ouvrir - Appel à candidature N° APF1500002
Réseau d'apporteurs d'affaires 2015

Les dossiers de candidature doivent comprendre les pièces suivantes :

1 - Pièces spécifiques aux cabinets d'expertise

- Une note de présentation du cabinet, de ses activités, de ses partenaires . . .
- Une présentation de l'équipe exerçant dans la société avec les CV des différents intervenants.
- L' Agrément (en cas d'agrément).
- Copie du registre du commerce.

2 - Pièces spécifiques aux experts

- Un CV détaillé précisant l'expérience de l'intéressé dans le domaine de la prospection et d'étude de projets.

3 - Pièces communes

- Les domaines d'expertise.
- Liste des projets accompagnés à ce jour (secteur, coût d'investissement, l'aspect innovant des projets et les réalisations).
- Les méthodes utilisées pour la prospection des projets et la sensibilisation à la création d'entreprise (appels à projets, la participation aux manifestations régionales, l'organisation de séminaires et de concours d'aide à la création...).

4. Critères et méthodes d'évaluation des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature seront évalués en fonction de :

- a/** L'expérience du cabinet ou de l'expert et leurs références.
- b/** Les success stories du flux de projet détectés et étudiés.
- c/** L'équipe dédiée à la réalisation de la mission (pour les cabinets d'expertise)
- d/** Les cabinets et experts implantés dans les régions intérieures sont encouragés.

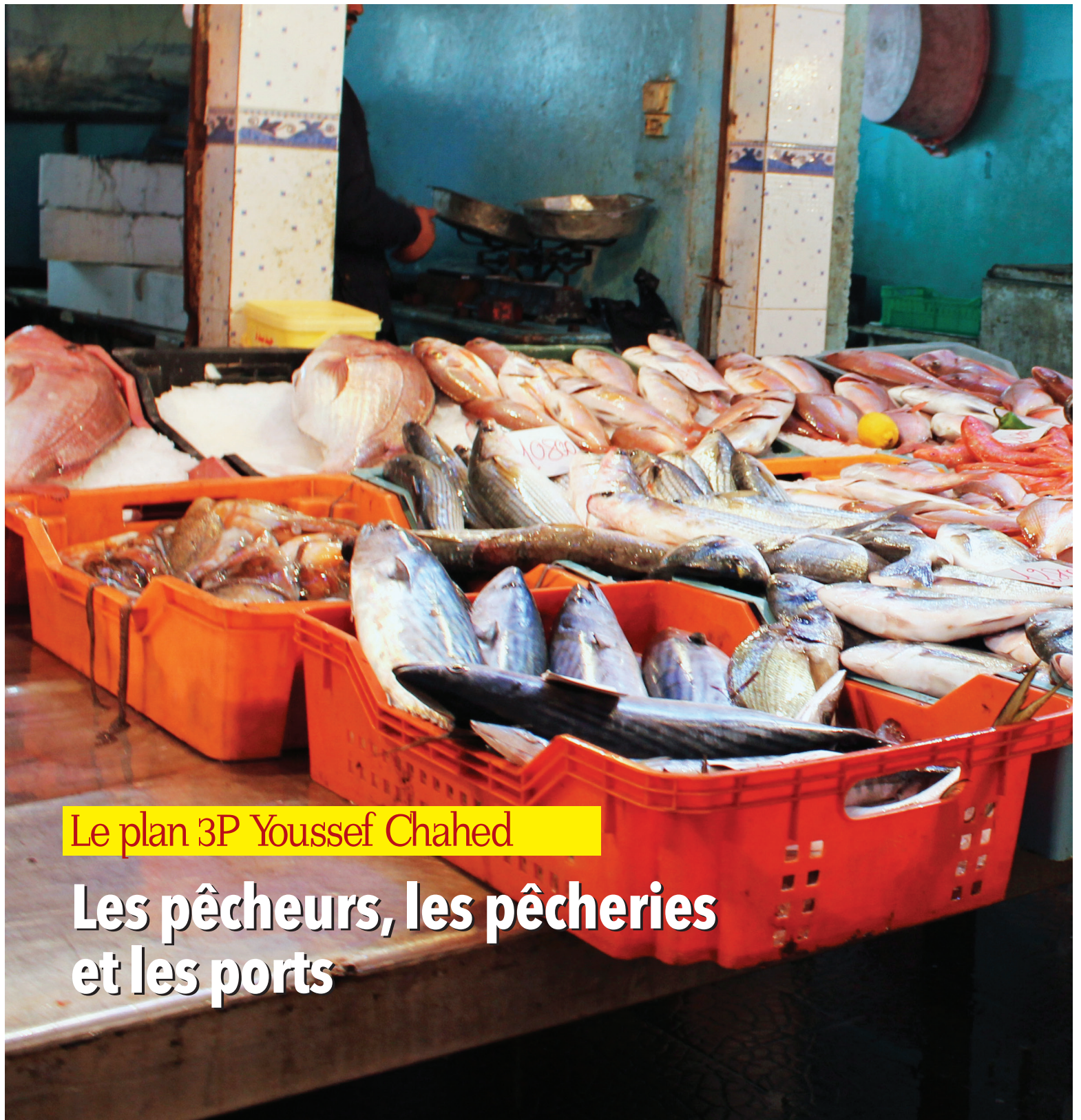
Les candidats retenus seront appelés à signer une convention-cadre avec la CDC précisant les obligations et les charges de chaque partie.

5. Rémunération

La rémunération proposée en contrepartie des travaux réalisés par les cabinets ou les experts est fixée dans le tableau en Annexe sur le site web

www.cdc.tn

Etant précisé que cette rémunération n'est attribuée qu'après acceptation (du financement du projet) par le comité d'investissement de la CDC Gestion.

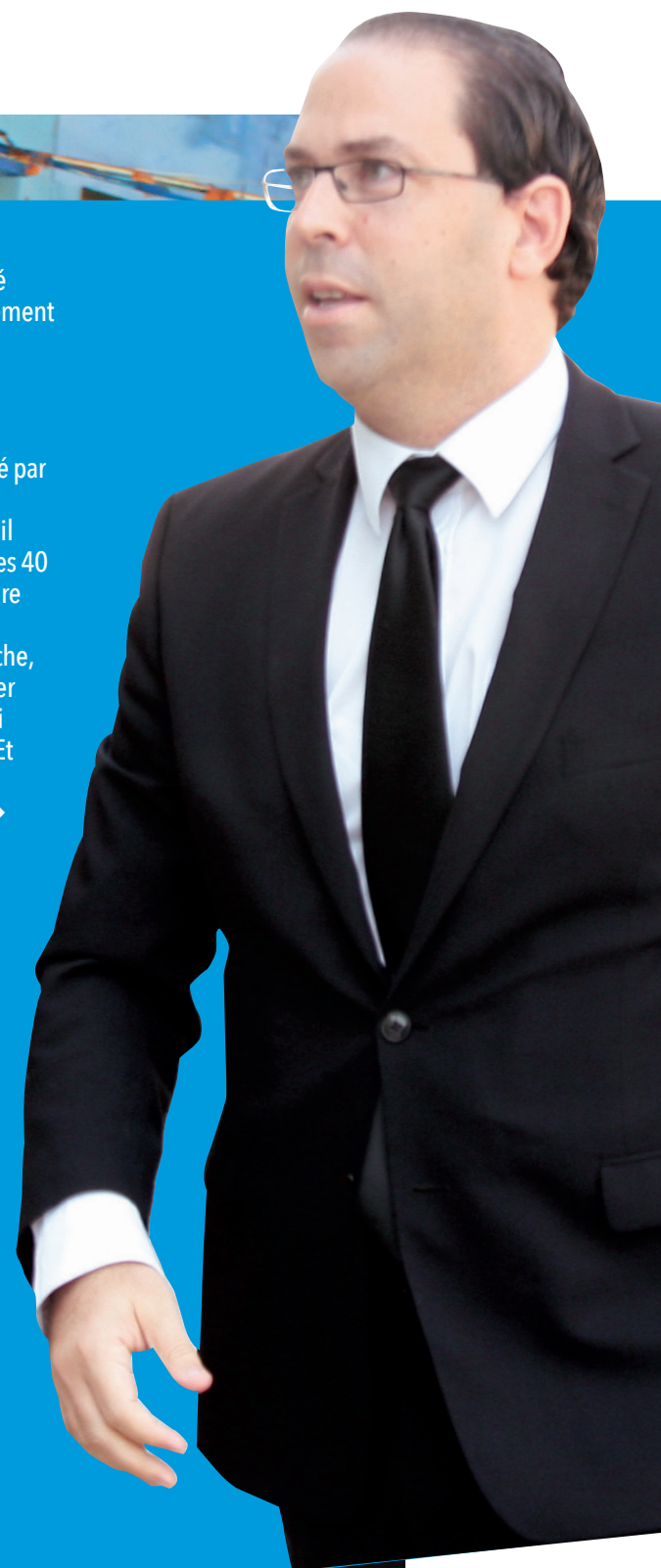


Le plan 3P Youssef Chahed

Les pêcheurs, les pêcheries et les ports



Un secteur sinistré à sauver d'urgence : la pêche. Délaissé depuis des années (3% seulement du budget du ministère de l'Agriculture, multiplicité des intervenants et une lourde accumulation de problèmes inextricables), le voilà repêché par l'un des benjamins du gouvernement Essid. Lorsqu'il entamera ce 18 septembre ses 40 ans, Youssef Chahed, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, chargé de la Pêche, aura eu le mérite d'échafauder une stratégie d'ensemble qui propose de vraies solutions. Et d'engager d'ores et déjà leur mise en œuvre. Eclairages. →



L Le secteur de la pêche, c'est une flottille de plus de 12 000 embarcations de diverses tailles et de tous types, 50 000 emplois directs et 20 000 indirects, 41 ports de pêche, une production de 120 000 tonnes par an pour une valeur de près de 500 MD et 13% des exportations des produits agricoles. Mais aussi de grandes problématiques. Ingénieur agronome à la base, titulaire d'un doctorat en agroéconomie et professeur visiteur dans nombre d'universités (Tokyo, Sao Paulo...), il n'avait guère songé à prendre en charge pareil secteur. Mais quand on fait de la politique, on doit s'engager à gouverner un jour et mettre ses compétences et son bon sens au service de son pays.

Amer constat

Un audit rapide conduira le jeune secrétaire d'Etat à découvrir une administration très affectée par les diverses successions à sa tête, avec des tâches et des objectifs mal définis et une multitude d'acteurs (administration, régie des ports, groupement professionnel). Mais aussi des richesses halieutiques gravement menacées d'épuisement, une pêche illicite, un raclage des fonds marins, des embarcations clandestines non immatriculées, une violation des règles de saisons et de repos biologique. Les pêcheurs eux-mêmes souffrent de la faible rentabilité et du manque de couverture sociale, le régime de pêche mis en place par la Cnss ne profite qu'à un nombre réduit, ne s'étendant pas aux marins-pêcheurs travaillant de bateau à bateau. Quant aux ports de pêche, ils sont en attente urgente de réhabilitation et mise à niveau. Aucun laboratoire d'analyses accrédité et aucun marché au poisson conforme aux normes.

Une stratégie en 3 P

L'approche décidée se décline en 3 P : les pêcheurs, les pêcheries et les ports. Les pêcheurs, c'est essentiellement la couverture sociale, l'endettement, et l'amélioration de la rentabilité. Le chantier est lancé : des groupes de travail planchent sur les mesures appropriées.

Pour ce qui est de la préservation des richesses halieutiques, cinq axes ont été tracés :

Le renforcement du contrôle humain : des équipes conjointes, centrales et régionales sont déployées, avec le concours des gardes-pêche multipliés en



mer, dans les ports, sur les routes, dans les unités de traitement et les marchés.

Le contrôle par satellite vient en renfort grâce à l'activation de la réglementation internationale en vigueur en Tunisie, imposant à chaque embarcation de plus de 15 m de se doter d'un système de repérage par satellite (VMS), l'équivalent du GPS pour les véhicules. Il sera ainsi possible

de détecter toute embarcation qui opère en zone illicite pour sa catégorie, hors saison ou pendant la période de repos biologique. Un avertissement est alors lancé pour l'enjoindre de mettre fin à son infraction et un PV assorti d'une amende l'attendra au port. Levier important de dissuasion : la privation de s'approvisionner en gasoil compensé. L'Etat consent en effet une compensation sur les prix à la pompe de 40% pour la côte Nord et de 30%

La bonne pêche d'Habib Essid

Dès le lendemain de la révolution, ce petit-fils de la grande militante Radhia Haddad (Unft) lancera avec des amis de sa génération (Salim Azzabi et Aziz Belkhodja notamment) un parti politique Al Jomhoury. Le rapprochement avec Afek Tounes est venu dans la suite des événements et se terminera par une fusion à trois avec le PDP d'Ahmed Néjib Chabbi et Maya Jeribi. Le nouveau parti prendra d'ailleurs la dénomination d'Al Jomhoury.

La lune de miel ne durera pas longtemps. Chacun finira par reprendre ses billes et Chahed ira avec Azzabi rejoindre Béji Caïd Essebsi lorsqu'il fondera Nidaa Tounès. Tous deux s'y investiront à fond. Les élections gagnées, Azzabi ira à Carthage et Chahed à la Mer.

A ce rythme, et s'il parvient à réaliser tous ses objectifs, Youssef Chahed aura été une bonne pêche pour Habib Essid qui l'a choisi pour cette importante mission.





pour la côte Sud. L'impact financier est important et aucun pêcheur ne saurait s'en passer. Il n'a alors qu'à respecter la réglementation. Les VMS sont reliés à une salle d'opération qui veille au grain. Troisième axe, la mise en place en mer de récifs artificiels, sous forme de blocs de béton, dans les zones de repeuplement des poissons. Avantage supplémentaire : bloquer les filets de chalutage qui raclent les fonds dans ces zones.

L'approche socioéconomique sera d'un appoint substantiel. La rentabilité reposera désormais sur l'utilisation d'outils de pêche appropriés, l'accès aux microcrédits et la valorisation des vrais pêcheurs en le protégeant contre les opportunistes qui déploient des embarcations non immatriculées. La pêche traditionnelle sera préservée de la concurrence illicite des gros balanciers chalutiers censés opérer en haute mer uniquement. Le cinquième axe est la rationalisation de la compensation du prix du gasoil qui ne profitera qu'aux vrais pêcheurs en règle.

Le contrôle renforcé commence à porter ses fruits. Des poulpes interdits à la pêche ont été retrouvés dans certains points de vente. Des espèces protégées, comme les tortues de mer, ont été sauvées in extremis et remises en mer. Et même une unité de collecte et de traitement de civelles, ces bébés-anguilles, montée illégalement par un Asiatique à l'export, a été démantelée au nord de la capitale. «La guerre sera sans merci», affirme Youssef Chahed.

100 MD pour les ports en 2016

La mise à niveau des ports exige pas moins de 200 MD. Un premier projet qui sera doté de 100 MD en 2016 bénéficiera à 4 ports principaux. C'est ainsi que celui de Tébolba obtiendra 50 MD, et celui de Sidi Youssef (Kerkennah), 25 MD. Kélibia et Sidi Mansour se départageront le reliquat, pour les quais, le raccordement à la Sonede et l'Onas et autres urgences. L'ensemble s'intègre dans un nouveau schéma directeur des ports.

Le grand challenge sera de porter les exportations en produits de mer à 300 MD. La traçabilité et la qualité étant essentielles, deux laboratoires publics seront préparés à l'accréditation : l'Instm à Tunis et l'Inv à Sfax.

Des actions urgentes avant la fin de 2015

Youssef Chahed aura encore beaucoup de pain sur la planche. Avant la fin de l'année, il s'attellera à ancrer le secteur de la pêche dans le Plan de développement 2016-2020, la mise à niveau et la révision de la réglementation désuète. Il portera aussi une attention particulière à l'aquaculture, une activité peu compétitive, très endettée et surtaxée et souffrant des difficultés de renouvellement des zones concédées. Il s'emploiera également à l'informatisation de l'administration et la promotion de la recherche scientifique. Saura-t-il y parvenir avec le peu de moyens dont dispose son secrétariat d'Etat en ressources humaines, moyens et budgets ? Il compte sur la mobilisation générale et la méthode de travail. Le concours de la profession et de la société civile sera déterminant. Quant à la conduite des projets, il a institué un comité de pilotage qu'il dirige lui-même et des groupes de travail confiés chacun à l'un de ses proches collaborateurs, tous tenus de lui en rendre compte selon un planning précis. Constamment sur le terrain, il reste à l'écoute du secteur et intervient sans relâche pour apporter les correctifs nécessaires. C'est pour lui un engagement personnel. ■



Je reviens de vacances en Tunisie... et je suis en vie



■ Par Guy Sitbon

Je reviens de vacances en Tunisie. Et je suis en vie. Je numérote mes abattis, je fais l'inventaire de mes membres, pas un absent à l'appel. Il doit y avoir quelque chose qui cloche. →

V

Voyons. Le gouvernement britannique proscriit la destination à ses ressortissants. Les autres Européens, n'écoulant que leur bon cœur, s'abstiennent de directives aussi purgatives mais n'en pensent pas moins. Choisir sa villégiature dans un repaire de tueurs en série ? Ça va pas la tête ! Pourquoi pas dans le Sinaï tant qu'on y est ! Curieusement, d'ailleurs, le Foreign and Commonwealth Office, bien avisé, n'oppose aucune mise en garde aux vacances en mer Rouge, à Louxor ni à Assouan. On comprend l'émotion après l'hécatombe de Sousse mais le diktat britannique contre le tourisme tunisien reste un signe de panique indigne d'une rationalité gouvernementale. Si, en pleine guerre du Sinaï, Sharm el Cheikh rassure, pourquoi pas Djerba ?

C'est justement à Djerba que nous avons choisi de bronzer, paresser, nous amuser avec trois enfants en bas âge, deux adultes et deux vieillards. À 50 miles à vol d'oiseau de la Libye. Pourquoi Djerba ? Justement, pour la proximité libyenne. Nous cherchions à comprendre, à palper la raison de l'irraison. Tout en prenant du bon temps. Si ma mémoire ne me trompe pas, je crois bien que c'étaient les premières vacances de ma longue existence. Reporter de mon état, j'ai passé ma vie à voyager pour le travail ou le devoir et à me reposer à la maison. Cette fois, j'allais faire comme tout le monde. Les vacances, ça commence sur Internet. Vous tapez « Séjour à Djerba en juillet » et vous tombez sur une douzaine de pages de propositions plus alléchantes les unes que les autres. Faut choisir. Trois étoiles ou cinq étoiles ? Soyons raisonnables, quatre étoiles. Une nuée de tour-opérateurs offrent leurs services. Vous en triez deux au hasard et commandez deux chambres doubles et deux singles. Hélas, les deux hôtels sont complets. Ils ont bien trois chambres doubles et une single mais pour vos besoins, plus de place, surbooké. Ah, bon. Je croyais que la Tunisie terrorisait, que pas un humain sensé n'était disposé à y sacrifier ses jours. On s'adresse à une troisième agence, même impasse.

On téléphone à une vendeuse charmante, probablement établie au Togo vu son accent. Elle est désolée, il ne lui reste plus que des chambres doubles. Il faudra donc payer deux billets d'avion par personne pour être seul dans sa chambre. Les heures de recherches n'y changeront rien, les hôtels sont complets. Voilà déjà une bonne nouvelle, quoiqu'un peu coûteuse. Vous payez en ligne, recevez vos tickets d'avion, vos vouchers de résidence par email, vous les imprimez. Tout est réglé sans avoir quitté votre ordinateur, sans avoir entendu d'autre voix que togolaise. Rendez-vous à Orly, à six heures du matin. Six heures, un peu raide. Faut s'y faire, vous circulez en low cost. Mais qui donc allons-nous trouver à Orly ? Des Français ? Des vrais Français prêts à s'immoler pour la bonne cause ?

L'avion est complet ou presque. Des gens du Sud normaux. Pas mal de foulards. Ambiance Tataouine, Médenine, Ben Guerdane. Ils rentrent au pays au moins une fois par an. Ils soupirent : c'est terrible pour le tourisme, regardez, à peine une dizaine de Français. J'interroge.

- Vous n'êtes pas français, vous ?
- Oui, je veux dire de vrais Français.
- Ils ont peur ?
- Sûrement.
- Et vous, vous n'avez pas peur ?
- (Il sourit) Je me sens plus en sécurité à Tataouine qu'à Paris.



«Un engin blindé stationne à l'entrée de l'aéroport. S'ils comptent rassurer le touriste, je crains qu'ils ne visent à côté de la plaque»

Djerba. Aéroport surdimensionné, ultramoderne, prêt à recevoir quatorze vols à la fois. Des jet bridge (passerelles d'aéroport) comme à Chicago. Le hall : désert désertique. Vous êtes seul à débarquer.

- Autrefois, vous raconte un employé, les appareils atterrissaient coup sur coup. Les avions attendaient leur tour pour décoller. Ce hall grouillait de monde du matin au soir. Fini. Fini-ni-ni. Oublié cet âge d'or. Ben Ali est parti, les touristes avec lui. Nous sommes devenus des intouchables, des monstres cornus. Grand malheur, monsieur, grand malheur. Les jeunes n'ont plus de travail. Ils font des bêtises. Ils veulent tous partir. En Europe ou dans un autre monde. Grand malheur, monsieur.

Sortie de l'aéroport, stupéfaction. Un engin blindé de fabrication récente (première fois que je vois ce modèle) surmonté d'une mitrailleuse lourde commandée par un soldat prêt à lâcher une rafale, stationne martialement

à la porte même du hall. Jamais vu ça. J'étais ces temps-ci à Kiev en pleine guerre, à Tel-Aviv sous les roquettes, à Tripoli au début du chambardement, nulle part les voyageurs ne reçoivent un accueil aussi belliqueux. Autant brandir une banderole géante d'alarme : vous entrez en zone de guerre, enfiler vos gilets pare-balles. Les services de sécurité ont sûrement leurs raisons. S'ils croient rassurer le touriste, je crains qu'ils ne visent à côté de la plaque. Un orchestre, des chanteurs, auraient un effet autrement plus sécurisant. D'autant que la réalité touristique vécue à Djerba, comme je le verrai, c'est la gaité, la musique, pas la mitrailleuse.

Un autobus précédé d'une camionnette de soldats en armes attend les clients de Sunweb, le tour-opérateur. Notre groupe de sept plus un Franco-Algérien et ses deux enfants plus franco qu'algériens. Trois autres clients ne se présentent pas. Recherche faite, ces absents représentent nos billets payés et non utilisés en raison du « surbooking » de l'hôtel. Hôtel, superbe. Je tairai son nom pour en parler plus librement. Façade, salons de palace international. Dix heures du matin, pas une âme. On nous attribue des chambres, nous les trouvons trop éloignées de l'entrée. ➔

Qu'à cela ne tienne. Nous choisissons celles qui nous plaisent. Sur 273 chambres, quarante occupées. 90 personnes pour une capacité de plus de six cents. Un petit-déjeuner nous attend. Beignets/faiers de mon enfance, montagnes de croissants plutôt rassis, fruits à profusion, seuls les melons comestibles. Buffet interminable pour les dix nouveaux arrivants. Sans tarder, maillots, piscine deux fois olympique. J'identifierai deux Suisses, sept Tchèques, trois Compiégnois, deux Nanterrois, deux jeunes Bordelaises, une très charmante Parisienne. Noblesse oblige, j'interpelle en priorité les demoiselles. L'air de rien, bonjour, comment ça va, pas grand monde, hein ? Au fait, vous n'avez pas eu peur de venir en Tunisie ?

• Oh... J'ai mes habitudes dans cet hôtel, j'y viens deux fois l'an. Depuis la révolution, de moins en moins de monde. Cette année, des amis, la famille m'ont conseillé d'annuler.

• Et alors ?

• J'ai rigolé. Ils ne connaissent pas la révolution depuis 2011. Il se passe toujours quelque chose. Sousse, Le Bardo, c'était terrible. Mais c'est des accidents. On a autant de risques terroristes ici que d'accident sur une autoroute en Allemagne.

• Ça fait quand même peur, non ?

• Mon frère m'a fait cette blague. Au Tour de France, le premier gagne une semaine de vacances en Tunisie. Le deuxième deux semaines, le troisième trois semaines, etc. Moi, je suis arrivée deuxième.

• Vous avez dû vous faire des copains depuis le temps que vous venez.

• Oui. Certains. Les animateurs changent.

Les animateurs (trices) forment l'axe de la vie en vacances. Dans un hôtel, ordinairement, le personnel est constitué de serveurs, de femmes de chambre, de portiers. Ici, c'est d'abord les animateurs. Les filles prennent en charge les enfants, les garçons distraient les adultes.

Mokhtar a vingt-deux ans, beau comme un dieu de l'Olympe. C'est la deuxième année qu'il travaille animateur ici. Au bar de la plage, pendant que les autres bronzent ou font trempette, je suis le seul client. Autour de moi, une nuée d'agents de sécurité en civil et d'animateurs. Désœuvrés, ils papotent. Mokhtar aime bien m'interrompre dans ma lecture en prenant place devant moi.

• Qu'est-ce que vous lisez ? Un livre sur El Andalous. De qui ? Pierre Guichard ? Ça doit être intéressant. Vous savez que l'Andalousie et toute l'Espagne étaient arabes avant.

• Pas seulement arabe, Mokhtar. Surtout berbère.

• Après, ils se sont arabisés, me corrige finement Mokhtar.

• Oui, c'est vrai. Tu as lu des livres sur l'Andalousie ?

• Non, pas des livres. Des articles sur Internet.

• En français ?

• Et en arabe. L'histoire, ça me passionne.

• Tu as fait des études d'histoire ?

• Non, de médecine, à Sousse.

• Et tu continues ?

• J'ai arrêté. À la fin de la deuxième année, ils m'ont éliminé. Et vous savez pourquoi ? Parce que je n'avais pas de piston. Ceux qui ont le bras long, ils réussissent. Les autres, à la poubelle.

Son père est mort. Son grand frère a quitté la maison après son mariage.

Il a en charge sa mère et sa petite sœur. Il touche cinq cents dinars par mois à l'hôtel.

• Mais fin août, terminé. Plus d'hôtel, plus de salaire. Je suis DJ, professeur de tennis, de cheval, de danse. Je peux tout faire. Mais ici il n'y a rien. Pas de travail.

• Pourquoi tu ne reprends pas tes études de médecine ?

• Comment ? Qui s'occupera de ma mère. Je ne compte que sur Dieu.

• Tu sais Mokhtar, moi je crois que D. est une invention des hommes.

Ses yeux se figent. Il me fixe d'un regard de bête aux abois.

• Tu ne crois pas en Dieu ?

• Oui, je crois en Dieu comme aux autres inventions de l'homme.

Lui, le bavard, ne sait plus quoi répondre. Doit-il m'abattre sur-le-champ ? Chercher à en savoir plus ? Me dénoncer aux copains ? Se rallier à mon idée ? On lit tout un désarroi sur ses traits éperdus. Un long silence. Il revient à l'Andalousie.

• Tu crois que les musulmans referont la conquête de l'Andalousie ?

• Je ne crois pas. Les conquêtes religieuses, c'est fini.

• Mais l'Andalousie est à nous ?

• L'Andalousie est aux Andalous, je crois.

Nous finissons, comment l'éviter à évoquer Sousse et Seifeddine.

• Il était animateur de tourisme, comme moi, rappelle Mokhtar avec un sourire malicieux. Tu as peur de moi ?

• Pas plus de toi que de n'importe qui d'autre, de mon neveu, de mon petit-fils.

• Moi, je suis sûr que tout ce qu'on raconte sur cette histoire est faux. Ce n'est pas Seifeddine qui a tué les touristes. C'est une provocation. Ce sont les policiers qui ont tiré.

Une semaine à interroger aussi bien des fonctionnaires que des passants au hasard : pas un ne croit aux informations des médias. Tous voient derrière le «rideau de fumée» des récits officiels une «conspiration occulte». Les grandes puissances, les Américains, les juifs, les émirats. Ces empires cherchent à piétiner, à pulvériser les Arabes, les musulmans. Daech ? Une mystification. Des services secrets manipulent de pauvres garçons désorientés. Pour Mokhtar comme pour ses collègues qui viendront se joindre à nous tout au long de notre séjour dans des conversations intellos dignes de Saint-Germain-des-Prés en 1948, no future. Soit un coup de chance tombé du ciel, soit le trou noir.

L'heureuse fortune pourrait venir d'une de ces jeunes touristes.

• Ils espèrent tous, m'assure un manager, trouver le grand amour, le mariage avec une Européenne, les papiers pour la France, le SMIC à mille cinq cents euros, le retour à Médenine en DS clinquante avec des cadeaux plein les valises pour la famille. Et surtout, surtout offrir à la maman tous ses besoins et plus. En fait, ils n'ont que leur mère en tête. Les plus désespérés iront se mettre une ceinture pour une enveloppe de quelques milliers de dinars offerte à maman. Les hôteliers interrogés voient leur avenir plus sombre encore. Déjà, des dizaines d'hôtels ont fermé boutique. Les survivants tournent à perte. L'an prochain, les bâtiments seront désaffectés. Et pourquoi ne seraient-ils pas squattés par des sans-logis ? ■

G.S.

جديد

لستيل
DEPUIS 1962

وحدو
في البنت



الكلمة ليك



الكلمة ليك



VOUS ÊTES SUR ÉCOUTE

Tél : 72 279 188

Fax: 72 279 177

Mobile : 28 222 601

E-mail : commercial@capradio.tn



www.capradio.tn



Y a-t-il une vie loin de la Tunisie ?

Mon expérience voit les choses autrement. Le 17 novembre 1997, 62 touristes avaient été massacrés et mutilés à Louxor. J'y suis allé en reportage trois mois plus tard pour mesurer les effets. J'étais le seul client du Winter Palace, l'hôtel mythique de la région et j'ai eu le privilège d'admirer seul la Vallée des Rois, ordinairement noire de monde. Trois ans plus tard, le Winter était plein à craquer. Au Cambodge, en 1996, les Khmers rouges de Pol Pot, éliminés de tout le pays, s'entêtaient dans une guérilla sans espoir dans la région de Siem Réap. J'y vais. Pas un touriste dans les sublimes 400 km² des Temples d'Angkor à moi seul réservés. Un bonheur indicible. N'y allez surtout pas aujourd'hui. La paix revenue, les flots de visiteurs submergent les œuvres d'art. Il en sera de même à Djerba. J'en prends le pari.

Le soir venu, c'est la fête. Au buffet, pas de file d'attente. *«Normalement, c'est la bousculade, se réjouit une habituée. Là, regardez, tout le personnel à notre service, la tranquillité, la douceur, la joie de vivre.»* À la longue, les animateurs aidant, la cinquantaine de clients finit par se lier d'amitié. Des grandes tablées se forment. La musique, devenue arabe avec le débarquement de quelques Libyens et Tunisiens, résonne des classiques de Saliha. On se croirait revenu à 1950. Après dîner, grand spectacle d'enfants devant trois cents fauteuils vides et une vingtaine de spectateurs devenus une même famille. Au bar, le whisky et le Boga coulent à flots. Les jeunes gens hantent la plage complice. Les vieux racontent des blagues jusqu'à point d'heure.

Pour nous résumer, j'ai payé 600 euros pour une chambre, sept jours, all included, ftaiers, pastis et glaces à volonté. Pour le même prix, j'ai eu droit à tout un palace (ou presque), je me suis fait cinquante nouveaux amis et j'ai oublié tous mes soucis.

Il paraît qu'Ulysse (un confrère de l'Antiquité) s'était senti si paradisiaquement heureux à Djerba qu'il avait fallu l'attacher au mât de son navire pour l'obliger à retourner chez lui. Nul ne m'a contraint à reprendre l'avion mais à Paris, d'où je vous écris, je retiens mes larmes au souvenir de cette semaine. All included. Y a-t-il une vie loin de la Tunisie ?

L'esthétisation de la violence



VIENT DE PARAÎTRE

Le phénomène de la violence, tel qu'il se présente dans la réalité, est difficile à appréhender tant sa nature est protéiforme. Aujourd'hui, avec la mondialisation et les nouvelles technologies, il fait même l'objet d'une esthétisation à outrance. Cela peut paraître paradoxal, puisque la violence, comme la guerre, ne peut a priori, être esthétisée.

Pour le comprendre, il y a lieu de souligner, en premier lieu, que la modernité, comme la tradition, n'est rien d'autre qu'un concept relatif, accaparé par les pouvoirs publics, les politiciens et les artistes, variant au cours des siècles selon les normes fixées surtout par les puissances dominantes.

D'autre part, il va s'en dire que les peintres européens ont, de tout temps, privilégié les tableaux sanglants et les scènes pathétiques, suivant en cela la fameuse maxime «*quia magis movent visa quam audita*» (Ce qui est vu frappe plus que ce qui est entendu). Ils espèrent, certes, bouleverser ainsi l'acquéreur éventuel de leurs oeuvres en produisant en lui cette émotion qu'il désire ressentir en secret et qu'il est venu rechercher sans risque.

En effet, l'homme reste homme. Capable d'évolution, capable d'imagination, maître de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, il a néanmoins ses faiblesses. Ne pas en tenir compte, c'est se couper de la réalité, du présent, de la vie elle-même. Ne prend-il pas plaisir, comme le dit Aristote, «*à contempler la représentation la plus précise des choses dont la vue nous est pénible dans la réalité, comme les formes des animaux les plus hideux et des cadavres*»? (Poétique 4).

Il fut un temps, en Europe, monde bâti essentiellement sur l'imaginaire, peuplé d'anges et de démons, délimité par le Paradis, l'Enfer et le Purgatoire, où la violence et son corollaire, la souffrance, étaient les références suprêmes. C'était là toute l'essence de la «*terribilita*» sacrée de la peinture des grands maîtres de la Renaissance italienne et de la Contre-réforme en général. Il suffit de se référer aux maîtres de l'Ecole de Naples et à leurs tableaux sanglants, où le corps humain se trouve mis à nu, torturé, disséqué

comme un vulgaire objet ; d'immenses tableaux où le corps humain se tord de douleur, où la bouche s'ouvre agonisante, et où le sang éclabousse partout.

Un peintre comme Stanzione ne se contente pas d'une 'Pietà' ou d'une 'Flagellation' comme son illustre contemporain Le Caravage. Non, il lui faut encore un 'Jean-Baptiste' agenouillé devant un bourreau hideux, et un 'massacre des Innocents' des plus atroces où de petits corps dépecés, de petites mains, des têtes de chérubins aux yeux révoltés gisent dans des mares de sang sous les pieds des assassins.

Jusepe de Ribera imagine Jésus étendu sur un drap blanc immaculé sur lequel se détachent deux énormes clous noirs et dans son 'Jean-Baptiste', place près de la tête du martyr un crucifix, un voile blanc taché de sang recouvrant à moitié une épée encore ensanglantée.

Domenichino préfère peindre une seule tête et l'effet n'est nullement moindre. Un autre martyr, Saint Sébastien, qui inspirera le Français Redon, est imaginé par Preti enchaîné, seul et transpercé de plusieurs flèches, alors que da Varallo le montre flanqué de deux anges, la figure radieuse malgré les deux traits enfoncés l'un dans sa poitrine et l'autre dans sa cuisse.

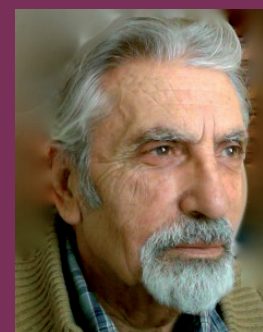
Dans le tableau de Giordano, la même douceur se reflète sur les traits de saint Michel terrassant le Diable dont la bouche béante se tord de souffrance. Cavallini imagine une Judith la main délicatement posée sur la tête coupée de Holopherne. Amour et haine, tendresse et douleur se mêlent ainsi dans le clair-obscur légendaire et effrayant de ces maîtres italiens, provoquant cette 'terribilità' sacrée qui leur est propre. Les temps n'ont guère évolué depuis. Faut-il s'en étonner ? *«Les hommes en général, écrivait Voltaire, aiment les spectacles; ils veulent qu'on parle à leurs yeux : le peuple se plaît à voir des cérémonies pompeuses, des objets extraordinaires, des orages, des armées rangées en bataille, des épées nues, des combats, des meurtres, du sang répandu ; et beaucoup de grands, comme on l'a déjà dit, sont peuple»*. En fait, à bien la considérer, la peinture, aujourd'hui, témoigne d'un effort cohérent relevant d'une esthétique, voire d'une éthique, les deux relevant de la culture et de la tradition occidentales.

L'importance de l'impact visuel, ce souci du «frappant», fait partie surtout de la culture anglo-saxonne. Son origine remonte à la renaissance anglaise et à Shakespeare en particulier. Contrairement aux Français, les Anglais ont toujours cultivé ce goût moyenâgeux pour la violence et le spectacle violent. Et si Voltaire a traité le grand Shakespeare de «Gilles de village», c'est bien à cause de cette violence et de ces tableaux sanglants qui ponctuent toutes ces tragédies, spéculant ainsi sur les goûts morbides de son public.

Certes, dans le sillage des deux guerres mondiales qui ont endeuillé le siècle dernier, l'esthétisation de la violence apparut comme une véritable hérésie, mais peu à peu, le fascisme mais aussi le futurisme aidant, elle entra dans les mœurs. L'émergence des forces prolétaires combattives la renforça et donna l'occasion à des intellectuels et autres hommes de théâtre engagés, comme Brecht, de passer leur message, la lutte des classes, mêlant du coup éthique et esthétique, le Bien et le Beau. Le surréaliste Max Ernst, s'inspirant de Breton et de Soupault, ira jusqu'à peindre des créatures mi-végétales, mi-animales. Auparavant, en 1919, Marcel Duchamp osa affubler la Joconde d'une paire de moustache, et d'un titre humoristique.

A la disparition du bloc communiste, l'esthétisation de la violence devint tout naturellement la préoccupation exclusive de l'Occident. C'est lui qui, désormais, dictera les normes mondiales, selon un style de plus en plus spectaculaire, grâce aux nouvelles technologies. Au cinéma, il suffit de penser à des films comme Ah Dieu ! que la guerre est jolie, de Richard Attenborough, sorti en 1969 et adapté de la comédie musicale de Joan Littlewood, Oh ! What a lovely war, qui connut en 1963 un succès sans précédent. On peut citer encore Apocalypse now ou La passion du Christ, pour s'en convaincre. On se souvient, à propos de ce film de Mel Gibson, de la controverse qui a secoué l'Occident : message chrétien d'une haute valeur pour les uns, flot d'hémoglobine et attaque antijudaïque délibérée pour les autres.

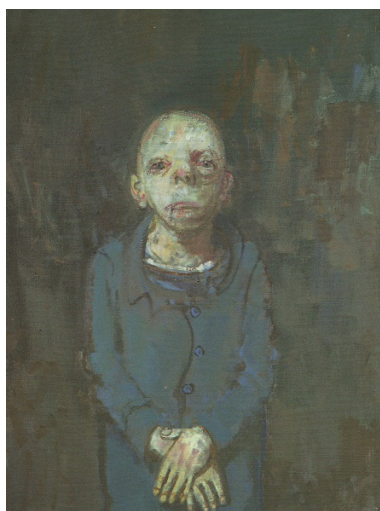
Dans ces cas, le dernier mot revient toujours au critique d'art. Juge omnipotent, ce dernier a-t-il droit à l'erreur ? Peut-il critiquer sans discernement aucun ? Au contraire, ne doit-il pas faire preuve d'une exigence intellectuelle ferme et décidée, afin de ne pas se laisser influencer et devenir l'incarnation ➔



■ Par Rafik Darragi

L'esthétisation de la violence

Article.



d'une censure vulgaire ? A lui donc de jauger ce qui peut l'être en matière de violence et d'admettre que toute œuvre doit avoir sa part de vérité humaine.

Ainsi donc, les tentatives d'esthétisation de la violence, qu'elle soit au cinéma ou ailleurs, sont légion, tant il est vrai que les sources de violence à travers tous les âges sont innombrables. Mais si ces tentatives existent, elles varient selon le bord où l'on se trouve, d'autant plus que chaque civilisation possède des normes de valeurs particulières et, par conséquent, des jugements différents sur certains problèmes cruciaux.

La représentation de la violence n'a pas, en général, concerné le monde arabo-musulman. Bien qu'elle fasse partie de son environnement, qui se trouve être d'ailleurs celui de toutes les époques de l'histoire, pour des raisons religieuses, il n'admet pas la reproduction des traits humains et, par conséquent, l'utilité, voire la nécessité de la représentation de la violence.

Or, c'est grâce au visage que l'individu perçoit son identité et sa différence et qu'il affirme sa singularité par rapport à la communauté. Et comme ce sentiment n'est nullement incompatible avec celui d'appartenir à la communauté, l'homme, qu'il le veuille ou non, reste soumis à la dynamique sociale, le visage reflétant à lui seul notre condition humaine. Aujourd'hui, la violence ne se réduit plus à l'hémoglobine mais aux blessures du temps et aux malformations congénitales. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir les tableaux de Francis Bacon, de Jean Rustin ou encore de Stéphane Ravel (voir ci-contre).

La peinture, ce «divin artifice» a-t-on dit, permet à tout un chacun de plonger, comme dit le poète, au tréfonds de soi-même, et de donner ainsi vie à l'œuvre, avec son imaginaire à soi. A lui d'aller au-delà de l'image, de saisir la vision spirituelle que sous-tend la dimension matérialiste. En Tunisie, inconsciemment ou non, plusieurs peintres influencés par les divers courants artistiques français comme Hatem El Mekki, Ammar Farhat, Yahya Turki, Ali Ben Salem ou encore Abdelwahab Amich, ont eu recours à la stylisation à outrance. Ainsi, les œuvres de ce dernier, par exemple, se présentent souvent comme des idéogrammes spécifiques, des constructions géométriques, où le 'modèle' et les 'dégradés' semblent ne jouer aucun rôle, mais où l'ensemble sollicite aussi bien l'esprit que le regard. Celles de la regrettée Safia Ferhat, notamment «L'Aïd», «Le Pêcheur», ou encore «Les Enfants», sont un modèle parfait de cadrage et de schématisation. Stylisés à l'extrême, les traits des personnages sont à peine perceptibles, dans «Le Pêcheur», en particulier.

Or de la stylisation à la décomposition des formes et au recours à la violence, dans les pays musulmans, il n'y a qu'un pas que d'aucuns hésitent encore à franchir. Il y a certes les craintes d'un peintre comme Klee qui a longtemps séjourné en Tunisie et qui redoute la «recherche convulsive de la nouveauté aux dépens du naturel» mais, hélas, il y a également les tabous ancrés dans notre conscience depuis des temps immémoriaux.

Les phénomènes qui concourent à la montée de cette tendance à l'esthétisation de la violence sont donc multiples, certes, mais force est de reconnaître que l'image déversée aujourd'hui par les satellites, les médias et les réseaux sociaux y est pour beaucoup. Partout dans le monde, les découvertes scientifiques, l'accroissement démographique, l'éclatement des structures traditionnelles de la vie économique, sociale et religieuse, ont transformé radicalement l'image de l'Homme. Il n'empêche que les tentatives d'expliquer la violence sont légion et que le «malheur au malheur ressemble» à travers tous les âges. Ceux qui critiquent cette tendance artistique devraient songer un peu plus souvent à cette vérité. Si ces artistes et ces intellectuels admettent l'utilité, voire la nécessité de la représentation de ce genre de violence, c'est parce que non seulement elle fait partie de leur environnement, qui se trouve être d'ailleurs celui de toutes les époques de l'histoire mais aussi parce qu'elle leur permet de jouir de cette libération de l'esprit à laquelle ils aspirent. Ainsi leur est donnée la possibilité d'agir, selon leur vocation même, en témoins de leur temps, et de proposer une éthique sans s'engager directement, dans une critique délibérée de leur propre société. ■

R.D.

شمس FM



تونس الكبرى

101.7 FM

بنزرت
95.7 FM

شفصة

88.7 FM

صفاقس
96.2 FM

الوطن القبلي
106.5 FM

القيروان
107.0 FM

المنستير
90.6 FM

سوسة
93.7 FM



Guizine Mabrouk «Aux portes du souvenir»

Un pinceau aux couleurs de la Méditerranée qui émerge des tréfonds pour se promener ici et là dans la capitale, Tunis, au Sahel, s'arrêtant à Monastir, prenant une autre halte à Mahdia, avant de revenir visiter notre imaginaire. Guizine Mabrouk, fille du Dr Salem Eschadely (1896-1954), premier psychiatre tunisien et épouse du Dr Ridha Mabrouk, a toujours évolué dans un milieu où l'intelligence se marie à la finesse.

Raffinée, elle s'exprime par ses aquarelles et gouaches que peu connaissent. Contrairement à d'autres artistes-peintres, elle ne vend pas ses œuvres, mais les offre à ceux qui lui sont chers ou paraissent séduits. La voilà accepter d'ouvrir son jardin secret. Sous le titre de «Aux portes du souvenir», elle nous gratifie d'un livre d'art qui ne vous laisse pas indifférent.

Le trait est précis, le dessin est dans la miniature, les couleurs sont celles de chez nous, parfois trempées dans les nuances de l'autre rive de la Méditerranée, un peu plus à l'Est, non loin de la Serbie, de la Bosnie ou de la Grèce. Un livre de contes en images... Préfacé par Chiraz Brahem. Sous un ciel couvert et grisâtre, on est enclin à la confiance. Assise sur une vieille chaise en bois, emmitoufflée dans son manteau, peut-être un peu trop grand pour elle, son carnet de croquis posé sur les genoux, des dessins sur le vif, renvoyant aux instants d'observation, des brides de présent saisies au vol. La confiance réveille ses mondes extérieurs qui ont forgé son être et son inspiration d'artiste. Elle se perd dans le silence.

Et puis au bout d'un moment, sur un ton inquiet, elle m'avoue que ce grand déballage du passé est pénible. Elle n'a pas ressenti le besoin de peindre, depuis qu'elle s'est convertie, depuis quelque temps, à la recherche archéologique. Et voilà qu'on





ouvre de nouveau une porte à la passion. Car on oublie, dans le semblant de quiétude d'une grande demeure. On se soustrait au souvenir, le temps recouvrant ses peintures d'une fine pellicule de poussière. L'invisibilité a quelque chose de plaisant, de réconfortant surtout. On est au-delà de tout jugement. Il est pourtant temps de mettre à nu sa sensibilité. Bousculons la mémoire.

J'aimerais conter ses récits, dans les moindres détails, mais une vie ne se résume pas en quelques pages, on se contente d'en effleurer quelques instants... Comme l'instant d'une fillette de sept ans qui, sur sa petite table, se plaît à reconstruire son monde à l'aide de ses crayons de couleur. Et puis, la ville de Carthage, lui offrant ses rues, ses sentiers, sa pierre, ses senteurs, et en regardant au loin, ... trône la mer. La mer, elle est partout. Une toile bleue infinie qui, lors de ses fièvres enfantines ou autre vagabondage de l'esprit, laisse place à des scènes,

comme celles de bateaux de guerre scindant les eaux carthaginoises, se rapprochant dangereusement des côtes.

... Ainsi se construisent les craintes d'une rêveuse. Puis, il y a l'instant du voisin. Bel homme, grand brun aux yeux clairs. Un cavalier. On le regarde discrètement, et il suffit d'une pointe de maladresse pour qu'on se retrouve la tête coincée entre les balustres d'une terrasse, juste pour pouvoir l'admirer, assis sur sa selle argentée, parcourant à cheval de somptueux jardins.

Le cavalier qui revient encore hanter quelques scènes aujourd'hui. Le cavalier qui se pavane. Mais pourquoi l'en blâmer, il venait d'apercevoir une fée au crépuscule. La fée. Certains soirs, Guzine se souvient de sa mère, se préparant pour une soirée mondaine. Elle portait de beaux bijoux, et puis choisissait parmi ses robes. La robe blanche en dentelle, elle venait dire bonsoir, puis partait, laissant naître derrière elle le ➔

souvenir d'une mère aussi belle qu'une fée. Et la beauté s'est transmise. Les femmes insaisissables, convives de premier ordre, les femmes qui règnent sur les terrasses, et dans les embrasures de leurs fenêtres, les femmes qui vivent, ayant pour seul mot d'ordre évasion.



On s'évade.

Plus loin parmi les instants de vie, la guerre, et au courant de l'année 1939, se clôt le bref chapitre de Carthage. Un déménagement à Tunis, qui offre un nouvel horizon. L'instant du pensionnat, les bancs de l'école, les chants chrétiens, la musique, le visage d'une camarade aux yeux mauves, aperçu brièvement au détour d'un couloir, cette couleur que la peintre n'a plus jamais revue. Et puis il y a





la ville encore, qui reprend vie sur sa toile. Il y a aussi ce souvenir d'une nuit blanche, lors d'une fête à Mahdia. Un mariage qui dure jusqu'aux aurores. Où Guzine revoit cette étrange danse qu'effectuent les femmes. La rencontre du jour et de la nuit. Le souvenir du tintement des bracelets et des lourds colliers de Mahdia. Elle réécrit ses festivités à sa façon. S'enchaîne le lendemain, une journée d'école.

Il y a l'instant où l'on change. Il y a une chance qui se présente, comme remerciement pour un portrait, elle obtient un entretien avec Pierre Berjole, directeur de l'Ecole des beaux-arts de Tunis à l'époque. Elle intègre l'institut, s'en vient alors ce professeur exigeant, qui faisait voler les toiles au travers des fenêtres à la moindre contrariété. L'apprentissage sévère, le souci de perfection, de la précision dont on ne peut que se délecter aujourd'hui. Cet apprentissage fut long et compliqué, interrompu, puis repris jusqu'au diplôme.

Il y a le temps de la campagne, la nature prenant quartier dans son esprit, envahissant certaines de ses toiles. Elles sont paisibles. Et puis l'inspiration s'épuise, les fenêtres, seules lui ouvrent les perspectives campagnardes. La ville l'appelle. La ville qui ranime la flamme. S'impose à elle alors une nouvelle réalité. Une réalité où ses craintes face à l'avenir et aux dangers qui rôdent se mettent à côtoyer les instants de vie, sa magie, et un éclat de fantaisie. La création danse en boucle, les instants d'observation, les odeurs et les sons qui ont éveillé ses sens.

La chaise grince un peu.

Elle a ce sourire pétillant, elle fatigue. La confidence se fait seulement à petites doses. Il y a encore juste cet instant où elle me dit comme pour conclure. Elle me dit : « Je peins des miniatures descriptives qui ne sont pas comme celles de Jellal Ben Abdallah, qui m'a beaucoup inspirée ... Je raconte ». Elle a raconté des odes à l'honneur de l'intensité de ces instants de vie, des odes à l'esprit des lieux qu'elle a traversés. À la conteuse sans mots. ■

Chiraz Brahem

Lifestyle



■ Par Jihen Ouaz

Les vacances sont bientôt terminées et la rentrée approche à grands pas, et comme tout le monde, vous vous sentez fatigué, manquant d'entrain. Le rythme de vie change, fini la grasse mat', les après-midi farniente, et place aux réveils matinaux, au stress et aux challenges à relever.

Voici une petite sélection d'articles tendance pour redémarrer en fanfare. ➔



De la fraîcheur pour toute la journée

Un parfum plein d'élégance et de modernité

Après son eau de toilette, la maison Guerlain sort son eau de Cologne L'Homme Idéal. La marque rêvait d'une fragrance fidèle aux hommes d'aujourd'hui, c'est-à-dire un parfum doux mais qui reste masculin... Pas évident, mais le pari est réussi !

De délicieux effluves se mélangent dans un flacon chic et lumineux au capot guilloché. La fraîcheur du pamplemousse, de l'orange et de la bergamote permet de donner à cette Cologne une certaine vitalité. Le néroli et l'amande fraîche qui accompagnent ce mariage énergique d'agrumes révèlent tout le charme et la sensualité de l'Homme Idéal, et toute l'élégance de la Cologne. Un fond mêlant cistes à un duo vétiver/muscs blancs alimente cet assemblage d'arômes particuliers d'une touche de virilité typiquement masculine.

Une fragrance moderne et luxueuse, qui se prête bien à cette période estivale. Que ce soit pour un rendez-vous de travail ou un after-work entre collègues.

[L'homme Idéal - Guerlain- Parfumeries](#)



À pas sûrs

La Richelieu, la chaussure élégante par excellence

Élégantes chaussures à lacets BOSS en cuir avec bout arrondi. Avec son laçage à 5 trous, la chaussure sied parfaitement au pied et est également dotée d'une doublure en cuir confortable. La semelle en cuir avec des parties en gomme antidérapante assure un grand confort même après les avoir portées longtemps. Elles se distinguent par le fin motif perforé au-dessus du cou-de-pied et le discret logo gravé en relief sur le côté extérieur de la tige.

[Boss - square 5](#)

Soyez à l'heure

Classic Fusion Black Magic

Mêlant élégance intemporelle, matériaux modernes et esthétique contemporaine, la Classic réinterprète la Big Bang dans un esthétisme sport-chic. Le boîtier en céramique noire polie et satinée est surmonté d'une lunette en céramique noire. Sous le verre saphir se trouve le cadran de la montre facetté avec index et aiguilles plaquées rhodium. Une réserve de marche de 42 heures et une 5 ATM environ 50 mètres de résistance à l'eau.

Hublot - Bijouterie Faouzi Ben Jannet



Boostez votre énergie

Elixir de jouvence pour épidermes fatigués

Parce que les hommes dépensent en moyenne 23% d'énergie de plus que les femmes, parce que leurs cellules ont besoin de davantage de carburant pour fonctionner à plein régime et lutter efficacement contre le stress oxydatif. Nuxe Men lance Nuxellence un anti-âge global enrichi en fuel cellulaire. Un vrai dopant cutané.

La formule de Nuxellence abrite un Sucre Énergétique glucose couplé à un phosphate qui recharge les cellules. Le tout, combiné à un trio floral qui répare les mitochondries (usines énergétiques des cellules) et à de l'acide hyaluronique végétal, pour défatiguer les traits et les lisser en surface. Tandis que la graine d'Araucaria (brevet maison) vient prêter main-forte au duo d'actifs de Chêne et de Charme à effet bouclier contre les agressions extérieures (pollution, tabac, UV).

Nuxellence® Men - Nuxe - Pharmacies et parapharmacies

Eclairez vos idées

Une ampoule connectée pour le Home Kit d'Apple

L'ampoule connectée Elgato Aavea transforme votre intérieur grâce à des ambiances lumineuses empruntées à la nature et vous permet de régler l'atmosphère de votre pièce depuis votre iPhone ou votre iPad ou Apple Watch. Il ne vous reste plus ensuite qu'à vous relaxer en vous immergeant dans les différentes ambiances configurées avec soin et proposant des changements de lumière subtils. L'application gratuite qui pilote l'ampoule connectée Elgato Aavea intègre également un mode réveil programmable : vous vous levez du bon pied avec une lumière douce et naturelle au son de la musique que vous avez préalablement choisie, pour bien démarrer la journée.

L'ampoule, dotée d'un culot à vis E27/E26 (parmi les plus répandus), est d'une puissance annoncée de 7 W (430 lumens) pour une durée estimée à 25 000 heures. L'Aavea fonctionne en Bluetooth 4.0 avec une application dédiée baptisée «Elgato Aavea» qui permet de synchroniser jusqu'à 10 ampoules en même temps.

Elgato Aavea - Istore



Levez-vous, orages désirés...

En 1898, un jeune patron de presse américain, William Randolph Hearst, réussit à provoquer une guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne en faisant accroire, à travers son journal, que l'explosion d'un cuirassé américain, *The Maine*, dans le port de La Havane était le fait des Espagnols. Le slogan choisi par Hearst, «Remember The Maine», fera mouche si bien que les Etats-Unis, sous la pression de leur opinion publique, durent entrer en guerre. Défaits, les Espagnols quitteront l'île au terme de trois siècles d'occupation. Notre homme n'était pas un droit-de-l'homme avant la lettre, soucieux du sort du peuple cubain, mais un capitaliste, mû par l'appât du gain et qui cherchait à damer le pion à son concurrent, Joseph Pulitzer, celui qui donnera son nom au prix le plus prestigieux de la presse américaine.

Pour William Hearst, la guerre hispano-américaine sera le point de départ d'une impressionnante saga. Ambitieux, ne reculant devant rien pour atteindre ses objectifs, il deviendra en quelques années l'un des magnats de la presse américaine et le pionnier de la presse à sensation ou le «journalisme jaune». Il n'est pas inutile de préciser que ce nom provient d'une bande dessinée «The Yellow Kid» qui était publiée dans le journal de Hearst. La réussite de ce dernier inspirera plus tard Orson Welles qui campera le personnage de Hearst dans son chef-d'œuvre *Citizen Kane*.

Si le peuple américain a été manipulé avec une telle facilité et continue à l'être comme le prouve entre autres l'invasion de l'Irak sous des prétextes fallacieux (la possession par Saddam d'armes de destruction massive), que dire des Tunisiens qui s'éveillent à peine à la politique. Nous n'avons pas de Hearst tunisiens et c'est tant mieux. En revanche, ses émules sont légion. Ils n'en ont pas le génie. Tout juste sont-ils dotés d'un bagou qui les dispense du reste. Au lendemain de la révolution, ils ont investi les médias (presse écrite, audiovisuelle, sites électroniques, et bien sûr facebook). Des conseils de leurs professeurs, ils n'ont retenu que celui qui abonde dans leur sens : «On ne s'intéresse qu'aux trains qui arrivent en retard», les accidents de la route, les épidémies, les grèves, les manifestations. On donne la parole aux extrémistes de tout bord même s'ils ne représentent que leur propre personne au nom de la liberté d'expression. On cherche des poux dans les têtes. Bref, on ne se prive de rien pour amplifier la sinistreuse ambiance. Cela tourne souvent à l'autoflagellation. Invité sur un plateau de télévision, un journaliste algérien connu, ahuri par la propension de l'animateur et ses invités tunisiens à critiquer les moindres faits et gestes du gouvernement, n'a pas caché sa colère : «Nous voulons que vous réussissiez. La Tunisie est notre dernière chance pour que les choses évoluent dans notre pays. Vous n'avez pas le droit de tuer cet espoir». Les médias tunisiens ne nous font pas rêver. Ils nous font cauchemarder. Quand je vois les réfugiés syriens entassés sur les barques qui les conduisent vers les rivages de Grèce, je me dis : on l'a échappé belle. On aurait pu être à leur place.

J'entends déjà les cris d'orfraie : encore un nostalgique d'une presse aux ordres. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de dénier à quiconque le droit à la critique. Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur. Mais de grâce, cessez cette manipulation qui consiste à faire croire que tout va mal dans le pays. Cette jubilation à noircir le tableau. Confrontés aux difficultés de la vie quotidienne, les gens en ont assez des discussions assommantes et de ce flot de mauvaises nouvelles qui ressemble fort à une entreprise de démoralisation. Parlons des échecs, mais aussi des réussites. Ne désespérons pas des Tunisiens. Certes, la presse s'est dé faite de ses chaînes. Mais on est en train de troquer la dictature de la pensée unique contre celle du buzz. ■



Nous n'avons pas de Hearst tunisiens et c'est tant mieux. En revanche, ses émules sont légion. Ils n'en ont pas le génie. Tout juste sont-ils dotés d'un bagou qui les dispense du reste. Au lendemain de la révolution, ils ont investi les médias (presse écrite, audiovisuelle, sites électroniques, et bien sûr facebook). Des conseils de leurs professeurs, ils n'ont retenu que celui qui abonde dans leur sens : «On ne s'intéresse qu'aux trains qui arrivent en retard»

H.B.